

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14768 - 7 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Fair-play aéronautique

JAPON

優秀なでな しねつ

100

ت العان

a prior

4. 5

ne. €jî

) <u>N</u>'- (~ • * * · ·

31 m 4 M

ES Etats-Unia et la Commu-Linauté européenne ont fait la paix à propos de leurs avions. Pendant qu'à Bonn Deutsche Aerospace perdait, le 17 juillet, la garantie de cours du dollar que lui avait promise la gouvernement, on signait à Washington un accord américano-européen qui limite et réglemente les subventions et les aides gouvernementales à la construction d'avions civils de plus de cent piaces. Il n'y aura plus de différends autres que commerciaux entre Airbus, Boeing et McDonnell Douglas.

Le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) interdisait de subventionner la fabrication des jets, mais, exaspérés par la montée en puissance d'Airbus, les Américains dénonçaient, depuis le milieu des années 80, les aides déguisées que les gouvernements allemend. britannique, espagnol et français accordaient, selon eux, à leurs avionneurs. Ils avaient chiffré à 27 milliards de dollars cas coups de pouce donnés pendant vingt

ES Européens rétorquaient que, si aide il y avait, elle n'excédait pas 10 milliards de dollars et que les Américains avaient subventionné indirecte-ment leur industrie aéronautique civile par le biais de programmes de recherche et de contrata militaires pour 27 milliards de doi-

Cette négociation de mar chands de tapis n'a plus lieu d'êtra. Les Américains ont obtenu satisfaction sur deux points qui leur tenaient à cœur : les Airbus, qui profitalent d'un système d' a avances remboursables a publiques finançant sans intérêt 75 % du montant des frais de développement, verront ce soutien limité à 25 %. D'autre part, le gouvernement allemand met fin au dispositif qui lui faisait compenser la chute des cours du dollar au-dessous de 1,60 deutschemark et qui avait rapporté, en 1990, à Deutsche Aerospace la coquette somme de 1,3 milliards de francs.

Les Européens obtiennent que soit reconnus pour la première fois la nécessité de la limitation des aides indirectes par le biais de la recherche ou de contrata militaires ou spatiaux. L'accord plafonne celles-ci à 3 % du chiftra d'atfaires du secteur séronautique et à 4 % du chiffre d'affaires de chaque constructeur.

TOUT bien pesé, ce sont Boeing et McDonnell Dougias qui sortent gagnants, puis-qu'ils ont obtanu que les avions européens soient financés dans une plus grande proportion par appel au marché financier et qu'ils supportent des frais finan-ciers « normaux». Mais Airbus et les gouvernements européens n'ont pas à se chagriner de ce retour progressif au droit commun : les aides - précieuses pour épauler des programmes se chiffrant en dizaines de milliards de francs - ne sont pas totalement interdites; le risque d'une guerre fratricide avec les Américains (ceux-ci fournissent jusqu'à un tiers des composants d'un Airbus!) est écarté.

Par-dessus tout, le consortium européen est devenu majeur, comme l'a prouvé la toute récente commande de cent biréacteurs A-320 par la dernière compagnie d'outre-Atlantique, United Airlines, qui se refusait à acheter des Airbus. Les béquilles et les expédients financiers ne sont plus de salson.



Nouveaux pas vers la partition

La Slovaquie a proclamé sa souveraineté

M. Vaclav Havel a annoncé, le 17 juillet, sa démission de la présidence tchécoslovaque, qui devait être effective lundi. Cette décision, annoncée à Prague au moment où Bratislava proclamait la souveraineté de la Slovaquie, consacre le processus de partition du pays. M. Havel, arrivé au pouvoir en décembre 1989 après avoir mené la « révolution de velours », a laissé la porte ouverte à une éventuelle candidature à la présidence de la République tchèque, fonction qui reste à créer.

Le retrait du président Havel

n'est donc pas vraiment un hasard si l'annonce de la démission du chef de l'Etat tchécoslovaque a été faite à Prague, ven-dredi 17 juillet, moins de trois quarts d'heure après la proclama-tion de la souveraineté alovaque par les députés de Bratislava.

D'une certaine manière, M. Vaclav Havel a ravi la vedette à ceux qui avaient provoqué sa chute, le 3 juillet, au premier tour de l'élection présidentielle, trente mois après son arrivée triomphale au pouvoir.

Havel, l'homme de théâtre, n'a Dans la soirée, à la télévision, jamais tout à fait disparu derrière l'air grave sans être tragique, le le président Vaclav Havel. Ce président bien-aimé des Tchèques depuis qu'il les a libérés du communisme s'est adressé à ses compatriotes. « J'ai pris cette décision après mure réflexion, après avoir réalisé que je ne pouvais plus remplir les obligations découlant de mon serment sur la Constitution tchécoslovaque selon mes convictions et ma conscience »,

> SYLVIE KAUFFMANN Lire la suite et l'article de

Le financement de l'UNEDIC

L'assurance-chômage provisoirement sauvée

Après une journée et une nuit entières de négociations, un accord est intervenu, le samedi 18 juillet, pour remettre à flot le régime d'assurance-chômage. Trois organisations syndicales - CFDT, CFTC et CGC - se sont déclarées favorables aux solutions élaborées avec le CNPF et la CGPME. La surprise est venue de FO, qui pourrait ne pas signer l'accord, alors que l'UNEDIC, créé en 1958 par M. André Bergeron, a toujours été considérée comme l'eenfant» de FO.

Le compromis de l'urgence

par Alain Lebaube

Dans le paysage syndical français, le 18 juillet marquera peutêtre, historiquement, un tournant préparé de longue date. Au sortir de la longue et délicate négociation sur le sort du régime d'assurance-chômage, la délégation Force ouvrière a laissé penser qu'elle ne signerait probablement pas l'accord en passe d'être approuvé par la CFDT, la CFTC et la CGC. Si cela devait être confirmé, le 20 juillet. date prévue pour les réponses, cela e la suite et l'article de signifierait la fin d'une époque où FO a dominé la politique paritaire, page 4 principalement symbolisée par sa

présence continuelle dans la gestion de l'UNEDIC. M. André Bergeron, sou ancien dirigeant, en a été le fondateur en 1958 et a alternative-ment exercé la présidence de l'institution quand celle-ci revenait aux représentants des salariés.

Désormais, la CFDT est en mesure d'écrire une autre page qui consacre un renversement d'alliance du CNPF, qui s'y préparait depuis au moins deux ans. Tout au long des discussions, avec la CFTC et la CGC, une « intersynciale » est accepte dont FO s'est ordere. est apparue, dont FO s'est ostensi-blement tenue à l'écart malgré les appels du pied.

et sos informations page 15

Le feuilleton de l'été

Dans notre prochain numéro, publié kundi 20 juillet (daté mardi 21), nous com-mencerons le publication d'un feuilleton historique intitulé «Les fins d'empires». Réalisé sous la direction de Jean-Pierre Rioux, ce récit, qui s'étalera sur six semaines associe une quinzaine d'historiens qui racontent, chacun dans le domaine de sa spécia lité, la riche sage des empires et les soubresauts de leur agonie, qu'il s'agisse des temps les plus reculés ou plus

Une enquête du « Monde »

Variations latino-américaines»

A l'occasion du deuxième sommet ibéro-américain qui aura lieu les 23 et 24 juillet à Madrid, *le Monde* publiera, la semaine prochaine, une série de six anticles intitulée «Varietions latino-américaines ». Seront évoqués les relations entre les Etats-Unis et le sud du continent, les menaces sur la démocratie, l'apparition d'une classe de « nouveaux riches», le rôle décroissant de l'Eglise catholique, la persistance des guérillas et l'état de

Une Allemagne plus active

Jugé anticonstitutionnel par le SPD, l'envoi du « Bayern » dans l'Adriatique marque un tournant de la diplomatie de Bonn

credi 22 juillet, une séance extraordinaire à l'engagement de la Bundeswehr dans la surveillance de l'embargo décrété par l'ONU contre la Serbie et le Monténégro dans l'Adriatique.

L'opposition social-démocrate estime que cette participation est contraire à la Loi fondamentale. (Sur la situation dans l'ex-Yougoslavie, lire nos informations ainsi que les articles de Florence Hartmann et Laurent Zecchini page 3.)

Fortes baisses

des marchés européens

Après avoir réagi plutôt catmament jeudi 17 juillet à l'annonce du relèvement de 8 % à 8,75 % du taux d'es-

compte allemand, les mar-

chés financiers suropéens ont

eu, dès le landemain, une réaction plus violente. Toutes

les places ont effiché des

pertes supérieures à 2 %. Paris a reculé de 2,67 %,

Milan de 2,05 %, Londres de 2,1 % et Francfort avec une baisse de 2,37 % atteint son

plus bas niveau de l'année. Le dollar est passé sous la

Lire aussi nos rubriques «Revue des valeurs» et «Cré-dits, changes, grands mar-chés» pages 18 et 17

■ Le Festival trop

méconnu de musique classi-que de Saint-Riquier (Somme) ; m La musique contemporaine à la Char-

treuse de Villeneuve-lès-Avi-

gnon; E Les Francofolies de

Lire pages 10 et 11

barre des 5 F.

La Rochelle.

Le Bundestag consacrera, mer- par Daniel Vernet

La Bundesbank a augmenté un de ses taux directeurs, pesant encore un peu plus sur une conjoncture européenne déjà anémique, et le gouvernement fédéral a envoyé un destroyer dans l'Adriatique pour participer à la surveil-lance de l'embargo contre la Serbie. il n'en faut sans doute pas plus pour affirmer que l'Allemagne a, deux ans après la réunification, décidément perdu ses complexes. Elle dicte la politique monétaire européenne et redevient diplomatiquement active dans des secteurs où, jusqu'à la fin des années 80. elle se distinguait surtout par sa prudence. En fait, les deux informations n'ont pas d'autre point commun que d'être chacune une manifestation de la difficulté éprouvée par l'Allemagne nouvelle à trouver sa place sur la carte redessi-née de l'Europe. Le relèvement des taux d'intérêt est dans une large mesure l'expression d'une faibles plutôt que d'une volonté de puis-sance. Elle est la conséquence des coûts provoqués par la reconstruc-tion de la partie orientale et des déséquilibres financiers qu'ils entraînent dans un pays où la sta-bilité monétaire a été érigée en

Lire la suite page 3

Les troubles en Algérie



La République et l'oubli

La continuité de l'Etat est au centre de la polémique sur le régime de Vichy

par Edwy Plenel

« Une sièvre trop vite guérie est une sièvre mal guérie. » Cette phrase apparemment anodine vient sous la plume de Vladimir Jankélévitch à propos d'une des questions morales les plus fourdes, celle du pardon. Le philosophe n'est plus là pour commenter la petite sièvre qui a saisi la France à l'occasion du cinquantième anniversaire de la rafle du Vel' d'Hiv'. Mais, maintenant que sont retombées les huées des uns et la colère d'un autre, une fois dites les prières et déposées les gerbes, on aurait tort de ne pas entendre l'avertissement de ce penseur qui fut aussi un grand résistant. La semaine dernière, quelque chose de désagréable s'est passé que le silence ne ferait qu'aggraver : un nouveau dialogue de sourds autour de la France de Vichy.

Au départ, une demande somme toute simple, élémentaire même : qu'un «geste» symboli-

que soit fait envers les victimes de la participation française au génocide. Qu'un demi-siècle après la grande raile anti-juive des 16 et 17 juillet 1942 organisée par la police française, l'autorité politique, en ce qu'elle incarne l'Etat, ne se contente plus des gestes coutumiers, des habituels messages de compassion ou des traditionnels discours d'émotion. Un vrai geste, donc, où soit sobrement énoncé ce fait, pour qu'il soit connu de tous, pour qu'il laisse son empreinte sur les générations futures : un Etat français, qui était certes la négation de la République mais qui n'en était pas moins français, a participé activement à la destruction des juis d'Europe.

Ce geste d'« apaisement pour notre souffrance » comme l'a dit si paisiblement M= Simone Veil. n'eut pas l'ampleur espérée.

> Lire la suite et nos informations page 6

LE MONDE diplomatique

Juillet 1992

- · ALGÉRIE : Un pays à la dérive, par Ignacio
- PROCHE-ORIENT : Les équivoques de la rhoche-Ontelet : Les equivolus de la victoire travailliste en Israël, par Michel Warchawski.

 - Dispersion, résistances et espoirs des exilés palestiniens, par Nadine Picaudou. - M. Bush, la bombe et le dictuteur de Bagdad (A.G.)
- MAASTRICHT: Trente-cinq ans d'Europe du non-dit, par Bernard Cassen. Le principe de subsidiarité, par Monique Chemillier-Gendreau. Le e non » des Danois, par Jean-Pierre Airut. -L'intégration européenne fragilise l'Etat beige, par
- AFRIQUE: Risque de famine sans précédent, par Claire Brisset. Sida, pauvreté et production agricole, par Pierre Antonios. Ce que l'Afrique pourrait apprendre à l'Europe, par Michel Cahen. « Le papier eaveloppe la pierre », une nouvelle d'Adrian Adams. · BANGLADESH : Une pauvreté bien encadrée,
- par Michel Chossudovsky. • STRATEGIE : L'équipement militaire français, trop cher et dépassé, par Antoine Sanguinetti. - La non-prollération nucléaire contre la souveraineté des
- PÉTROLE : Washington renforce son emprise, par

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Etats, par Jean-Luc Thierry.

A L'ETRANGER: Algéria, 4.50 DA; Marce, 8 DH; Turinio, 750 m; Alemegra, 250 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Carude, 2.25 S CAN; Antiliou/Rikarion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Dargerari, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; G.-8, 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italia, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,76 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suide, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$: USA (others), 2,50 \$.

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: (1) 40-55-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311 F

> Edité par la SARL le Monde Derée de le somété ; cani ans à compter du !O décembre 1944.

Principale: associés de la société Société civile Société anonyme de: lecteurs du *Monde*. Le Monde-Entreprises. Le Monde-Entreprises.

Jacques Lesoume, president
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Télén; 86-62-97-7. Société finale
in SARI, le Meute et le Métine et Régies Europe SA

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395-2037 PRINTED IN FRANCE leganignoments sur les microfilms e index de Monde ne (1) 40-65-29-33 Regresiaction interdisc de tout article, sant courré avet l'administration

TÉLÉMATIQUE Octobrate 36-16 - Tapez LEMONDE by 36-15 - Tapez LM

ABUNNEMENTS :. place Hubert-Beuve-Mery, 4652 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

		., 55 5-	ATCOME
TARIF	FRANCE	SUBSE BELGIQUE LUXEMB PAYS-BAS	PAYS role CEE
5 mis	466 F	372 F	790 F
6 mei≤	evi F	i 125 F	1 560 F
[M	i de F	2 (th) F	2507

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. pour vous abonner euvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

code d'acces ABC Changements d'adresse définitifs or provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi-quant leur numéro d'abonné.



New: Ad:6356 : _

Code posial : ___ Localité : _ Pays: __

Desurat proce i vidigence d'écrire tous : rema natures en capitales d'imprimerie.

Le Monde Edité per la SARL Le Monde

Comité de direction : Jacques Lescurre : gérant directeur de la publication Bruno Frappet directeur de la rédaction Jacques Guitt

Rédacteurs en chef :

/vec Agnès Jecquet Amalric Thomas Ferencei Philippo Herroman

Cantel Vernat

Lucia come me metal consi . Chians Chacle and Hair : Seuve-Mery (1944-1969) Jacquet Feuvet (1969-1962) André Leurens (1982-1986) André Fontaine (1985-1991) Il y a trois cent cinquante ans

To him pudel

La drôle de guerre entre le roi et le Parlement d'Angleterre

Bite him re

E 12 juillet (22 juillet) 1642 (1), le Parlement d'An-gleterre vote la levée d'une armée « pour protéger la personne du roi, défendre les deux Chambres et tous ceux qui ont obei à ses ordres et à ses injunctions, ainsi que pour veiller sur la vraie religion, les lois, la liberté et la paix du royaume». Protection du roi et du Parlement, maintien de la religion, de la paix et d'une «liberté» - qui se confond en fait avec la propriété : ce programme, conservateur à souhait, marque pourtant une étape irréversible dans le déclenchement de la révolution

Un siècle et demi avant la France, de 1642 à 1660, l'Angleterre offre en condensé un spectacle comparable à celui qui déferle chez nous de 1789 à 1815. La génération romantique débusquera sans hésiter les parallélismes : conflit avec le roi, procès et exécu-tion du souverain, radicalisme social, proclamation de la Républi-que... Surgissement, enfin, d'un homme fort, porté par l'armée, qui reprend la situation en main. Napoléon-Cromwell est l'une des figures emblématiques de Victor Hugo, tandis que Quinet ou Guizot n'auront de cesse de s'interrogen sur les liens du religieux et du politique dans le processus révolution-

Révolution «puritaine» ou révolution «bourgeoise» - comme on le répétait naguère à satiété ? En tout état de cause, la révolution d'Angleterre fut, du moins dans ses prolégomènes, une révolution conservatrice. La « défense du rol » : absurde fiction, décrétait sans aménité l'historien américain J. H. Hexter. Il faut dire que ces hommes qui, par quelque singu-lière adresse rhétorique, prétendent servir le roi, s'appretent à lui faire

Chronologie

Août 1640 : invasion écos-Automne 1641 : révolte irlanlaise; Grande remontrance du

Août 1642 : début de la prenière guerre civile. 1647 : Agitation radicale dans l'armée.

Printemps 1648 : début de la deuxième guerre civile. Janvier, 1649 : procès et exécution du roi.

Mal, proclamation de la République (Commonwealth). 1649-1651 : campagnes d'Irlande et d'Ecosse. Décembre 1653 : Premier protectorat de Cromwell. Jain 1657 : Deuxième protec-

Septembre 1658 : mort de

1660 : restauration. 1688-1689 : Glorieuse Révo-

mal la prééminence de leur voisin ombrageux. A une première révolte calviniste en Ecosse succède une révolution papiste en Irlande. Angleterre, Ecosse, Irlande : trois royaumes distincts, placés sous un même roi, Charles 1º Stuart. Trois royaumes distincts dont la pacifica-tion sera finalement l'œuvre de Cromwell, vainqueur Charles I", poursuivant une œuvre

la guerre. On lève des troupes con-

tre Charles Ier mais, de façon

somme toute assez spécieuse, on décrète à l'inverse que l'on vole à

Qu'est-ce qu'un roi ? Cette inter-rogation, présente dans le théâtre de Shakespeare, gagne chaque jour en ampleur. La guerre civile préci-

pite un processus d'abstraction

juridique qui amene progressive-ment à distinguer la fonction de

l'individu. La souveraineté qu'il exerce au nom du roi en son absence, le Parlement finit en 1649

par se l'arroger. Sept longues années d'affrontement fratricide

aboutissent finalement à une République assez fragile, restée sans suite dans l'expérience anglaise.

Une crise institutionnelle

et géographique

En amont, la guerre civile anglaise – qualifiée de «Grande Rébellion» par les conservateurs – s'ancre dans une double crise insti-

L'Ecosse et l'Irlande supportent

tutionnelle et géographique.

de conquête qui a laissé encore aujourd'hui ses séquelles dans les mentalités irlandaises. A cette instabilité des lles Britan-niques, il faut adjoindre, plus spé-cifiquement anglais, le conflit de souveraineté entre le roi et le Par-lement. Depuis janvier 1642, Char-les s'est enfui de Londres, fort

marri de ne pouvoir châtier les parlementaires insolents qui, impu-

demment, bravent son autorité. Des résolutions diverses, allant jusqu'à la remontrance pure et simple, tentent de réformer l'Eglise et 'Etat. Les dernières négociations échouent en juin. Le 18 juin (28 juin), Charles le lance son vibrant appel : « Il existe trois sortes de gouvernement parmi les hommes: la monarchie absolue, l'aristocratie et la démocratie. Toutes trois connaissent leurs avantages et leurs inconvénients pro-

Allégorie de la guerre civile : « Cavaliers » et « têtes rondes » (royalistes et puritains)

Que faire? Charles 1º fournit la formule chimique de l'équilibre des pouvoirs - qui impressionnera tant Montesquieu. Une dose de démocratie n'est pas mauvaise, à condi-tion d'être tempérée par la monar-chie et l'aristocratie. Idem pour la monarchie qui doit être contenue par la noblesse, cet utile contre-poids aux velléités autoritaires des monarques. Pareillement, les grands doivent être domestiques par les rois. « Tant que l'équilibre demeure entre les trois Etats, et qu'ils suivent paisiblement leurs cours, ils répandent la fertilité et la fonndité un le constitute de la sécondité sur leurs rives, » La tyrannie comme la licence, le désordre comme la violence tombent d'euxmêmes et se dissipent grâce à l'ad-mirable compromis constitutionnel qu'offre Charles I" à son Parie-

Le Parlement refuse. L'appel du 18 juin n'est pas entendu ; il intervient trop tard, dans un mond dējā bouleverse par les preparatifs belliqueux. Pourtant, la formule de l'équilibre des pouvoirs – monarchie, aristocratie, démocratie connaît une prodigieuse postérité en particulier au dix-huitième siè-cle; on l'amalgame à la sagesse des anciens pour parvenir à ce « whiggisme polybien », naguère repéré par M. Baridon. Un peu de Polybe, un zeste de libéralisme, beaucoup

chie mixte à l'anglaise, appelée à triompher à moyen terme.

Charles I" avait bien raison. Il faut dire qu'il est entouré de gens intelligents, décidés à freiner le processus menaçant qui conduit à la guerre. Charles avait raison, mais il a tort. Grâce à ses conseillers, il a trouvé la formule de l'avenir, il lui manque celle du présent.

La marche à la guerre est irréversible. Depuis plusieurs semaines, le Parlement et le roi recrutent et se disputent le contrôle des milices bourgeoises ou provin-ciales. Le 12 juillet constitue en réalité un aboutissement : la drôle réalité un aboutissement : la drôle de guerre traîne en longueur depuis des mois. Elle s'accompagne de campagnes de communiqués, d'offensives idéologiques... La guerre « chaude » ne débutera qu'en août. Du moins invoque-t-on généralement la date du 22 août pour marquer le commencement de la première guerre civile. Ce jour-là, Sir Edmund Verney hisse fièrement l'étendard de son roi à Nottineham. Les dés sont ietés, Les gham. Les dés sont jetés. Les batailles désormais se succèderont, d'Edgehill (octobre 1642) à Naseby (juin 1645), de Preston (août 1848) à Worcester (septembre 1651).

La véritable dynamique révolutionnaire

Quel sens donner à cette révolution? Naguère encore, libéraux et marxistes se disputaient les dépouilles passées. La révolution s'ériseait en champ de bataille : les uns lousient le Parlement et se faisaient les chantres des libertés anglaises, acquises au prix de luttes sans cesse renouvelées; les autres découvraient à l'intérieur de la révolution « bourgeoise » une autre révolution avortée, porteuse des espérances de l'humanité.

Il semble que désormais l'on

l'on perd en intelligibilité. Le temps des synthèses disparaitrait-il au profit de la contingence ? Une puissante vague « révisionniste » parcourt l'histoire anglaise (le terme ne possède pas les mêmes connotations que chez nous). La révision est bénéfique : elle permet à l'Angleterre, que l'on dit insulaire, de réintégrer l'histoire européenne. Ainsi, le terme « Ancien Régime » accomplit-il une percée très remarquée, alors qu'il est été impensable il y a vingt-cinq ou trente ans d'utiliser un tel concept, issu peu ou prou de l'expérience française. La même remarque s'impose pour « mentalité », acclimaté récemment sous le vocable menta-lity. Les études les plus fécondes ont porté sur les phénomènes deloyanté ou d'allégeance, déplaçant désormais les critères de classe mis en avent par Guizot, puis par Marx - qui emprunte le terme « lutte des classes » au ministre de Louis-Philippe. Les îles Britanniques, centre et périphérie : la véri-table dynamique révolutionnaire fut l'unification des trois royaumes d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, L'Angleterre elle-même eut du mai à s'unifier : une armée nationale contre le roi ou plutôt pour le Parlement, mais c'était déjà l'utopie du « soldat citoyen ».

Cette course, en fait, n'a pas en le même achèvement que la Révolution française. La révolution anglaise n'a fondé aucun régime : elle est une parenthèse, une série de guerres civiles, débouchant sur un « interrègne » - le terme, en soi, est révélaceur pour qualifier la République. Qu'est-ce qui au juste sépare la royauté de Charles le du règne de Charles II, la révolution de la restauration ? Une ère d'attente restée sans lendemain où se sont échaffaudées les espérances les plus folles - le retour du Christ, la communauté des biens - ou les systèmes les plus audacieux - le Léviathan de Hobbes, paru en 1651. En ce mois de juillet 1642, l'avenir ne transparaît encore que dans cette formule sibylline : « pro-tèger la personne du roi », alors que l'on s'apprête à faire la guerre la couronne.

> BERNARD COTTRET Auteur du livre Cromwell, à pareitre au mois d'octobre

(1) Le calendrier julien, alors en usage en Angleterre, a un retard de dix jours sur le calendrier grégorien au dix-sep-tième siècle. Le 12 juillet correspond done an 22 juillet actuel

► Pauline Gregg: Charles i~, Paris, Fayard, 1984. ▶ O. Lutaud : les Deux Révolu-

tions d'Angleterre, Paris, Aubier, niques, les Provinces-Unies, la guerre et la paix au dix-sep-tième siècle, Paris, Economica, 1991. AFRIQUE

to be suggested District

bles or

Priete Pluncut coren

des danses

ا ۽ اعديقاءِ

moren.

Property of the same

C ANGOLA

par 39 of 34 School

deat for E

fix to cu:

force to day to the force to th

Pour Circle 27

dentielle et leg.

12

2 2. 1 1

Con 1.1

4.45.

best.

SECTION AND ADDRESS OF THE PARTY OF THE PART

Rentle in the

property of

Heurts sanglant -- ntre islan ei forces de l'ordre

Une brochure du « Monde diplomatique »

Entre l'irrationnel et la rationalité pure et dure

par Roger Lesgards

L'homme en denger de science ? Tel est, en forme interrogative, le titre de la dernière livraison de Manière de voir que vous propose le Monde diplomatique (1). Une question à laquelle une vingtaine d'auteurs tentent de répondre, parmi lesquels Jacques Testart qui nous alerte sur les perversions de l'idéal de recherche, Ignacy Sachs qui pase la question de savoir comment l'on peut concilier écologie et prospérité, René Lenoir qui tente de définir ce que pourrait être une science pour les hommes de ce temps, Riccardo Petralla qui plaide pour un contrat mondial, et Mohamed Larbi Bouguerra qui nous parle du tiers-monde victime du

«La Science» I Vollà une figure bien abstraite, autour de laquelle, per les temps qui courent (su plus presse), on peut entendre beaucoup raisonner, déraisonner... voire arraisonner. Mais qu'est-ce donc que cette abstraction que l'on tire à nue et à dia en la mettant au service de nos angoisses, de nos désirs de nos idélogies, de nos rêves, de nos cauchemars? La

établis, au dix-septième siècle, en Europe, son ambition (connaître le « réel »), sa méthode (hypothèse, expérimentation, mesure, riqueur, gation sur elle-même), son statut social (emateurs éclairés à l'écart des pouvoirs), ses applications (alors limitées car le technique avait plusieurs millénaires d'avance) et son mode de diffusion (par l'enseignement à un petit nombre, per les encyclopédies et les premiers musées d'objets). Sans doute la recherche contemporaine conservet-alle encore certains de ces traits, mais alle a connu, particulièrement depuis le début du vingtième siècle, des transformations profondes.

Aujourd'hui, en effet, la scienca est une énorme machinerie de fière intelligence, qui produit des tonnes de connaissances très diaborées, tràs spécialisées et difficiles d'accès, y compris pour les scientifiques de même discipline. Quant aux équipements utilisés par ces professionnels de la recherche. ils sont de plus en plus gigentesques, de plus en plus complexes, de plus en plus performants et de plus en science, en vérité, disons plus jus- plus coûteux : accélérateurs, satel-

lîtes, réacteurs, lasers, télé et besucoup évolué depuis que furent microscopes à haute résolution, etc. Its ne sont pratiquement plus accessibles aux neuvres, sauf dans quelques rares agences et fonda-tions internationales où la porte leur est entrouverte, lorsqu'ils peuvent payer leur voyage pour s'y randre. Comme l'explique Robert Ali Brac de La Parrière, et pour prendre un seul exemple, «la recharche scientifique est victime de la banqueroute africaine». Un tel dispositif est capable du

meilleur. C'est lui qui, nous portant

à la pointe de la connaissance de la matière, de l'univers et de la vie. est en mesure de nous émerveiller, de légitimement nous enthousiasmer lorsque s'y abreuve notre savoir, lorsque s'y renouvelle notre vision du monde, lorsque s'y enrichissent notre capacité de jugement et notre esprit critique, lorsqu'il entraîne des applications qui préviennent les maux, allongent la durée de la vie, allègent le travail, libèrent la femme. Mais, comme toute entreprise humaine, il est également capable du pire. C'est lui qui perfectionne et remplit l'arsenal de la guerre technologique, c'est lui qui contribue à creuser le fossé évoque la danger de science, c'est entre les forts et les faibles en certainement à cet accouplement

humain qui libérerait les pauvres » (Jacques Decomoy) ; c'est lui qui recrée en provoquant ele décrochage entre le volume des biens et des services potentiellement disponibles et les effectifs nécessaires pour le produire » (Bernard Cassen), c'est lui qui, en dépit de ses grands airs libertaires, peut se mettre au service des tyrennies, et d'abord celle de l'argent, tout être humain pouvant devenir « matière première rentable » (Bernard Edelman). Bref, la science est humaine.

En évoquant ainsi rapidement les promesses at les risques de la science, c'est d'alleurs plus exactement de «technoscience» qu'il convient aujourd'hui de parler. Sciences at techniques sont en effet désormels en forte - et probeblement durable - complicité. Leur union est solidement scellés. Électronique, informatique, énergie nucléaire, nouvelles « races » de matériaux, technologies du vivant, toutes ces applications qui règient notre vie collective et nos métiers ont la recherche scientifique pour maîtresse et favorite. Lorsqu'on

procréateur que l'on doit principalement se référer. Au point, comme réduit l'emploi plus vite qu'il ne le l'explique Ignacio Flamonet dans sa préface, de se retrouver esu-delà du seul feustien».

Mais gardons-nous de jeter le bébé avec l'eau du bain, même si celle-ci est de plus en plus polluée) Le monde a besoin de la recherche scientifique, des connaissances qu'elle acquiert, de sa méthode et de ses applications techniques, à condition de tirer ces demières vers les besoins criants du plus grand nombre, à condition d'orienter et de maîtriser les chotx. L'avenir n'est pas dans una réaction de l'instionnel, pas plus que dans la rationalité pure et dure ; il est dans une raison raisonnable, calle qui a conscience de ses propres limites. Telle pourrait être la bonne « manière de voir », à lequelle les auteurs ressemblés par le Monde diplomatique apportent d'utiles et pénétrantes contributions.

(1) Manière de voir, m 15, «L'ho on danger de science?», le Monde diplomatique, 98 pages, 42 france.

▶ Roger Lesgards est président de la Cité des sciences et de l'industrie.

CONTRACTOR TO THE STATE OF THE SAME OF STATE OF THE STATE Ine trève de deux se 12 12 1 12 12 1 12 12 1

1111/10 4/40

· · · · i*+h+4 &

 $\pi_{\mathcal{A}}(y) = (\pi_{\mathcal{A}}(y) + g_{\mathcal{A}}(y))$

 $(i,j) \in \{\omega_1,\omega_2, \beta_2, \beta_3\}$

أهما يقيانها

أتهالها الزراء 22.00mm。 22.00mm。 21.00mm。 21.00mm 21.00mm。 21.00mm 21.

the street of the

A SAME MAN

Contract Lan

The second

THE WATER SPECIAL

The second of the second

the first water and

N. T. F. B.

10. 生物學 and Manager

7-2-4 2 129 WE BE

্ৰ বিভাগ ভাৰী

and the state of the state of

. In accord de

Deux « casque

ALGERIE:

Parlement d'Angleter.



77,44

144 V 15 15 15 15

APP MAR WALL

And the second second

April 1989

.. .

ETRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Un accord de cessez-le-feu en Bosnie-Herzégovine a été signé Deux «casques bleus» français ont été tués en Croatie

Deux officiers français membres de la Force de l'extrémité de l'aéroport, puis ont arrêté leur véhiprotection de l'ONU (FORPRONU) ont été tués, cule et ont progressé à pied. Ils se sont penchés vendredi 17, juillet, en Croatie par l'explosion d'une sur un objet qui aurait alors explosé. » mine alors qu'ils effectuaient une mission d'inspection à l'aéroport de Zemunik, près de Zadar, sur la côte adriatique. Les deux « casques bieus», le capitaine Jean-Pierre de Linares et le tieutenant Philippe Kapo, appartenaient au 2 régiment d'infanterie de marine. «Les deux officiers, indique un communiqué du ministère de la défense, effectuaient une reconnaissance en jeep sur la piste, à

the time are and the second of the second of

2 311 « casques bleus » français se trouvent actuellement dans l'ex-Yougoslavie, dont 274 à Sarajevo, selon le ministère de la défense. Mardi 21 juillet, le contingent français dans la capitale bosniaque sera renforcé par 143 hommes, puis 280 autres le 23 juillet. A cette date, il y aura près de 700 « casques bleus » français à Sarajevo.

A Paris, le premier ministre de la nouvelle You-

goslavie (réduite à la Serbie et au Monténégro), M. Milan Panic, a été recu vendredi par le président François Mitterrand, qui, seion son conseiller diplomatique, lui a signifié que, pour que la communauté internationale envisage de lever les sanctions contre ces deux Républiques, il faudrait « un fait nouveau important, comme, par exemple, la reconnaissance par la Serbie des nouvelles Républiques » de l'ex-Yougoslavie. M. Mitterrand a, sur-

Le nouveau premier ministre s'était rendu auparavant en Italie, où, sans vouloir le décourager, on lui a fait comprendre que l'on en attendait des « actes concrets ». M. Panic, qui possède la dre à l'ONU ainsi qu'à Washington.

il a, en outre, exprimé l'intention d'aller à Sarsjevo pour s'y entretenir avec les autorités bosniaques, tandis qu'à Londres, Musulmans, Serbes et

Une trêve de deux semaines

LONDRES

de notre correspondent

, FE

 $x_i \in \mathbb{R}^{n_i \times n_i} \times \mathbb{R}^{n_i \times n_i}$

0.00

e de la companya de l

Tiendra-t-il davantage que les précédents? Telle était la question que devaient se poser tous les participants aux pourparlers de paix sur la Bosnie-Herzégovine qui se sont soldés, vendredi 17 juillet, par un nouvel accord de cessez-le-feu entre les délégations des commuentre les délégations des communautés serbe, musulmane et croate. Lord Carrington, le président de la conférence européenne sur la You-goslavie, s'est voulu raisonnablegostavic, a est. vottu i i asomatore-ment optimiste: « J'al èté respon-sable de nombreux cessez-le-feu et la plupart n'ont pas tenu. Mais je pense que celui-ci sera différent, en raison de l'accord sur les arme-

Cette trêve - valable, dans un premier temps, pour quinze jours -est en effet la première à être aussi directement liée à un plan de démilitarisation, aux termes duquel les armes lourdes de chaque faction (y compris aviation, artillerie et lance-roquettes) seront placées sous contrôle des forces des Nations

La cessation des hostilités doit ètre effective à partir de dimanche 19 juillet, à 18 heures. MM. Haris Silajdzie, le mitilité des affaires Karadzie des Musulmans, Radovan Karadzie des Croates, sont convenus de se retrouver le 27 juillet à Londres pour une nouvelle phase de discussions, cette fois consacrée à la recherche d'une solution constitu-

Les trois hommes ont signé sépa-

rément le document officialisant teur accord - il est toujours impossible d'envisager des discussions directes, - qui prévoit en outre le libre passage de tous les réfugiés vers leur région d'origine.

Reste que les conditions pratiques qui doivent permettre à l'ONU de prendre le contrôle des moyens militaires engagés sur le terrain apparaissent aléatoires (bien qu'à New-York, le Conseil de sécurité ait décidé, « en principe, d'accéder à la demande tendant à ce que l'ONU prenne les dispositions voulues pour faire assurer la supervision » de ces armes lourdes).

M. Karadzic a souligné que s'il acceptait l'intervention des « casques bleus», cela ne signifiait pas que ses troupes allaient « se désarmer afin d'être tuées plus facile ments par leurs adversaires. Les chefs serbe, croate et musulman sont censés indiquer au quartier général de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) la localisation de ces divers armen le secrétaire général des Nations unies. M. Boutros Boutros-Ghali, doit, de son côté, faire état du nombre de soldats supplémentaires qui seront nécessaires pour remplir une telle mission — faquelle supélargi de l'ONU

Cela fait donc bien des incertitudes au lendemain de la signature de ce nouveau cessez-le-feu, surtout dents ont tous été violés dans les heures ou les jours qui ont suivi leur entrée en vigueur.

tout, écouté M. Panic exposer sa position face au Croates ont conclu un nouvel accord de cessez-leconflit (le Monde du 18 juillet).

Douglas Hurd à Sarajevo : pas de partage de la Bosnie

BELGRADE de notre correspondante

Le secrétaire britannique au Foreign Office, M. Douglas Hurd, en tournée depuis jeudi dans les anciennes Républiques yougoslaves, a annoncé, vendredi 17 juillet. à Sarajevo - où il a rencontré le président bosniaque, M. Alija izetbegovic - que « la communauté internationale n'accepterait pas le partage» de la Bosnie-Herzégovine. La veille à Zagreb, il avait réaffirmé devant le président

croate, M. Franjo Tudjman que

intangibles, mettant en garde contre le démantèlement et le partage de cette République entre Serbe et Croates. M. Hurd a souligné à Sarajevo la nécessité de préserver une Bosnie-Herzégovine unifiée et composée de ses trois peuples

Le gouvernement du président izetbegovic a, quant à lui, avance, vendredi, un projet de regionalisation de la Bosnie-Herzégovine afin de contrecarrer le plan de cantonisation - purement ethnicritères économiques, culturels, historiques et ethniques, le gouvernement suggère la création de quatre régions autour de Sarajevo. Mostar, Banja- Luka et Tuzla.

A l'heure de la signature du cessez-le-feu convenu vendredi à Londres sous l'égide de la CEE, de violents affrontements se poursuivaient dans le nord de la République, et la télévision de Belgrade annonçait la fin de ce qu'elle a appelé « l'opération Corridor ». Les forces serbes contrôlent désormais toute la rive bosniaque de la

les frontières bosniaques étaient croates et serbes. Sur la base de Save (fleuve formant la frontière avec la Croatie), à l'exception de Bosanski- Brod et bombardent la ville de Slavonski-Brod, située sur la rive croate, afin d'empêcher l'arrivée de renforts de Croatie.

Ainsi, elles achèvent de réaliser un objectif avoué, à savoir l'élargissement et la consolidation d'un vaste couloir permettant d'assurer la continuité territoriale entre la Serbie et la région de Banja-Luka, enclave serbe du nord de la Bos

F. H.

Il avait six ou huit ans et allait jouer chez un cousin...

de l'envoyé spécial de l'AFP Les Serbes n'écrasent plus Sarajavo sous des tonnes d'obus. Après avoir transformé una bonne partie de cette ville de 450 000 habitants en un chemp de ruines, ils maintiennent la pression per des tirs sporadiques d'artiliene et, surtout, des actes terro-

« D'une certaine feçon, c'est pire » que les pilonnages, juge Jesenka, dix-huit ans, cloîtrée dans l'appartement familiel. « Pendent les bombardements, on savait qu'il fallait rester dans les caves. Maintenant, on croit qu'on paut sortir, mais c'est une erreur. J'ai essayé. On risque presque autant de se faire tuer. Et pa peut durer longtemps perce que ca émeut moins la communeuté internetionale, »

Ce que Jasenka appelle «ça», ce sont les francs-tireurs qui font feu sur les passants ou sur les

une pièce trop exposée; ce sont les canons anti-aériens de 30 ou 40 mm utilisés comme des armes sol-sol pour «aluster» deux ou trois obus au beau milieu des salles de réanimation des hôpitaux, en pleine nuit; ce sont les mitrailleuses lourdes qui, à chaque carrefour assez large, lächent des rafales sur les autobus bondés; ce dont les obus tombent sur un groupe d'arffants en train de jouer.

Jeudi 16 juillet, 11 h 30 : à l'angle d'une rue de la vieille ville ottomane et du quai Vojvode-Stepe, qui longe la rivière Miljacka, une vingtaine de personnes sont accrouples sur le trottoir ou plaquées contre les murs. Toutes regardent dans la même direction. Sur le quel, près du pont Zerajica, un jeune nomme rampe vers un garçon de abx ou huit ans qui git sur le bitume, légèrement recro-quevillé sur le côté. Une flaque de sang s'élargit sous son buste. Le

personnes qui se hasardant dans jeune homme tend le bras pour toucher le corps. Une détonation, un sifflement, un ricochet : la balle a affleuré la main du savveteur. Dauxième tentative, deuxième balle. Tapis dans l'un des immeubles gris ou l'une des maisons au toit rouge qui s'étagent sur la colline, de l'autre côté du pont, le tireur guette la nouvelle proie.

> Pour pouvoir évacuer la victime, Il faut attendre l'arrivée de policiers bosniaques; qui ripostent avec force refales de kalachnikov en direction du tireur embusqué. «Mort», dit un policier en se retournant vers les passants, après avoir placé le corps sur le banquette arrière d'une volture. Le gamin habitait de l'autre côté de la rivière ; malgré le danger, ses perents l'avaient autorisé, pour la première fois depuis trois mois, à aller jouer chez un cousin. La veille, au même endroit, un gar-connet à peine plus êgé avait été foudroyé d'une balle dans la tête

passants d'intervenir jusqu'à l'arrivée de miliciens.

Quelques jours auparavant, en fin de matinée. Près du pont Princio, sur le même quai, une filiette de trois ou quatre ans est étendue sur le dos. Par le trou large comme une pièce américaine de 25 cents, sur son T-shirt jeune, à la hauteur du poumon droit, peu de sang coule, mais l'air sont par int bombk La petite fille doit s'appeler Sandina, car c'est le nom que répète, sans hurier, une jeune femme qui monte dans l'ambulance. Le même jour dans la soirée, devant le QG de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU), les «casques bleus» français ont relevé deux morts et plus de quinze blessés, horriblemoins sept obus de monier. Parmi les victimes, une majorité d'enfants du voisinage qu'ils connaissaient bien pour leur avoir souvent offert des friancises.

CHRISTIAN MILLET

AFRIQUE

ALGÉRIE: après la condamnation des dirigeants du FIS

Heurts sanglants entre islamistes et forces de l'ordre

Pour la troisième journée consécutive, mais cette fois sans se limi-ter à la capitale, les islamistes ont manifesté, vendredi 17 juillet, contre les condamnations prononcées l'avant-veille par le tribunal militaire de Blida contre des dirigeants du Front islamique du salut (FIS) (le Monde du 17 juillet). Les trou-bles ont éclaté à l'issue de la grande prière du vendredi, alors que, dans plusieurs mosquées, un discours enregistré de M. Ali Benhadi, l'un des dirigeants emprisonnés du FIS, avait été diffusé.

La veille, la direction clandestine de l'organisation islamiste avait exhorté ses partisans à exprimer leur refus du verdict « par tous les moyens légitimes ». Selon un bilan, vraisemblablement provisoire, des autorités algériennes, quatre mani-festants auraient été tués, dont des adolescents. Un quinzaine de per-sonnes auraient été blessées.

☐ ANGOLA : les élections présidentielle et législatives anront lieu les 29 et 30 septembre. - Le président José Eduardo dos Santos a fixé la date des premières élections libres en Angola aux 29 et 30 septembre prochain, a annoncé l'agence portugaise Lusa, vendredi 17 juillet. Les Angolais seront appelés à choisir simultanément 223 députés, élus pour un mandat de quatre ans, et un chef d'État, pour cinq ans. - (AFP.)

d ÉTHIOPIE : violations des droits de l'homme. - Le Conseil éthiopien des droits de l'homme l'Etat français, vendredi 17 juillet,

A Alger, une demi-douzaine de quartiers populaires ont connu une fin de journée et une nuit agitées. Des troubles ont éclaté à El Biar, Châteauneuf et Frais-Vailon, où la police, appuyée par des hélicoptères d'observation, est rapidement inter-venue, faisant usage de ses armes. A Belcourt, ce sont des adolescents qui ont affronté les forces de l'ordre après avoir mis le feu à des pneus et à des sacs poubelles. Même scénario à Bab-el-Oued, où un magasin d'État a été saccagé. A Bachdjarah, quartier considéré comme un fief islamiste, la police a utilisé des véhicules blindés. Des heurts analogues ont eu lieu à Oran, Sétif, Constantine et Batna, ainsi qu'à Aîn-Defla où un local de la sous-préfecture a été incendié. Cette dégradation de la situation intervient alors que l'Algérie attend toujours la nomination de son nouveau gouvernement. - (AFP, Reuter, AP.)

période de mars à juin dernier, l'exécution sommaire de 13 personnes par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE, au pouvoir). Scion l'ERCHO, 2 147 personnes sont par ailleurs en détention sans procédure judiciaire; parmi elles, I 751 sont emprisonnées pour leur appartenance politique. (AFP.)

Jusqu'à la réunification, les Alle-mands vivaient dans l'idée que leur

C RWANDA : le président Habyarimana a été reçu par M. Mitter-rand. - En « visite de travail » à Paris, le président rwandais Juvenal Habyarimana a affirmé, à l'issue d'un entretien avec le chef de éthiopien des droits de l'homme (ERCHO) a dénoncé, dans un rapport publié, jeudi 16 juillet, à Addis-Abeba, et portant sur la dénorde des droits de l'homme (ERCHO) a dénoncé, dans un rapport publié, jeudi 16 juillet, à Addis-Abeba, et portant sur la dénorde des droits de l'homme (ERCHO) a dénoncé, dans un rapport publié, jeudi 16 juillet, à la division a amené à contester théoriquement cette interprétation, que la guerre du Golfe a concrète-

Une Allemagne plus active

Quant à l'envoi du Bayern au large de l'Italie à la demande de l'OTAN et de l'UEO, les discussions qu'il pro-voque montrent assez qu'il n'a rien à voir avec une quelconque «politique de force». Il n'en constitue pas moins un tournant fondamental dans l'action extérieure de Bonn qui doit faire l'objet d'un débat mercredi au

Loi fondamentale leur interdisait toute intervention à caractère militoute intervention à caractère mili-taire en dehors de la zone de l'OTAN. Cette précaution de la Constitution de 1949, revue après l'adhésion de la RFA à l'Alliance atlantique et le réarmement de 1954, avait pour but d'interdire juridique-ment toute aventure militaire à une Allemagne qui sortait du nazisme. L'article 87 indique que, sauf pour la défense du territoire, les forces armées doivent être employées seulearmées doivent être employées seule-ment dans les cas expressément prévus par la Constitution. Or les articles 24 et 26, qui traitent de ces cas, ne sont pas d'une clarté absolue. Le premier dit que l'Etat fédéral peut adhérer à des systèmes de sécurité collective, et qu'à cet effet il consentira des limitations à sa souveraineté en vue d'établir «un ordre pacifique et durable en Europe et entre les peude de la consentire de la peude de la consentire de la co et durable en Europe et entre les pel-ples du monde»; le second que « les actes susceptibles de troubler la vie en commun et pacifique des peuples (...) sont anticonstitutionnels». Du rap-prochement de ces deux articles, les dirigeants allemands ont longtemps tiré la conclusion que la Bundeswehr couvrit entripiere è des actions milipouvait participer à des actions militaires dans le cadre de l'OTAN, mais pas au-delà.

ment remise en cause. Bonn a payé pour l'expédition contre l'Irak mais n'a pas manifesté un soutien enthou-siaste à ses alliés. L'Allemagne uni-fiée pouvait-elle être un pays «normal», et, en tant que puissance européenne, pouvait-elle assumer pleinement ses responsabilités inter-nationales si une application trop stricte de sa Constitution lui interdi-sait même la participation à des mis-sions de maintien de la paix, a fortiori à des opérations de rétablissement de la paix sous l'égide des Nations unies?

Des interprétations différentes

La classe dirigeante politique alle-mande s'est divisée. Certains juristes soutenaient que la Loi fondamentale n'interdisait aucun engagement de la Bundeswehr « hors zone », dans la mesure où il s'agissait évidemment d'une action couverte par la communauté internationale. La majorité de la démocratie-chrétienne du chancelier Kohl partageait cet avis mais considérait en même temps qu'une réforme de la Constitution était politiquement souhaitable, même si elle n'était pas juridiquement indispensable. L'opposition social-démocrate, qui veut demander au tribunal constitutionnel de Karisruhe de tran-cher, estimait au contraire que la Loi fondamentale devait être amendée, ce qui suppose une majorité des deux tiers au Bundestag, donc son accord. Or le SPD veut limiter la participation de l'armée allemande à des actions humanitaires de l'ONU,

La position du ministère des affaires étrangères était assez proche de celle du SPD lorsque que M. Hans-Dietrich Genscher le diri-

d'une approche à la fois ferme et pragmatique. Les dirigeants de Bonn semblent décidés à avancer pas à pas sur la voie de la «normalité», en créant des faits accomplis (1), faute de trouver un terrain d'entente avec l'opposition, le pire étant sans doute un accord partiel qui ancrerait dans la Constitution des limitations claires

et le tireur avait déjà empêché les

La participation de la Bundesma-rine à la surveillance de l'embargo contre la Serbie, venant après l'envoi d'unités sanitaires avec l'ONU au Cambodge, va dans le sens d'une affirmation de la diplomatie allemande. Le gouvernement fédéral doit certes se garder de froisser les suscep-tibilités intérieures et extérieures. parfois qui ont critiqué la manque de solidarité de la RFA dans la guerre du Golfe) n'a envie de savoir si les Allemands som redevenus de bons sol-dats », dit le président de la Républi-que, Richard von Weizsacker. Et les sondages d'opinion en Allemagne même montrent qu'une grande majo-rité ne veut pas voir la vie d'un soldat risquée à l'étranger.

Certains sociaux-démocrates considèrent d'autre part que, à cause de son histoire, l'Allemagne doit faire preuve d'une retenue particulière dans l'engagement de son armée, et même qu'elle doit donner l'exemple d'une politique extérieure non violente, fondée sur le règlement pacifique des conflits dans de vastes organisations multinationales, sur le développement du tiers-monde et la développement du tiers-monde et la protection de l'environnement. Cette vision idyllique de la diplomatie a trouvé un regain de vigueur avec la fin de la guerre froide, qui, à défaut de marquer «la fin de l'Histoire», a été célébrée comme le début d'une ètre de pair et de liberté. La mostée ère de paix et de liberté. La montée des nationalismes suite à l'effondre-ment de l'empire soviétique et la guerre en Yougoslavie ont vite chassé

rôle en Europe. Si l'interprétation était maintenue, une politique de défense et de sécurité propre à la Communauté européenne serait à la longue impensable; par exemple, le corps d'armée franco-allemand en gestation ne pourrait être engagé menacerajent directement l'Europe mais qui se situeraient à sa périphé corps d'armée rend nécessaire une modification sinon de la Loi fondamentale du moins de la doctrine constitutionnelle. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le SPD est si critique à l'égard de cette initiative de MM. Mitterrand et Kohl. Le nouveau ministre des affaires étrangères souhaite que le texte prévoie la possibilité de faire participer des unités de la Bundeswehr à des contingents de « casques bleus », à condition que d'autres pays européens soient égale-ment présents et que le Bundestag en ait décidé ainsi à la majorité de ses

Le retour à la «normalité» ne doit pas être synonyme d'oubli du passé. Mais les Allemands ne peuvent pas se comporter comme s'ils étaient une puissance de deuxième ordre en Europe. Loin de les rassurer, cette modestie forcée inquiéterait plutôt leurs voisins. Tout en assumant la barbarie nazie, ils doivent prendre leurs responsabilités, respecter leurs engagements envers leurs alliés et contribuer au rétablissement de la cette a ile des bienheureux » on ils espéraient après l'écroulement du communisme. C'est toute la difficulté d'un exercice qui risque de leur attirer autant de critiques que de vivats.

DANIEL VERNET

(1) Le gouvernement allemand affirme cependant que, se trouvant en Méditerranee, sans quitter les caux italiennes ou les caux internationales, le destroyer

Des rassemblements populaires ont eu lieu, vendredi soir 17 juillet, dans la plupart des villes de Slovaquie pour célébrer la déclaration de souveraineté adoptée dans la journée par le Parlement de Bratislava.

BRATISLAVA

de notre envoyé spécial

Le champagne – slovaque bien sûr - a coulé à flot jusque tard dans la nuit. La Slovaquie a vécu, vendredi 17 juillet, des heures historiques. illuminaient le ciel en de nombreux endroits du pays pour fêter la souve-raineté proclamée à Bratislava. On a chanté et dansé avec «ses députés» pour manifester l'unité nationale que le père de la souveraineté slovaque, le premier ministre Vladimir Meciar,

La « Déclaration de souveraineté slovaque», comme l'ont intitulée ses auteurs, les dirigeants du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) de M. Meciar et de la Gauche démocratique (SDL), a été adoptée à une très large majorité – 113 voix sur 150 – par les députés réunis en session solennelle. Devant le palais baroque qui abrite le Conseil national slovaque (Parle-ment), dans le centre de Bratislava, entonnait des airs populaires, entre-

Ce texte politique, qui « n'est pas un acte constitutionnel de création d'un Etat indépendant », a assuré M. Meciar, annonce que «le moment historique de concrétiser l'effort millénaire de la nation slovaque à la recherche de son identité » est arrivé.

La déclaration se veut « la fondement de l'Etat souverain et de la nation siovaque», ce qu'a confirmé M. Meciar dans un entretien à la

Le retrait

télévision tchèque : «Il s'agit d'un pas vers la formation de deux sujets », a-t-il dit, c'est-à-dire d'une République tchèque et d'une Slovaquie indé-

« Camme le prévoient les conventions internationales sur les droits des nations, nous voulons, nous aussi, crèer nos propres formes de vie natio-nale et étatique dans le respect des droits de tous, de toutes les minorités les et groupes ethniques», sooligne également la proclamation signée, peu avant 13 heures, par le nt du Parlement slovaque M. Ivan Gasparovic, et le premie chanteuses de l'Opéra slovaque interprétaient l'hymne national, L'éclair tonne au-dessus des Tairas.

L'atmosphère de la «révolution de velours»

La dernière phrase de la proclamation a été critiquée par les repré-sentants de l'importante communauté hongroise en Slovaquie (560 000 personnes sur un peu plus de cinq millions d'habitants) car elle ne prend pas en compte l'hétérogénéité de la société slovaque. Les députés hongrois ont voté contre la déclaration, de même que les parti-sans de M. Jan Carnogursky, l'ex-Premier ministre slovaque (démocrate-chrétien), qui a reproché à la déclaration de « provoquer les Tchè-ques » et de leur donner un « prétextes pour continuer sur la voie de la partition de la Tchécoslovaquie. La proposition du Mouvement démocrate-chrétien d'organiser, paral-lèlement à la proclamation de la souveraineté, un référendum sur le départ de la Slovaquie de la Fédération tchécoslovaque, a été repoussée.

Le vote très solennel au cours duquel les députés, l'un après l'autre, se sont levés pour annoncer leur choix à haute voix, a été salué par de longs applaudissements, certains élus

M. Jozef Markus, le président de l'as-

sociation culturelle patriotique

Matica Slovenska, qui se battait

depuis deux ans pour l'adoption de

cette déclaration, était particulière-

ment ému : «C'est un jour heureux,

pour moi et surtout pour la Slova-

quie», est-il seulement parvenu à dire

Devant le Parlement, la foule qui

commençait à trépigner d'impatience pendant le vote a poussé un grand «hourra» à l'annonce du résultat du

veraineté. Les premiers bouchons de bouteilles de champagne ont sauté, au milieu des embrassades. Une joie

intense et une émotion profonde

régnaient, rappeiant l'atmosphère des journées de la « révolution de

Le président de l'Assemblée fédérale, M. Michal Kovac, l'un des leaders du HZDS, a d'ailleurs souligné

dans son discours que l'on ne a pou-

vait pas ne pas se souvenir des jour-nées de novembre 1989» puisqu'en « ce 17 juillet 1992, nous défendons

Pourtant, tous les Slovaques, mal-

par l'Union des journalistes, le

Congrès de l'intelligentsia slovaque et Matica Slovenska, ne sont pas

convaincus de l'opportunité de cette

déclaration de souveraincté. Dans les

rues de Bratislava où les gens

vaquaient, comme d'ordinaire, à leurs occupations de veille de week-

end, beaucoup s'interrogeaient sur les

conséquences de ce vote. « Es qu'al-

ions-nous devenir si Havel n'est plus là?», demandait ainsi Marta Oroz-

sova, une jeune Hongroise de Bratis-

cetui de la Slovaquie dont elle se sent

M. Vaclav Klaus, en revanche,

ne fut pas du tout surpris. Le pre-

MARTIN PLICHTA

membre à part entière.

gré le succès des festivités organ

à l'issue de la session.

velours», en 1989.

GRANDE-BRETAGNE: le nouveau chef du Labour

John Smith, l'« avocat écossais »...

Chancelier de l'Echiquier du a cabinet fantôme », M. John Smith devait être élu, samedi 18 juillet, président du Parti travailliste. Il succède à M. Nell Kinnock, qui avait démissionné après l'échec du Labour aux elections du 9 avril.

LONDRES

de notre correspondant

«Les Anglais ont tendance à pense que les gens qui parlent comme moi sont des directeurs de banque ou des mêdecins de famille. Ils ne songent pos aux avocats écossais. C'est pourtant exactement ce que je suis : un avocat écossais.» Une telle confusion l'a, sans doute, longtemps agacé. Cela fait certes longtemps que John Smith a quitté les prétoires, encore qu'il y a une certaine continuité, dans sa trajectoire, avec la Chambre des communes où, bien que sans charisme oratoire, il s'est acquis une réputation de dialecticien redoutable : il a été de dialectricien redoutable : il a ette élu deux fois «parlementaire de l'an-née», une performance à laquelle nul autre, à Westminster, ne peut préten-dre. Mais il est vrai que son discours est celui de la ligne médiane, qui rassure, entre «socialisme démocrati-que» et économie de marché.

Il impressionne et convainc par la force de ses arguments, et grâce à cette autorité naturelle, un peu traditionnelle, un peu ennuyeuse aussi, comme disent gentiment ses amis comme disent gentiment ses amis. Prebytérien, « mozartien », passionné d'opéra... Mais il y a aussi cette iro-nie, qu'il suit rendre mordante. Son style est tout de puissance maîtrisée, à l'opposé de l'emphase qui marquait la personnalité de son prédécesseur. Il a cette «gravité» naturelle que l'on dit indispensable à un resonier minia. dit indispensable à un premier minis-tre putatif, et qui hi vant une répu-tation de sérieux et de compétence dans la City. Le revers de la médaille est qu'il n'est pas de la veine de ces leaders populistes qui entraînent les foules, et ses accents, pourtant sin-cères, lorsqu'il évoque la justice sociale n'émeuvent guère.

L'Ecosse est bien sa patrie, peut-être même à égalité avec le Royaume-Uni. Il y habite, vient s'y ressourcer et s'y livrer à son loisir resourcer et sy nover a son loistr favori : gravir, les uns après les autres, sea sommets. D'autant qu'a-près le grave accident cardiaque qui l'a frappé en 1988, la Faculté lui a vivement conseillé une telle activité. John Smith est né il y a cinquante-trois ans dans un petit village de la région d'Argyll, les «basses terres» écossaises, où son père exerçait la profession de maître d'école.

Après sept années passées à l'uni-versité de Glasgow, où il obtiendra

s'inscrit au barreau, avant de décider que cet horizon-là est décidément trop limité. Il raconte que le Parti travailliste, où il militait depuis l'adolescence, lui avait demandé - à vingt ans - d'être candidat aux élections parlementaires, avant de s'apercevoir qu'il était trop jeune... pour voter. Ce n'est que partie remise : en 1961, sa candidature se solde par un échec candidature se solde par un etneu-honorable et formateur, qui mène au succès en 1970. Il représentera suc-cessivement la circonscription de Lanarishire nord, puis celle de Mon-klands est, à mi-chemin de Glasgow et d'Edimbourg. Parlementaire plus qu'apparatchik, il néglige le parti et se feit vite remarquer aux Comse fait vite remarquer aux Com-munes par son talent de « debater ».

Les travaillistes devenus majoritaires lors des élections de 1974, Harold Wilson le fait entrer au gou-vernement, où il restera jusqu'à la défaite de 1979. Cette expérience gouvernementale (il exercera les fonc-tions de secrétaire d'Etat à l'énergie, au commerce, et pilotera la politique de décentralisation en faveur de l'Ecosse et du pays de Galles) constitue un atout important : avec Roy Hattersley, numéro deux du parti derrière Neil Kinnock, il peut se tarderière Neil Kinnock, il peut se tar-guer d'être l'un des seuls responsables du Labour à ne pas avoir connu la seule situation d'éternel «opposant de Sa Majesté». A Whitehall, il apprend notamment à connaître l'inistrie pétrolière en présidant à la formation de la société nationale aujourd'hui privatisée, BP. A l'époque, son patron est Tony Benn, la figure charismatique de l'extrême gauche du Labour.

> Chrétien et pragmatique

lement prudent et modéré, n'avait pas, a priori, beaucoup d'atomes cro-chus avec le « vieux Tony». Or c'est le contraire de ce qu'on attendait qui se passe. Ce qui donne la mesure de la «rondeur» du personnage, et des soutiens dont il dispose dans le parti, qui ont permis ce qui devait être samedi une élection de «maréchal». Populaire parmi les «gauchistes» – il se flatte pourtant de n'avoir e jamais» in Marx, - il est également soutenu par le puissant syndicat GMB. Il est vrai que, à la différence de Neil Kinnock, il n'a jamais pris le risque de porter le fer dans ces deux bastions historiques du parti de la rose rouge. Porte parole pour le com-merce, l'énergie, puis l'emploi et l'in-dustrie, il deviendra chancelier de

«démocratique», chrétien et pragmatique. Il incarne bien la tradition de l'Ecosse, où le Labour est depuis longtemps le « parti de gouverne-ment ». Il n'hésite pas à parler de «morale» en politique, et l'écroulement des idéologies et des blocs de l'Europe de l'Est ne Ta pas fait varier d'un iota dans ses convictions. Une rectitude peut-être plus facile à observer lorsqu'on se sent naturellement «au centre» et partisan de laisser une certaine liberté de manœuvre économique au «marché», mais qui témoigne cependant d'une réelle constance, laquelle peut mener à l'obstination.

Il n'a ainsi jamais admis que ses propositions fiscales puissent avoir été l'une des principales causes de l'échec électoral des travaillistes. Celui-ci est cependant dû aux menaces - vraies ou supposées - que son programme faisait peser sur les classes moyennes, notamment celles du sud de l'Angleterre où, depuis une décennie, le Labour a été rayé de la carte politique. John Smith n'a pas été cru lorsqu'il affirmait que la plupart des Britanniques ne paieraient pas davantage d'impôts avec le Labour au pouvoir. Qu'en conclure? Sinon qu'il y a probablement une autre manière de défendre ce message de la « redistribution des sees» – qui reste son credo politique - pour se mettre au diapason d'un électorat de centre-gauche qui ne croit plus aux idéologies.

John Smith non plus, sans doute, mais ii y a encore bien des pesanteurs au sein du Labour. L'actamen de conscience» destiné à tirer les leçons de la défaite d'avril a été Hudé, afin de permettre une transition en douceur à la tête du parti. Il faudra bien y revenir, quitte à rouvrir quelques plaies. Le parti dont il hérite est encore traumatisé, divisé (notamment sur l'Europe), incertain de son message et de ses choix. Une des questions les plus délicates sera de réduire de façon drastique l'influence des syndicats, ce qui suppose de trouver d'autres sources de financement et de raviver le militantisme.

Quel espoir nouvem, quel message de modernité, et peut-être aussi quel dynamisme politique John Smith, l'« avocat écossais », peut-il offrir pour conduire Labour au pouvoir? En 1996-97 en principe, lors des prochaines élections, les conservateurs auront gouverné la Grande-Bretagne pendant dix-sept ans...

LAURENT ZECCHINI

quies. M. Klaus avait d'ailleurs Château. Finalement, «il a décide déjà passé la présidence tchécoslovaque par pertes et profits lui-même et nous avons été unanimes autour de lui», précise l'un depuis deux semaines dans ses de ces conseillers et amis, M. Pavel diverses déclarations (le Monde du

Le président Havel a poursuivi : Essayer de tenir ce serment de façon conséquente pourrait même constituer un obstacle aux grandes transformations de notre Etat et aux efforts d'émancipation slova-que, dont l'expression politique est la déclaration de souveraineté proclamëe aujourd'hui.»

Le président Havel est revenu sur son échec électoral du 3 juillet à l'Assemblée fédérale; celui-ci, a-t-il dit, était une manifestation de « la perte de confiance de la majorité de la classe politique slo-vaque. Je n'y vois pas seulement l'expression d'un rejet de ma per-sonne, j'y vois aussi le signe d'un désaccord avec les valeurs que je défends. Je ne veux être ni un frein à l'évolution historique ni un simple fonctionnaire de service qui attend l'heure de la retraite ». Refusant de « porter la responsabilité » d'une évolution sur laquelle il a « cessé d'avoir de l'influence », M. Havel, cinquante-cinq ans, quittera donc formellement ses fonctions lundi 20 juillet à 18 heures, après avoir tenu une conférence de presse et fait amener les couleurs.

Si le «timing» a été soigneusement choisi – le président a notamment attendu que le Parle-ment fédéral ait voté, jeudi 16 juillet, la confiance au gouvernement fédéral, assurant ainsi la continuité des institutions puisque les pou-voirs présidentiels seront transmis au gouvernement - la décision murissait depuis longtemps, inditourage du président. Depuis, en fait, ce sombre 3 juillet, lorsque M. Vaclav Havel, qui s'attendait, certes, à ne pas être réélu, eut un choc en constatant l'ampleur de sa défaite. On avait espéré, à Prague, qu'au moins quelques députés nationalistes slovaques rompraient la discipline de vote, puisque le scrutin était secret, et donneraient leur voix au président. Il n'en fut

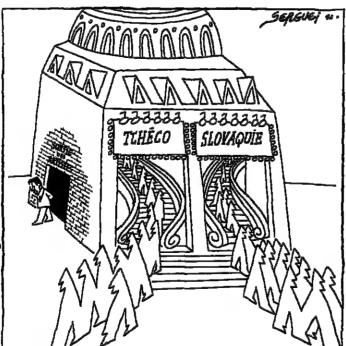
Parmi les Slovaques, seuls vingt-deux fidèles alliés votèrent pour M. Havel au premier tour, et les fidèles alliés ne se trouvèrent même plus que dix-huit lors du deuxième vote, organisé aussitôt après (le Monde daté 5-6 juillet). Ce scrutin causa tristesse au président, qui semble avoir souffert de ce qu'il considère comme une « aversion pour sa personne ».

Depuis, Vaclay Havel s'est longuement entretenu, et à plusieurs sième tour de l'élec reprises, avec ses conseillers au tielle, le 30 juillet...

Tigrid, pour lequel cette décision constitue même à présent « une libération intellectuelle ». L'ensemble de l'entourage présidentiel démissionne aussi en bloc, et c'est un autre ami du président, la défense dans le dernier gouver-

mier ministre tchèque a déclaré avoir été mis au courant des intentions de M. Havel « depuis un cerdu président Havel tain temps », et considère d'ailleurs sa décision comme « juste et logique », étant donnée « l'évolution constitutionnelle en Tchécoslova-17 juillet). M. Havel a bien sûr laissé la

porte ouverte, vendredi soir dans son intervention télévisée, à une éventuelle candidature à la prési-M. Lubos Dubrovsky, ministre de dence de la République tchèque : « Je poursuivrai mon action là où nement, qui prendra la tête de la elle aura un sens et là où j'en aurai



chancellerie du Château pour expé-dier les affaires courantes.

M. Havel s'est même offert le luxe, vendredi, d'annoncer person-nellement la nouvelle par téléphone au premier ministre slovaque, M. Vladimir Meciar, tout en le congratulant pour la proclamation de la souveraineté slovaque. M. Meciar, qui ne cache plus qu'il a été pris de vitesse par les événements et la réaction des Tchèques face aux revendications slovaques depuis les élections du 5 juin, semble avoir été surpris par l'annonce de la démission du président. L'un des responsables du mouvement de M. Meciar, M. Michal Kovac, le président de l'Assemblée fédérale, aurait aussitôt tenté de convaincre M. Havel de sc présenter au troi-sième tour de l'élection présiden-

la possibilité », a-t-il dit. Selon son entourage, il ne devrait pas faire connaître sa position à ce sujet avant l'automne, avant, en tout cas, que les choses ne soient plus claires. M. Havel n'a guère envie, en effet, d'être un président-po-tiche face à un Vaclav Klaus toutpuissant, qui, lui, ne veut pas d'un président élu au suffrage universel... Les relations au sein du « tandem des Vaclav», qui ont souvent été difficiles depuis la «révolution de velours», peuvent encore évoluer et M. Klaus peut réaliser qu'il a besoin de M. Havel. Dissident, prisonnier politique, écrivain, dra-maturge, philosophe, moraliste, politicien ou président, Vaclav Havel saura sans doute trouver le moyen de « poursuivre son action ».

SYLVIE KAUFFMANN

RUSSIE: la liberté de la presse en question

l'Echiquier du shadow cabinet en

Le Soviet suprême reprend le contrôle des «Izvestia»

de notre envoyé spécial

Estimant sans doute que l'on n'est jamais mieux servi que par soimème, les parlementaires russes out décidé, vendredi 17 juillet, de se réapproprier les Izvestia, qui redeviennent ainsi «le journal du Soviet des députés du peuple de la Fédération de Russie». Après le putsch d'août 1991, les journalistes du plus célèbre quotidien du soir de Russie, dont le tirage dépasse les quatre millions d'exemplaires, avaient écarté leur rédacteur en chef, jugé trop proche des putschistes, et avaient créé leur propre société d'édition. Estiment sams doute que l'on n'est

Les Izvestia nouvelle formule, dirigées par un journaliste, Igor Golembiovski, qui s'était, en son temps, attiré les foudres des conservateurs, n'avaient ainsi plus rien à voir avec ce qui avait été l'organe officiel du Soviet suprème. Celuici ne l'a donc pas entendu de cette oreille et, aous la pression de son président, M. Roustan Khasboulatov, a adonté, par 136 voix contre tov, a adopté, par 136 voix contre 23, une résolution rétablissant leur ancien droit sur le titre.

Le conflit ne fait que commencer.

ainsi déclaré M. Golembiovski, en ajoutant qu'il allait porter le dossier devant la Cour constitutionnelle. La direction du Parlement, de son côté, a aussi fait savoir qu'elle allait demander au ministre de la justice de se prononcer sur la légalité de l'appropriation du titre par les jour-nalistes en août dernier.

> Demi-défaite pour M. Eltsine

Les parlementaires ont, en revanche, renoncé, vendredi, à un autre de leurs projets, à savoir la création d'un « conseil d'observation» des médias, qui avait provoqué un tollé parmi les journalistes. « Nous allons nous trouver face à un organe de super-propagande » avait ainsi déclaré le président de l'agence Itar-Tass, M. Vitali Ignatenko. Le président Boris Eltsine, tant à la télévision qu'au cours d'une renconprésident Boris Eltsine, tant à la télévision qu'au cours d'une rencon-tre avec les rédacteurs en chef des principaux médias, avait clairement manifesté son attachement à la diberté d'expression. « Les tentatives de mater la presse peuvent nous faire revenir à l'époque triste du mutisme et porter atteinte à la jeune démocratie», avait-il ainsi déclaré, ajoutant Les journalistes des l'avestia ont, en effet, clairement fait savoir qu'ils ne céderaient pas. « Nous sortirons comme avant, avec le même titre», a

maladies sont curables par un renfor-cement du professionnalisme ».

Ces conflits sur la presse marquent une nouvelle étape dans la lutte qui oppose M. Eltsine et son gouvernement à M. Khashoulatov et au Soviet suprême, dont la majorité des membres sont d'anciens communistes, élus « comme avant ». Si les premiers l'ont emporté en obtenant le retrait du projet de création d'un organe de contrôle, ils ont, en revanche, échoué en ce qui concerne les Izvestia. Vendredi soir, le minis-tre russe de l'information, M. Mikhail Poltoranine, n'a pas trouvé de mots assez durs pour qualifier la décision du Parlem fortement mis en cause M. Khas-boulatov. Il a ainsi déclaré que la décision de changer le nom du quo-décision de changer le nom du quo-tidien équivalait à «changer le nom de Washington en celui de Rouslan Khasboulator». « Qui est mort le 17 juillet, 2-t-il demandé, les Izvestia ou le Parlement?»

JOSÉ-ALAIN FRALON

□ Mise en garde da Parlement resse à l'Estosie. – Le Parlement russe a dénoncé, vendredi 17 juillet, les «vio-lations des droits de l'homme» contre la minorité russophone d'Estonie et a appelé le gouvernement russe à envisager d'imposer des sanctions économiques à l'Estonie si la discrimination se poursuivait et à soulever la question lors de l'actuelle session de l'assemblée générale de l'ONU. -(AFP, Itar-Tass.)

D GÉORGIE : deux soldats russes toés à Thilissi. - Deux soldats russes ont été tués et un troisième blessé, vendredi 17 juillet, par des hommes circulant en voiture à Tbilissi, qui ont ouvert le feu sur le véhicule des militaires, a annoncé le ministère de l'intérieur géorgien. - (Reuter.)

Bright Tolland NIGÉRIA Linsta ar -de. #355~;

ÉGYPTE

150 (170)

\$27,283,773

7 Th 1 40

retainte de 12 July 15 from the factor of the factor 60 to 1

100.0

Men.

Part

8-45

Productions of the State of the

in a cre ********* ; ; . Spark Than 44. Grand State 3002-191 Feb.

Le Monde

L'ÉCONOMIE

15.5% 在 网络环境保险

A COMPANY AND ADMINISTRATION OF THE PARTY OF

HICARADUA THE MARKET

3/23/19 -m 1,370% #2,700 and the same THE PARTY NAMED IN

******* \$ \$13\$\$\$. A 10 20 April (1984)

war englished

James Park

معي

A Company Company

No This work

200

white white

200 St. Car.

Appringery ...

A Marie Control

Carrier all

A STATE OF THE STA

200

100

LIBAN: malgré les réticences suscitées par la nouvelle loi électorale

Le scrutin législatif pourrait avoir lieu en août

La nouvelle loi électorale prendre part au vote et que le doptée, jeudi 16 juillet, par le la liberte de leurs foyers n'ait pas été préalablement assuré. adoptée, jeudi 16 juillet, par le Parlement libanais (le Monde du 18 juillet) a été contestée par de nombreuses personnalités chrétiennes et musulmanes, mais ces réserves ne semblent pas de nature à remettre en cause le scrutin.

NICOSIE

de notre correspondante

Les premières élections législatives au Liban depuis plus de vingt ans pourraient se dérouler des le du camp politique chrétien et la contestation de plusieurs personnalités musulmanes quant à la méthode expéditive employée par le gouvernement pour faire voter une nouvelle loi électorale. La précipitation avec laquelle celui-ci a agi, contrevenant aux décisions prises lors des accords de Taëf sur le découpage des circonscrip-tions ou le nombre des députés par exemple, - relève sans aucun doute de la volonté syrienne de voir se dérouler ce scrutin dans les plus brefs délais. Reste que le gouverne-ment prend ainsi le risque de remettre en cause le fragile équili-bre politique mis en place, sans compter la menace de boycottage que certains chefs chrétiens font toujours planer sur ce scrutin.

Réuni pour la circonstance autour du patriarche de l'Eglise maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, le camp politique chrétien demeure toutefois profondément divisé, et toutefois profondément divisé, et les partis politiques, qu'il s'agisse des ex-Forces libanaises de M. Samir Geagea, du parti Kataso de M. Georges Saadé ou du Partinational libéral de M. Dory Chamoun, ont une assise populaire des plus faible. Majoritaire, le courant des partisans du général Michel Aoun, lui, est totalement inorganisé et le patriarche à l'évidence. nisé, et le patriarche, à l'évidence, ne veut pas jouer le rôle de leader que pourrait lui valoir sa charge. Les critiques du camp chrétien potent à la fois sur la présence des troupes syriennes, l'occupation le saillenne d'une partie du Liber. israélienne d'une partie du Liban à cet égard révélatrice : pas de sud, le fait que les émigrés, en retrait syrien en septembre, oui à majorité chrétiens, ne puissent pas l'organisation des élections et - le

Le gouvernement a bien voté, le 7 juillet, un plan pour le retour de ces personnes, mais, en l'absence de tout financement et de toute préparation psychologique, celui-ci parait relever avant tout d'un électoral, le parti Kataëh avant fait de ce retour une condition de sa participation aux élec-

> Un diktat. selon M. Joumblatt

La nouvelle loi ne satisfait pas non plus la communauté druze, qui s'estime lésée. Ses députés ont bien voté la loi e par sens de la respon-sabilité nationale », mais après l'avoir violemment critiquée. Cette loi « avilit les citoyens », a encore déclaré vendredi le chef druze et ministre du gouvernement, M. Walid Joumblatt. « D'article unique en article unique [la loi tient en un seul article], a-t-il poursuivi, peut-être supprimeront-lls demain la liberté d'expression, de la presse et de l'information » et « nous diront-ils comment réfléchir, comment rire (...), comment se conduire, comment marcher et peut-être nous imposeroni-ils un uniforme. » Il a rendu hommage au député maronite Raymond Eddé. qui est la seule personnalité à s'être officiellement prononcée pour le boycottage du scrutin et qui demeure, à ses yeux, « la conscience de la patrie ».

L'ampleur et la forme de la contestation chrétienne dépendra sans doute une fois de plus des éventuelles soutions extériours attendus. Quant au quasi «diktat» attendus. Quant au quasi « diktat» syrien pour l'organisation de ces élections, il paraît traduire la volonté de Damas de ne pas voir contesté son rôle au Liban, au moment où la Syrie doit jouer une partie particulièrement serrée dans le processus de paix. L'interview accordés jeudi par le vice prési. accordée, jeudi, par le vice-prési-dent syrien, M. Abdel Khalim Khaddam, au quotidien monden langue française l'Orient-le Jour est

cer à leurs paris » car « ils n'en récolteront rien de positify.

Pour l'instant, les Etats-Unis syro-américains.

Il reste que l'«intérêt national». ences exprimées aujourd'hui.

donné à ceux qui « tentent de créer des tensions ». A ceux-là, M. Khaddam a donné un conseil : « renon-

comme la France ou l'Arabie saoudite, garante avec l'Algérie et le Maroc des accords de Taëf, ne semblent pas vouloir s'immiscer dans cette affaire. Bien que le chef de la diplomatie libanaise, M. Farès Boueiz, ait refusé de rencontrer en dehors du Liban le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui sera mardi à Damas, la question libanaise pourrait figurer au menu des entretiens

conjugué aux « intérêts personnels», pourrait rendre le scrutin plus attrayant que des positions de

FRANÇOISE CHIPAUX

En Cisjordanie

Le siège de l'université de Naplouse a été levé

L'encarclement par l'armée de l'université d'Al Najah (le Monde du 17 juillet), près de Naplouse, a pris fin vendredi en fin d'aprèsmidi, après que six Palestiniens, replantations de la la contration de la la contration de la c recherchés par les autorités d'occupation, eurent accepté de s'exiler volontairement pour trois ans en Jordanie. Le principal chef de file des Palestiniens « de l'intérieur » a certes voulu « espérer » que ce dénouement ne constituerait pas un précé-dent – les leaders de l'Intifada sont opposés au principe des expulsions, – mais M. Fayçal Husseini, à l'instar d'ailleurs d'une bonne partie de l'opinion publique, a paru soulagé.

JÉRUSALEM

de notre correspondent «La force est une option, pas une obsession. » Enoncée, vendredi soir 17 juillet, par le chef d'état-major des armées, le général Ehud Barak, la maxime fut partiellement mise en pratique à la veille du weck-

end, pour règler le problème le plus potentiellement dangereux auquel laraéliens et Palestiniens avaient été confrontés depuis longtemps. Un problème réglé grâce à la «patience» et à la «sagesse», dont, selon M. Fayçal Husseini, «les deux parties» ont fait preuve durant cette affaire.

Agés de vingt à trente ans, et recherchés pour divers attentats et tentatives d'attentat contre l'armée tentatives d'attentat contre l'armée et contre des personnes soupçonnées de collaboration avec les autorités d'occupation, les six Palestiniens visés par l'armée ont été conduits de Naplouse à la frontière jordanienne, sous les auspices du Comité international de la Croix-Comité international de la CroixRouge (CICR). Embarqués à bord
d'un minibus de l'organisation et
escortés par trois véhicules militaires, les expuisés ont quitté la
Cisjordanie occupée après avoir été
autorisés à faire des adieux à leurs
familles. Porteurs de keffichs noir
et blanc, les six d'Al Najah sont
partis en faisant le « V » de la victoire. Ils étaient présumés membres
d'une organisation de jeunesse
proche du Fath de M. Yasser Ara-

pris connaissance « avec émotion ».

Paris relève en outre que « cei acte

inadmissible intervient au moment

preuve d'un refus très net de se

conformer aux obligations qui sont

les leurs, au titre des résolutions du

Conseil de sécurité», a déclaré un

porte-parole du Quai d'Orsay, qui

a souligné que « les résolutions [de

l'ONU] (...) doivent être pleinement

fat. Aux dernières nouvelles, les art. Aux dernières nouvelles, les armes dont ils étaient supposés être porteurs - selon l'armée - n'avaient pas été remises aux autorités. «S'il le faut, a dit le général Ehud Barak à la télévision, nous irons les chercher. S'expliquant curs les misors qui out motivé sen sur les raisons qui ont motivé son choix de laisser partir les suspects plutôt que de donner l'assaut à l'université, le chef d'état-major, qui avait reçu carte blanche du premier ministre, M. Itzhak Rabin, a déclaré: « Entre utiliser la force, ce qui aurait inévitablement provoque des six (erroristes, nous avons préféré la seconde option, c'est tout. »

Entre deux mille et trois mille Entre deux mille et trois mille étudiants étaient barricadés sur le campus depuis mardi matin. Pour prévenir les débordements, l'armée avait imposé le couvre-feu général aur toute la ville de Naplouse et ses quatre camps de réfugiés. La mesure a été levée vendredi soir. L'épreuve de force avait commence par l'arrestation d'un jeune homme. par l'arrestation d'un jeune homme armé aux portes de l'établissement armé aux portes de l'établissement à l'intérieur duquel se déroulaient des élections internes. Après interrogatoire du suspect, blessé au cours de son arrestation, a nous avons appris, a révélé le général Barak, que d'autres terroristes en armes s'y trouvaient. C'est alors que nous avons décidé d'agir comme nous l'avons fait ». L'armée, devait d'ailleurs préciser au même moment un communiqué officiel, « continuera de chasser les terroristes où qu'ils se trouvent ». ristes où qu'ils se trouvent ».

L'épilogue a été salué à peu près unanimement, quoique avec une certaine réserve quant au fond de l'affaire, par la presse locale. En revanche, deux anciens ministres de M. Itzhak Shamir, les généraux de réserve Ariel Sharon et Rafaël Eytan, ont critiqué « l'incommensu-rable faiblesse » du nouveau pre-mier ministre. Commentaires qui donnent une idée de ce qui aurait pu se produire si cette dangereuse aventure avait eu lieu il y a trois semaines, avant les élections du 23 juin...

PATRICE CLAUDE

L'enquête sur l'assassinat d'un « béret bleu » au Kurdistan

Le Conseil de sécurité demande « un maximum de coopération» de la part de l'Irak

des quinze membres du Conseil de Irak ». Il a, par ailleurs, « appuyé la sécurité des Nations unies, le président du Conseil, M. José Luis Jesus, a déploré, vendredi 17 juillet, l'assassinat d'un « béret bleu » de l'ONU la veille à Dohouk, dans le Kurdistan irakien (le Monde du 17 juillet), et demandé «un maximum de coopération de la part des autorités [irakiennes] dans la protection du personnel de l'ONU et dans l'application du programme « vigoureusement condamné » l'as-

Dans une déclaration lue au nom humanitaire des Nations unies en sassinat du «béret bleu», dont il a décision prise par le secrétaire géné-ral de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, d'ordonner une enquête où les autorités trakiennes font immédiate et approfondie sur ce crime affreux » et demandé aux autorités de Bagdad de coopérer avec cette enquête, menée en collaboration avec les responsables kurdes.

De son côté, le Quai d'Orsay a

LOIN DES CAPITALES

Shanghaï renoue avec son passé de métropole

SHANGHAÏ

de notre envoyé spécial ·

E fut le boulevard le plus célèbre d'Extrême-Orient. Le Bund de Shan-ghai n'aveit certes rien de chinois, mais c'était une institution. Sea façades de banques occidentales, le long de la rivière Huangpu, fascinèrent des générations de visiteurs, impressionnés par cette ville qu'un universitaire décrit comme « un accident histori-que qui fut une expérience sociale unique » de synthèse entre l'Orient et l'Occident (1).

Protégé par la construction massive de ses édifices, le Bund avait traversé sans dommages l'épreuve des destructions meotates. L'ère de l'ouverture va lui être fatale. Un mur anti-inondations le sépare de la rivière, doublé de garages en construction. Bientôt, le flux de la circulation renforcera le barrage devant les yeux du visiteur qui, jadis, sortalt de l'Hôtel de la Paix, l'ancien Cathay Hotel, pour

L'hôtel est toujours là. Monument d'architecture coloniale à tel point précieux et symbolique que le régime communiste s'est fait un devoir de le restaurer, restituant du même coup un cadre digne de lui à l'orchestre de jazz très 1930 qui y officie à nouveau. C'est dans le même esprit que les autorités ont voulu « restaurer » le Bund. Mais le résultat ne sera pas à la hauteur des intentions. Des étrangers avaient suggéré d'ouvrir le boule-vard au fleuve. C'est le contraire qui s été

> « Développer Pudong »

Et pourtant. Shanghai semble enfin revivre. Punie en 1949 pour son excès d'accidentali-sation, à nouveau punie à la mort de Mao Zedong pour s'être voulue le siège du radicalisme gauchiste, la plus grande ville de Chine paraît aujourd'hui s'arracher à la malédiction qui la paralysait. Et c'est M. Deng Xiaoping le patriarche du régime, qui lui a foumi le prétexte qu'elle attendait pour se réveiller.

Au terme de la tournée qu'il a effectuée en février pour relancer ses réformes, M. Deng s'est publiquement repenti d'avoir interdit à cette fabuleuse métropole de se tourner, elle aussi, vers le «capitalisme rouge » qu'il affectionne. Il aurait même, en empereur oublieux de ses lacunes, tancé les autorités municipales pour leur manque d'audace dans « l'ouverture et la réforme ».

Les Shangheiens ne se le sont pas fait dire deux fois. Malgré ses handicaps, dont une

surpopulation qui transforme en épreuve la traversée de ses ertères commerçantes, la ville donne l'Impression de vouloir redevenir la plus dynamique de China, rôle qu'elle avait dû céder à Canton, voici dix ans.

Cette renaissance prend la forme d'un emballement de grands projets d'infrastructures pour lesquels Shanghai ne sollicite pas moina de 13 milliards de dollars d'assistance Internationale : ponts, voies de circulation rapide, égouts, métro... Un premier pont a été jeté sur le Huangpu, pour relier la ville qui existe à celle qui devrait voir le jour et dont le projet sert d'alibi au développement : Pudong, sur la rive méridionale de l'estuaire du fleuve Bleu, entre Shanghai et la mer de Chine méridionale.

Car le renouveau shanghaïen, après quatre décennies de purgatoire communiste, résulte d'un tour de passe-passe. Au lendemain de la tragédie de Tiananmen, et afin de redonner



espoir aux investisseurs étrangers, M. Deng a décrété Pudong, vaste étendue sous-développée dont le nom signifie « à l'est du fleuve Huangpu », nouvelle « zone économique spéciale», sur le modèle des prospères enclaves capitalistes du Sud. Moyennant quoi, tout un chacun prétend « développer Pudong » quand, en fait, il s'agit de redévelopper Shanghaï.

Malantendu volontairement entretenu par tous les intéressés, cet « effet Pudong » commence ainsi à se faire sentir dans l'ex-« Paris de l'Orient». Deux Rolls - une bleue, une grise - ont fait leur apparition dans la ville,

wan, mais qu'importe? Dans Nanking Road, les grands magasins rivelisent de clinquent, et les clients d'élégance.

L'ancien grand magasin Wing On, la firme qui s'est repliée à Hongkong en 1949, rebaptisé Department Store Nº 1, et où s'affichait sous Mao la misérable production d'une industrie socialiste qui ne s'était jamais souciée de présenter des marchandises de quelité aux clients, est à présent la grande surface la plus fréquentée au monde.

C'est là, plus qu'à Pudong, que la prochaine partie va se jouer. Le secteur d'Etat repré-sente, à Shanghaï, 65 % du total de l'écono-mie, contre 50 % à l'échelle nationale. Certains domaines peuvent êtra sauvés. D'autres sont gravement sinistrés : le textile, qui pro-duit sur d'antiques métiers des milliers de kilomètres de tissu aux motifs périmés ; ou ces usines de montage de téléviseurs noir et blanc, dans un pays en train de basculer massivement à la couleur.

Cas industries anachroniques permettent d'absorber 25 à 30 % de suremploi ouvrier. Réformer ? D'accord, semble-t-on dire ici, mais Pékin se rend-il compte de l'effet qu'auraient quelques dizaines de milliers de chômeurs déboulant sur le Bund pour manifester contre leur mise à pied?

Il faudra pourtant s'attaquer au problème. C'est le message que font passer, sans peutêtre même s'en rendre compte, ces jeunes nantis qui se retrouvent dans les « boîtes » à la mode, pour danser au son d'une sono « disco » hyper-puissante ou pour flamber dans un de ces clubs karaoke d'inspiration japonaise qui ont envahi la ville. La distraction n'est pas encore bien vue à Pékin. Ici, elle commence à faire partie des meubles, de même que les alcools occidentaux ou la glorification par les responsables touristiques de tout - ou presque - ce que Shanghei comptait de fort peu socialiste avant 1949.

A la sortie des bars, des chauffeurs de taxi proposent les services spécialisés de jeunes filles ayant renoué avec le plus vieux métier du monde. Les autorités ont lancé une énième « opération coup de poing » contre ces pratiques d'un autre âge. Autant dire un nouveau coup d'épée dans l'eau du Huangpu.

FRANCIS DERON

(1) H. J. Lethbridge, dans une introduction à .lll racontent les résidents. On ignore si leurs propriétaires sont détenteurs de passeports de Chine populaire, de Hongkong ou de Tai-Shanghai colonal datant de 1934.

A TRAVERS LE MONDE

ÉGYPTE

Les « terroristes » sont désormais passibles de la peine de mort

L'Assemblée du peuple égyptienne a adopté, dans la nuit du jeudi 16 au vendredi 17 juillet, une loi prévoyant la peine de mort pour les membres des groupes e terroristas », texta qui visa essentiellement les islamistes. Cette loi, qui s'inscrit dans la stratégie gouvernementale de lutte contre la violence engendrée par la montée de l'intégrisme islamique, accorde cependant l'amnistie à tous ceux qui rompent leurs liens avec les groupes « terroristes » dans un délai d'un mois. Le texte donne du c terrorisme » une définition très large, qui inclut notamment le fait de « semer la panique » ou d'entraver le travail des autorités. - (Reu-

NIGÉRIA

L'installation de l'Assemblée nationale retardée de six mois

La junte au pouvoir au Nigéria a estimé, vendredi 17 juillet, que l'installation de l'Assemblée nationale, fixée au 27 juillet par la Commission électorale nationale, était anticonstitutionnelle. Au cours d'une conférence de presse, le vice-président, Augustus Aikhomu, a affirmé que cette installation ne pouvait avoir lieu evant la presta-tion de serment d'un président civil, prévue pour le 2 janvier

1993. Les décrets militaires nº 1 et 3, promulgués en 1984, confèrent à la junte des pouvoirs administratifs et législatifs, a encore rappelé le vice-président, ajoutant qu'en aucun cas le régime ne permettrait que le pouvoir législatif soit exercé par deux organismes différents. A l'issue des élections du 4 juillet, le Parti social-démocrate avait obtenu la majorité absolue dans les deux chambres, avec 52 sièges au Sénat et 314 à la Chambre des représentants, contre respective-ment 37 et 275 à la Convention nationale républicaine. - (AFP.) •

ÉTATS-UNIS

Le retrait de M. Perot profiterait devantage aux démocrates qu'aux républicains

Les électeurs potentiels du milliardaire indépendant Ross Perot, qui s'est retiré, jeudi 16 juillet, de la course à la Maison Blanche, voteraient à 53 % pour le candidat démocrate Bill Clinton et à 35 % saulement pour le républicain George Bush, selon un sondage CNN-USA Today publié vendredi 17 juillet. Un autre sondage effec-tue pour la chaîne ABC donne respectivement 47 % et 31 % des voix. Furieux de voir leur candidat jeter l'éponge, des partisans de M. Perot souhaitent former un parti indépendant. M. Perot, qui n'a pas donné de consigne de vote, les a encouragés à crester dans la course » pour influencer républicains et démocrates avant l'élection du 3 novembre. - (AFP,

NICARAGUA

Scandale autour d'un détournement de fonds européens Dans un rapport rendu public vendredi 17 juillet, le contrôleur général du Nicaragua, M. Guillermo

Potoy, a estimé qu'il y avait « présomption de responsabilité pénale » contre l'ex-vice-ministre de la présidence Antonio Ibarra, et contre son ancien patron, l'actuel ministre da la présidence Antonio Lacayo, dans la détournement d'une aide de 1 million de dollars. Cette aide avaient été versée essentiellement par le Danemark, ainsi que par la France, le Canada, la Suisse et l'Espagne. Les enquêteurs ont découvert « des soustractions illégitimes et sans iustification», des fausses factures et des porteurs fantômes. Cinq députés centristes auraient aussi reçu l'an dernier d'importantes sommes d'argent. C'est le plus important scandals de corruption depuis que Me Violeta Chamorro a été ékre présidente, en 1990.

Monit

Le débat sur le rôle de Vichy dans les déportations

La République et l'oubli

Suite de la première page

En revanche, les pétitionnaires ont reçu une réponse ferme et outragée : « Ne lui demandez pas de compte à cette République, elle a fait ce qu'elle devait. » Dans sa rituelle interview du 14 juillet, le président de la République y est même revenu par deux fois : « Comment n'en souffrirait-on pas cinquante ans après? C'est encore présent dans les mémoires. Mais sur le plan du droit je peux dire que la République a fait ce qu'elle devait. » Trop douloureux, le sujet ne saurait souffrir de basses polémiques. Il appelle une discussion sereine, ne serait-ce que pour éviter le lâche avènement de l'oubli quand, demain, cette histoire ne sera plus portée par de vivantes mémoires.

La République, dit en substance M. Mitterrand, n'a pas à rendre de comptes à la place de Vichy. Elle est son antithèse et le petainisme est sa négation. Cette affirmation est à la fois juste juridiquement fausse historiquement et insuffisante politique-

Au regard du droit positif français actuel, le régime de Vichy fut non seulement illegitime mais illégal. En d'autres termes, juridiquement, il est sup-posé ne pas avoir existé: ce fut un pouvoir de fait dont, pour la République française bientôt bicentenaire, les actes d'apparence législative ou réglementaire sont nuls et non avenus. « En droit, la République n'a jamais cessé», écrit Dominique Rémy en introduction à l'édition récente d'un recueil des lois de Vichy, préfacé par M. Michel justice (1). Elle n'a jamais cessé dans le combat contre Vichy. Invoquant les droits de l'homme et du citoyen, qui « transcendent les circonstances », M. Sapin ajoute: «C'est en leur nom que, de 1940 à 1944, la République n'a jamais cessé, contre et malgré Vichy. »

A Londres comme à Alger, le général de Gaulle n'a jamais envisagé de «rétablir» la République: à ses yeux, elle vivait toujours depuis qu'il avait su, le 18 juin 1940, dès le lendemain du discours de Pétain appelant à cesser le combat, refuser le chemin du déshonneur. Les ordon-9 août 1944, promulguées à sur la base des suffrages expri-Alger, établissent cette continuité més. Elle sera dépassée hors de où la légalité juridique est du côté de la légitimité politique et 80 « non ». Il y eut seulement

LIVRES POLITIQUES

morale. En son article premier, celle du 9 noût énonce : « La forme du gouvernement de la France est et demeure la Républi-que. En droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister. » L'ordonnance constate ensuite « expressément » la « nullité » des actes de Vichy, dont notamment a tous les actes qui ont institué des juridictions d'exception », « tous les actes relatifs aux associations dites secrètes » et « tous ceux qui éta-blissent ou appliquent une discri-mination quelconque fondée sur la qualité de juif ».

Le Parlement de Front populaire

Cette négation juridique de Vichy ne saurait être réduite à une amnésie : c'est l'inscription dans le droit d'un rapport de forces politique et idéologique, c'est l'affirmation qu'il y eut, avant même l'instauration de la dictature pétainiste, une France qui décida de combattre au nom de la République. Et, loin d'être une invention commode de der-nière minute, ce fut le couron-nement du travail réalisé dès 1940 par le conseiller juridique de de Gaulle, René Cassin, Sur ses conseils, le manifeste lancé par le général le 27 octobre 1940 conteste la légitimité juridique de Vichy. Il déclare illégale la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940, qui fut le dernier acte de la III. République et par lequel la majorité des députés et des sénateurs confiaient les pleins pouvoirs à Pétain, invité à a pro-mulguer une nouvelle Constitu-tion de l'Etat français [qui] devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie».

C'est ici que l'histoire, qui, comme le soulignait Michelet, a « pour premier devoir de perdre le respect », intervient en soulignant ce qui dérange. C'est le Parlement de Front populaire, élu en 1936, qui offrit, quatre ans plus tard, la France à Pétain et à la collaboration. Durant ces journées fatalest des 9 et 10 juil-let 1940, étalent absents les quel-ques parlementaires partis conti-nuer la lutte à bord du Massilia, ainsi que les 70 communistes qui avaient été déchus de leurs mandats dès janvier 1940. A Vichy, étaient présents 666 députés et sénateurs.

La majorité absolue fut fixé-

17 abstentions. La majorité des élus socialistes et radicaux votèrent «oui». Et, parmi les abstentions, il faut compter celle du président de la Chambre des députés, le radical Edouard Herriot, qui avait invité ses collègues à laisser la nation se grou-per « autour du marèchal Pétain, dans la vénération que son nom inspire à lous ».

Ainsi, la République, puisque la représentation parlementaire est son expression légale, a-t-elle voté contre elle-même, «Le pou-voir, écrit Dominique Rémy dans le même recueil, est tombé des mains faibles mais nationales de la IIIr République à celles de Vichy. » Et, s'interrogeant sur la « fragilité » de notre démocratie, M. Sapin souligne que « les démocraties de la contra del la contra del la contra de la contra de la contra de la contra de la contra del la contra de la contra del la contra de la contra de la contra del la contra de la contra del l démocrates » se sont précipités « dans les mains d'un soldat vieillissant ». Or, c'est cet abandon qui va ensuite légitimer la colla-boration de l'Etat, le suivisme des administrations, le zèle des hauts fonctionnaires, des préfets, des magistrats, des policiers, etc., dans l'application de mesures qui allaient souvent audelà des désirs de l'occupant. Pourtant, très vite, tout avait été dit, énoncé, publié au Journal officiel qui restera celui « de la République française » jusqu'au 3 janvier 1941, date à laquelle il devint celui de l'« Etat français » (2).

Sous ce bandeau « républicain » d'abandon et de déchéance furent édictés, entre juillet et octobre 1940, la fin de la République parlementaire (suppression de la fonction de président de la République, responsabilité du gouvernement devant Pétain et lui seul, ajournement du Sénat et de la Chambre), la déchéance de la nationa-lité française par décret, l'énoncé des jugements au nom du « Maréchal de France », la révision des naturalisations, l'instauration de la Cour suprême de justice, l'interdiction des associations secrètes visant notamment la franc-maconnerie, le statut des juifs, etc. En trois mois, insiste Dominique Rémy, Vichy instau-rait en France «un régime conforme à l'ordre nouveau de l'Allemagne nazie».

La responsabilité de l'Etat

Et l'Etat, en ce qu'il est aussi incarné par une machinerie administrative, ne bronche pas, à quelques rares exceptions individuelles près. Comme l'ont montré les travaux d'historiens américains dirigés par Stanley Hoffmann, Vichy fut aussi, sinon surtout, l'occasion d'une revanche pour les technocrates, les experts, les hauts fonctionnaires qui crurent pouvoir utiliser cette situation d'exception afin de moderniser et de rationaliser sans entraves l'Etat (3). Une technocratie « amorale car apolitique», selon la formule de Dominique Rémy, sort de ses cartons projets et réformes administratives, dont certains, comme la planification, perdureront après la Libération. Et, pour avoir les mains libres, elle concède à l'occupant ce qu'il désire et même plus.

Ce constat fut au cœur des

débats de l'après-guerre autour de l'épuration : sous la République retrouvée, la machine administrative devait continuer, ce qui entraîna une extraordinaire continuité entre Vichy et la IV. République dans les grands corps de l'Etat et parmi les milieux d'affaires, comme l'a méticuleusement prouvé Robert Paxton. Le cas de René Bousquet est l'illustration la plus flagrante de cette ambigulté. Le secrétaire général à la police, ami de Laval, n'était pas un extrémiste de droite, mais tout au contraire un radical-socialiste plutôt de gauche, un préfet extrêmement brillant et habité, juaqu'à la perdition, par la conti-nuité de l'Etat. On le verra d'ail-leurs ciamer à son procès baclé de 1949 : « La police de Vichy était républicaine.»

Tel est aujourd'hui l'enjeu de mémoire : non pas accabler la République, mais souligner la responsabilité de son Etat, de ses fonctionnaires, de sa haute administration dans les crimes commis entre 1940 et 1944. C'est en ce sens que la réponse officielle de M. Mitterrand est jugée, dans sa portée symboli-que, insuffisante. L'enjeu n'est pas limité à la nécessaire compassion envers les victimes juives. Il concerne toute la com-munauté nationale, sa mémoire collective, sa maîtrise du passé, pour se garder d'autres abaissements et suicides « républicains » demain. Les Républiques peu-vent aussi mourir par leur faute.

EDWY PLENEL

(1) Dominiqué Rémy, les Lois de Vichy, Romillat, 1992 (2) Le dernier numéro du Journal offi-ciel de l'Etat français, soisante-seizième annès, n° 204, est daté des jeudi 24 et vendredi 25 août 1944.

(3) Voir notamment le livre pionnier de Robert Paxton la France de Vichy, Seuil, 1973, préface par Stonley Hoff-mann, et l'article de ce dernier dans le numéro d'Esprit, «Que l'aire de Vichy?», mai 1992.

M. Waechter pense que le commandant Cousteau ferait un bon candidat à la présidence

Dans un entretien publié le M. Autoine Waechter «imagine» que le commandant Cousteau serait un bon candidat commun des Verts et de Génération Foologie (GE) pour l'élection présiden-tielle de 1995. Le porte-parole des Verts se déclare opposé à l'organisation de primaires par les deux mouvements écologistes, car. dit-il, « nous sommes deux planètes diffèrentes ».

Restent donc, selon lui, deux solutions: " On peut, d'une part, imaginer qu'il y aura deux candi-dats – un Vert, un GE – et que soit signé un accord de désistement pour le second tour ». « Une autre hypothèse, poursuit M. Waechter, consisterait à désigner un candidat unique qui serait un symbole de l'écologie, sans pour autant être encarté dans l'une ou l'autre des familles écologistes. Ce candidat unique, une fois les présidentielles passées, ne continuerait pas son action, précise le chef de file des Verts. On peut ainsi imaginer que le commandant Cousteau soit notre candidat commun.

m. Pasqua (RPR) : M. Mitterrand sera « directement concerné » par l'issue du référendum.

M. Charles Pasqua, président du
groupe RPR au Sénat, partisan du
« non » au traité de Maastricht, a estimé, jeudi 16 juillet, sur Radio O'FM, que M. François Mitterrand sera « directement concerné » par le résultat du référendum du 20 septembre et que, « si le non l'emporte ou fait un score très important», le président de la République « aura èté désavoué ». M. Pasqua a souligne que, dans cette hypothese, arien n'obligera le président de la République à partir », mais que celui-ci devra alors, de toute façon, a tirer les conséquences » du vote, a infléchir sa politique, la modifier profondément ou renégocier le traité». Pour M. Pasqua, M. Mit-terrand a « pratique la défausse » en affirmant qu'il ne serait « pas en cause» dans le résultat du référen-

Les socialistes et les « affaires »

POINT DE VUE

Un certain fanatisme par Jack Lang

E professeur de droit que ja suis se demande si l'honorable magistrat signataire des lignes parues dans le Monde du 16 juillet n'a pas purement et simplement déchiré le Constitution et les lois fondamentales de la République qu'il a pour devoir de faire respecter (1). On croit rever!

Etudiant à l'université de droit, puis professeur, j'avais cru comprendre que la séparation des pou-voirs constitualt l'une des règles fondatrices de notre État de droit. Comment alors imaginer qu'un magistrat puisse publiquement vio-ler son obligation de réserve et empiéter sur les pouvoirs exécutif et législatif? Sous un régime républicain digne de ce nom, les juges doivent être neutres et impertieux. L'article de M. Thierry Jean-Pierre donne le fâcheux sentiment que certains magistrats, heureusement minoritaires, ne craignent plus de ques pour régler des comptes per-sonnels. Un certain fanatisme idéologique n'est pas compatible avec la dignité et la sérénité de la justice. Les Français ont besoin de magistrats sages et humains. Pre-nons garde à une dérive dangereuse qui tend à discréditer la fonction judiciaire.

La séparation des pouvoirs doit être plus que jamais la règle d'or de nos institutions. Le gouvernement doit gouverner et respecter l'indépendance de la justice. Le Parlement doit légiférer. Les juges doivent juger et s'interdire de porter des jugements politiques sur l'action des gouvernants ou des législateurs. Ce principe de basa est la clé de voûta de l'équilibre

(1) Dans non èditions du 16 juillet, le juge Thierry Jean-Pierre signait, en com-pagnic d'un autre magistrat. Jean de Maillard, un point de vue intitulé a La comunique and extinuers corruption peut continuers.

M. Jack Lang, ministre d'État, s'exprime loi en fant que profes-seur de droit.

Le PS exprime «sa solidarité pleine et entière» à M. Jean-Claude Boulard

M. Gérard Lindeperg, le numéro deux du parti socialiste, a exprimé. vendredi 17 juillet, « la solidarité pleine et entière » du PS à M. Jean-Claude Boulard, « comme il vient de la témoigner à Henri Emmanuelli lors du congrès de Bordeaux ». M. Jean-Claude Boulard, député de la Sarthe, a reçu, jeudi 16 juillet, de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, une convocation pour le 7 septembre aux fins d'inculpation « pour des faits qualifiés de trafic d'influence». « Je connais bien Jean-Claude Boulard, aux côtés de qui je siège au secrétariat national du Parti socialiste, note dans un communiqué M. Lindeperg, rocardien comme M. Boulard, C'est un homme d'honneur, de conviction et de courage dont l'intégrité ne saurait être mise en cause. Nous l'assurans de toute notre confiance et de notre amitié, »

M. Toubon (RPR): «Des lignes de fuite»

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, estime dans le Quotidien de Paris daté des 18 et 19 juillet, à propos de l'annonce de la pro-chaine inculpation de responsables socialistes, que « les lignes de défense socialistes ne sont que des lignes de fuite».

M. Toubon conteste tout d'abord a l'idée selon laquelle les agisse-ments qui ont eu lieu avant 1990 ne relèvent plus du droit ». « Il s'agit tout de même d'abus de biens sociaux et de trafics d'influence qui ont été organisés. Ces actes doivent rester soumis au droit », ajoute le député de Paris.

M. Toubon juge enfin « abraca-dabrante » la thèse « qui distingue savamment entre les actes commis pour son compte personnel et ceux qui l'ont été pour le compte du Parti ». « La justice penale (...), si elle est à géomètrie variable, n'existe pas », conclut le maire du treizième arrondissement de Paris.

Control of the second of the s

Le Comité Vel' d'Hiv' 42 s'adresse aux parlementaires Le Comité Vel' d'Hiv' 42 a

cielle organisée le 16 juillet bou-levard de Grenelle, à Paris, en diffusant le communiqué sui-

« Enfin, la vărită sur les crimes de l'Etat français de Vichy est sortie au grand jour dans le presse et les médias. Enfin, après cinquante ans de slience officiel, les plus hautes autorités de l'Etat assistent à l'hommage rendu aux victimes de la refle du Vel'd'Hiv'et le président de la République appuie de sa pré-sence la dénonciation de ca

» Le Comité Vel' d'Hiv' 42, qui s'est associé à la cérémonie par la dépôt d'une gerbe au nom des milliers de signataires de son appel « pour la reconde l'Etat français de Vichy contre les juifs », a écouté avec ámotion le discours de Robert Cedex 11.

responsabilité de l'Etat français

» Ce que Robert Badinter a exprimé à titre personnel, c'était, seion nous, au président de la République de la prociamer à titre officiel. Cet acte symbolique tant attendu reste done inaccompli.

» Le Comité Vel' d'Hiv' 42 en réaffirme la nécessité et, maintenant l'objectif de son appel, s'adresse aujourd'hui à la représentation nationale et invite chaque parlementaire à œuvrer afin que soit votée par l'Assemblée une loi faisant du 16 luillet une ioumée nationale de commémoration des persécutions et des crimes perpétrés contre les juifs ➤ Comité Vel' d'Hiv' 42. BP 522 75 528 Paris

ANDRÉ LAURENS

ES auteurs d'ouvrages politiques ne sont généralement pas avares de citations et de références et, à quelques exceptions près, ils ne cachent ni leurs emprunts ni leurs sources. lla communiquent ainsi l'anvie d'accéder directement aux textes fondamentaux sur lesquels ils s'appulent. C'ast une axcellente disposition d'esprit, qu'il n'est pas si facile de satisfaire alors qu'il y déjà tant à faire. Sauf, geut-être, pendant les vacances. Dans cette éventualité, la présente chronique célébrera l'édition de quelques textes de base. A travers ces exemples, elle rendra hommage aux éditeurs et aux auteurs qui offrent aux lecteurs la possibilité de faire connaissance, personnellement, intégralement, avec des œuvres ou des documents essen-

Il arrive que l'actualité se prête à ca genre de consultation, malgré tout assez rare. Ainsi, dans la série « Documents », de la collection 10-18 (UGE) paraît le texte de l'accord de Maastricht du 7 février 1992, sulvi de celui du traité de Rome instituant la CEE, dans sa dernière rédaction, consécutive à la signature de l'Acté unique européen du 28 février 1986. Une note historique, une substantielle introduction, faisant office de commentaire et de mode d'emploi, et un bref glossaire des mots-clés du traité complètent ce dossier établi par Alain Barenboon et Jean-Claude Zylberstein afin que ceux qui le souhaitent aillent voter au référendum du 20 sep- 1 de s'attrister, que l'on trouve tou- 1 écrivain politique s'ajoute, ici, 1

S'abreuver à la source

tembre en toute connaissance de La publication des lois les plus

significatives du régime de Vichy

est, de la même façon, destinée è l'édification des foules, bien qu'il ne soit pas encore question d'abolir la République. Elle n'en est pas moins d'actualité, elle aussi, ne serait-ce que parce que ce mois de juillet correspond au cinquantenaire de la sinistre refle des juifs parisiens, ressemblés au Vélodrome d'hiver. De toute facon, elle aurait touiours été d'actualité, tant il est vrai que l'entretien de la mémoire sen le présent et l'avenir. Ici, le retour aux textes in extenso montre comment, sous l'effet d'une grave crise nationale. le discours ambient sur el'influence » des juife, des francs-macons, ou des deux conjugués. la menace de « l'Invasion étrangère », la nécessaire préservation de la race, la remise en ordre si attendue de la société, peut se transformer en une législation monstrueuse au service d'un appereil de répression, à travers des e textes d'une qualité technique remarquable », comme l'observe avec tristesse Dominique Rémy.

De ce point de vue, le régime de Vichy avait les coudées franches : il est tellement plus facile de légiférer quand la démocratie ne vient pas compliquer les choses i D'autant plus, et c'est une autre raison jours des techniciens du droit pour rédiger les oires lois et de distingués juristes pour en faire l'exé-

gèse. La lecon valait bien ce rap-

pel de « l'ordre moral ». Une nouvelle collection de l'Imprimeria nationale redonne via. sous la direction de Georges Duby, à des textes épuisés, introuvables ou pratiquement inaccessibles, dont les auteurs furent aussi des acteurs de l'Histoire, tels Jean Jaurès, Benjamin Constant, Vauban. Chacun des ouvrages réédités est présenté et commenté par un éminent historien. René-Jean Dupuy s'est attaché au manifeste antinapoléonien De l'esprit de conquête et souligne combien l'optimisme parfois nati de Benjamin Constant n'ex-clusit pas un réel don d'anticipation. «L'apport original de Constant, écrit-il, réside dans l'annonce au'il fait d'une humanité élitiste (en fait, réduite à l'Europe) que la civilisation a fait émerger de l'ensemble, et destine non seulement à la paix mais à l'essor de l'industrie et à la coopération par les échanges réguliers. Sans aller jusqu'à prévoir un marché commun, la libéralisme économique de Constant pressent pour l'Europe un libre-échangisme fécond. Il devine les réseaux commerciaux dont la trame va s'étendre sur un

Au plaisir de retrouver un grand

espace transnational. 2

comme dans toutes les productions de l'Imprimerie nationale, celui de tenir entre les mains un beau livre, de sentir sous le doigt un vrai papier, d'avoir sous la regard une typographie historique.

Un autre pamphiet, un autre écrivain de grand style, que l'on fira sans scrupule pendant les vacances: Paul Lafargue, auquel l'on doit le Droit à la paresse. Pour Paul Alliès, qui le présente, plus qu'un « pamphlet superbement écrit », beaucoup plus qu'une aimable fantaisie, ce texte témoigne d'une étonnante modernité, non seulement parce qu'il anticipe sur la civilisation des loisirs, mais parce qu'il ose découpler travail et production et penser que la paresse, mère de toutes les vartus, est éminemment productrice. « Que ce soit un vrai métèque [car Lafargue était d'origine juive et caralbe par sa mère, mulâtre par son père] qui nous donne une si belle leçon de lucidité en cet extrême millénaire qui en a tant besoin, écrit Paul Alliès, est un délicieux clin d'œil de l'Histoire. » A lire à la suite des Lois de Vichy, pour ne pas désespérer de

➤ Traité de Masstricht, mode d'emploi, 10-18 (UGE), 628 p., 60 F.

 Les Lois de Vichy, de Dominique Rámy. Romillat, 255 p., 55 F. De l'esprit de conquête, de Benjamin Constant, présenté par René-Jean Dupuy, imprime-rie nationale, 210 p., 170 F.

Le Droit à la paresse, de Paul Lafargue, Climats (470, chemin des Pins, 34170 Castelnau-le-Lez), 96 p., 50 F.

in and the

7111

THE PART OF THE PA

THE RESERVE THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE The second second

+ Iber programme The second secon

THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IS NOT THE OWNER. The second section of the second seco ---THE PARTY AND THE PARTY AND TH

inistratif annaie I

esion du port de p · 1996年 · 19 李子子 (1996 · 1997)

continued the section of the to long he had be the series with your The second of th ALE FE AND ASSESSMENT TRANSPORT THE PROPERTY TO PROPERTY THE state of the s 以 後 海北地 游客之及 海绵神经 THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IN COLUMN THE PERSON NAMED IN COLUMN TO PERSO - 2 Marie Brown in the wife in A DA SERVICE SERVICE

And the state of t

· 中国《海水海绵· 海 海绵·

THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PERSON ASSESSMENT

117 日 在 1911年 新 新 新

internationale en The same of the sa The second secon

The same the training that the same same same

the second secon

THE PART OF THE PA EME SING S. Ur. centain

المعاد وهواي

300 mm

 $j = 2 \log n \cdot j_{i,j} = 1$

Trois médecins font leur « mea culpa »

Chacun à sa manière, trois médecins ont expliqué, vendredi 17 juillet, devant la 16- chambre correctionnelle du tribunal de Paris, su procès des responsables de la transfusion sanguine, quelles étalent encore les incertitudes scientifiques sur le sida au cours du premier semestre de 1985 et les erreurs qu'ils ont pu com-

Ce que sont leurs nuits et leurs doutes, leurs mauvais rêves et leurs angoisses, elles seules le savent. Mais on put en avoir une idée en écoutent le professeur Marie-José Larrieu, spécialiste de l'hémophilie, qui confessa : «J'ai méconnu le risque du side et je le dis. Nous ignorions, héles i l'évolution qu'aurait cette maladie. C'est le reproche majeur que je

Et après quarante ans de loyaux services auprès des hémophiles, le professeur Lameu ajoutait : «Je me suis trompée et ja me reproche de ne pas avoir randu visite au docteur Garrette pour taper du poing sur la table et réclamer des fractions chauffées. Je n'ai pas pris rendez-vous au ministère pour dire : il faut, il faut, il faut...».

Ce fut comme un écho aux propos du docteur Claire Gazengel, directeur du centre d'hémo-biologie de l'hôpital Necker : « Nous avons complètement sous-estimé le dangers. Ce fut, à la barre du tribunal, comme le

Poitiers vient d'en décider l'annu-

l'Association de défense des copro-

L'extension projetée a pour but

d'accroître de quatre cents anneaux

la capacité d'accueil du port dépar-

temental de Royan et d'en faire le

second de Charente-Maritime der-

rière celui de La Rochelle. Elle

priétaires du front de mer.

mes culpe d'une poignée de médecins dévouée à la micro-so-ciété des quatre mille hémophiles français.

Mais tour à tour, avec des silences et des biancs, les deux témoins ont aussi raconté leurs hésitations et leurs incertitudes durant cas années, cherchant parfois à gommer leurs responsabilités de médecins prescrivan tel ou tel type de concentrés à leurs patients. « C'est le drame de l'année 1984. On charche et on ne selt pas », résume le doc-

« Des pionniers infatigables »

Le président Mazières s'étonne et relit un procès-verbal où le médecin déclarait : « Mon attitude intellectuelle était de réclamer des produits de très haute pureté». La docteur, légèrement embarrassée : « Je l'ai dit et je le maintiens. Mais le Centre national de transfusion sanguine a tou-jours eu une politique d'autosuffisance. Nous n'avions pas accès aux produits chauffés hors des protocoles réservés aux hémophiles vierges > (encore jamais

Ce fut donc, selon ces spécia-listes, une période de tâtonnements et de confusion. Une ápoque qu'elles ont ten-dance, aujourd'hui, à prolonger exagérément. « On pensait que le taux de séropositifs qui développeraient le side serait de un pour mille, explique le professeur Lar-rieu. – Cela me semble un peu

Le tribunal administratif annule l'arrêté préfectoral

autorisant l'extension du port de plaisance de Royan

levée de boucliers parmi les mem-

des copropriétaires du front de

mer. En janvier 1992, la présidence

de cette association a saisi le tribu-

nal administratif. La ville de

Royan est passée à la contre-offen-

sive en demandant un rejet pur et

simple de la requête et en récla-

mant 100 000 francs de dommages

arrêté d'utilité publique pour l'ex-tension du port de plaisance de Royan, le tribunal administratif de expressément. Cela a suscité une

lation. Il donne ainsi satisfaction à bres de l'Association de défense

faible, relève le président Jean-Louis Mazières. On nous a plutôt indiqué des taux de un pour cent. - Non, en janvier 1985, c'était un pour mille. - Et en février? -Ah l bien sûr, plus le temps passe, plus le teux monte».

Et plus le temps passait, plus

la vente de produits non chauffés par la Centre national de transfusion sanguine (CNTS) devenait incompréhensible et insensée... Le docteur Gazengel n'élude pas le risque que ces concentrés faisalent courir aux hémophiles mais le relativise. « J'ai connu l'époque où il n'existeit pas de traitements, lance-t-elle avec sincérité. L'hémophilie est une maladie épouvantable. Nous nous sommes battues comme des forcandes pour que nos patients disposent de plus en plus de pro-duits. Nous avons été des pion-niers infetigables. Nous avons toujours su que les traitements étaient à risques, à très heuts risques la .

Une communanté sacrifiée

Et le docteur Gazengel raconte comment les apécialistes durent lutter successivement, et luttent encore, contre les « anticoagulants non-circulant », les hépatites, le side et aujourd'hui les parvovirus. « Monsieur le prési-dent, le virus du side fut un risque de plus. Nous ne l'avons pes évalué à sa juste mesure. Si nous avions su, nous aurions changé qualque chose... » .

Ainsi s'expliquerait le compor-

départemental n'avaient pas légale-

code des ports maritimes.

était impossible de refuser à leurs malades des concentrés destinés à soulager ou prévenir leurs hémorragies, quitte à leur pres-crire des produits contaminés. Ainsi les hémophiles, dépendants de leur traitement, ne pouvaientils que consentir à prendre des risques dont ils ignoraient l'am-

SOCIÉTÉ

Le docteur Jean-Baptiste Brunet, en charge du dossier side à la Direction générale de la Santé dans les années 80, a tenté de faire comprendre en quelques mots quelle fut la nature das relations entre les pouvoirs publics et les hémophiles français : « Nous avions d'énormes difficultés à l'époque à communiquer avec ce milieu fermé, au fonctionnement... opaque, Nos tentativas d'approche ont été interprétées comme des tentatives d'intrusion. Du coup, une de nos erreurs majeures a été d'observer une attitude en retreit » .

Ou d'oubli. Cer il apparaît bien que les autorités sanitaires et politiques ont mobilisé exclusivement, tout au long du premier semestre de 1985, leur réflexion sur la mise en place du dépistage du sida qui concernait l'ensemble de la population. Tout le mérite de cette audience aura été de montrer comment une petite communauté fut ainsi la grande sacrifiée de la politique de santé publique.

LAURENT GREILSAMER

□ Le tribunal administratif de Lille annule le référendem d'Hautmont (Nord) sur l'immigration. – Le tri-bunal administratif de Lille, à la requête du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, a annulé, jeudi 16 juillet, la délibération du conseil municipal d'Hautmont concernant Estimant que le préfet de la Cha-situés en partie hors des limites C'est toutefois sur d'autres bases rente-Maritime avait pris à tort un administratives actuelles du port, que le tribunal s'est fondé pour l'organisation, le 28 juin dernier, d'un référendum sur l'immigration. annuler l'arrêté d'utilité publique, Le tribunal a estimé que la ques-« Les travaux d'extension du port tion posée ne portait pas sur «un projet de décision» comme l'exige la loi du 6 février 1992 qui légalise ment à donner lieu à une déclaration d'utilité publique » précise-il, le référendum municipal. La quessoulignant qu'ils relèvent d'une tion était : « Votre maire a récemcode des ports maritimes. Cette décision intervient alors Cette décision intervient alors procédure particulière régie par le que le chantier est ouvert depuis | d'accord avec cette décision?» Selon une note distribuée aux élec-MICHEL LÉVÊQUE taient à l'immigration.

ARCHÉOLOGIE

Dans les Pyrénées-Orientales

Le nouveau Musée de Tautavel a été inauguré

Le nouveau Musée de Tautavel (Pyrénées-Orientales) a été inauguré, vendredi 17 juillet, après deux mois de « précuverture » partielle. Il était accessible au public dans sa totalité depuis le 21 juin (« le Monde sans visa a du 18 juillet).

Les 300 mètres carrés du premier musée avaient été inaugurés en 1979 par M= Giscard d'Estaing. Le nouveau s'étend désormais sur 3 700 mètres carrés, dont 2 300 sont occupés par des laboratoires et réserves. Mais les 1 400 mètres et reserves. Mais les 1 400 metres carrés des salles d'exposition ont permis à Henry de Lumley (professeur au Muséum national d'histoire naturelle de Paris), Jacques Dauvergne (architecte), Jules Tardieu (maquettiste), J.-P. Cuomo (scénographe), et à beaucoup d'autres spécialistes, d'installer des présentations de préhistoire originales, très visuelles.

Les six grands dioramas sont parmi les nouveautés les plus spec-taculaires. Des animaux grandeur nature et aussi des mannequins les premiers « empailiés », les seconds modelés et « habillés » de la façon la plus vraisemblable possible en l'état actuel des connaissances - donnent d'autant plus l'illusion de «voir pour de vrai» ces temps lointains que les paysages, avec leurs arbres, s'animent sous l'effet du vent et sont « bruités » par les chants des oiseaux, le bélement des mouflons, le bourdonnement des abeilles ou le martèlement des galops des quadrunèdes sauvages.

Une grotte reconstituée

Il y a, bien sûr, des panneaux, des vitrines, des diaporamas, des films, des consoles interactives qui donnent aux visiteurs tous les renseignements souhaitables sur les différentes époques de la préhis-toire locale – la grotte de Tautavel a été habitée épisodiquement entre – 700 000 et – 100 000 ans – et plus générale, ainsi que les réponses à des questions posées directement à des banques de don-nées. Les visiteurs pourront aussi suivre en temps réel sur des écrans le travail de fouille des préhistoriens qui continue, année après année dans la grotte de Tautavel. Mais le «clou» du nouveau

musée est, sans nui doute, la grotte qui a été reconstituée dans le musée. Une grotte plus que véridique puisque ses parois sont faites d'après les moulages pris sur la «vraie» grotte de Tautavel (le Monde du 10 avril 1991). Sur l'écran aménagé discrètement dans le fond, passent des images vraisemblables de l'histoire de la grotte : un bébé qui tête sa mère; des chasseurs qui partent au ravitaillement; puis, une fois achevé l'épisode d'occupation humaine, un ours qui vient hiberner, meurt pendant son sommeil et est ensuite recouvert par des sédiments feoliens; des stalactites et des sta-lagmites qui «poussent»; la grotte qui s'éboule par les effets de l'éro-sion naturelle...

Le plus viell Européen

Le nouveau musée est ainsi un Le nouveau musée est ainsi un livre de préhistoire rédigé à propos de l'homme de Tautavel, le plus vieil Européen, qui a vécu dans ette modeste vallée des Pyrénées-Orientales il y a quelque 450 000 ans et dont un crâne presque complet a été découvert en 1971, sans oublier les restes plus modestes de huit adultes. d'un adomodestes de huit adultes, d'un adolescent et de six enfants mis au jour depuis le début des fouilles, en

Certes, depuis cette découverte, Tautavel est célèbre dans le monde entier. Et il est indéniable qu'elle a apporté à ce village de 743 habiapporté à ce village de 743 habitants un dynamisme et un développement inespérés. Mais il faut rendre hommage à ses habitants, à
l'ancien maire Albert Pla, au maire
actuel Guy Ilary. Tous se sont battus pour avoir «leur» musée, qui a
recu près de 100 000 visiteurs en
1991. Tous, aussi, ont consenti des
investissements considérables pour
une si petite commune. Les aides
de la région, du département, des
Communautés européennes et Communautés européennes et celles de six sponsors (Crédit agri-cole des Pyrénées-Orientales, Rhône-Poulenc, IBM, Philips, les ministères de la culture et de l'éduministeres de la culture et de l'edu-cation nationale) ont donné une quarantaine de millions de francs en espèces ou en services et maté-riels. Mais la commune a apporté, pour sa part, 5 à 6 millions de francs...

► Le Musée de Tautavel est ouvert tous les jours de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30, du 1" avril au 10 juillet et du 1" saptembre au 31 octobre; de 9 h 30 à 20 h 30 du 11 juillet au 31 août; de 14 heures à 17 h 30 du lundi au samedi, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 30 es de 14 heures à 17 h 30 et de 14 heures à 17 h 30 es dimanches et jours fériés du 1" novembre au 31 mars. Entrée : 20 F (15 F pour les enfants de sept à quatorze ans).

comporte la réalisation d'ouvrages et intérêts. **ENVIRONNEMENT**

Pour lutter contre les filets dérivants

Des scientifiques et des écologistes réclament la création d'une réserve internationale en Méditerranée

En réaction contre l'utilisation de filets dérivants de grande dimension, qui provoquent une hécatombe parmi les cétacés, en particulier les dauphins, des scientifiques et des défenseurs de l'environnement viennent de lancer, sur la Côte d'Azur, une association pour la création d'une réserve internationale en Méditerranée occidentale (RIMO). Cette association se propose d'organiser, en octobre, une conférence internationals chargée de définir la statut et les moyens de surveillance de la réserve maritime ainsi que de jeter les bases d'un observatoire permanent.

NICE

de notre correspondant régional

La toute nouvelle association pour la création d'une réserve internatio-nale en Méditerranée occidentale (RIMO) qui vient de voir le jour a décidé, comme premier objectif, d'amplifier une campagne de péti-tions en circulation depuis un an. Le texte, dû à l'initiative d'un specialiste des mammifères marins, M. Mike Riddell, directeur du Mari-neland d'Antibes, demande l'interdiction des filets dérivants. Il a déjà ranée, recueilli plus de 40 000 signatures.

dence de la RIMO, avant recemblent de discèse de la rappelle que l'Organisation des nations unies a décidé, des prètres du discèse de la formation permanente des nations unies a décidé, des prètres de la formation permanente des prètres de la formation permanente des prètres des prètres des prètres de la formation permanente de la formation permanente des prètres de la formation permanente des prètres de la formation permanente de la formation permanente des prètres de la formation permanente des prètres de la formation permanente de la formation perma

lui, ces bateaux, repérés au large de la Sardaigne par un bâtiment de la marine nationale, sont équipés d'un matériel de détection sophistiqué pour la pêche au thon et à l'espa-don, «lis sont responsables, chaque jour, affirme-t-il, du massacre de centaines de dauphins pris au piège de filets de nylon invisibles et de même denatié que l'eau de mer, ten-dus verticalement et retenus à la sur-fere par des beutet e face par des bouées».

La préfecture maritime de Toulon, ainsi que le secrétariat d'Etat à la mer, interrogés vendredi 17 juillet, relativisent ces informations. Un bâtiment de soutien régional (BSR), la Gazelle, qui regagnait Toulon après une mission en Tunisie, a bien observé, au début du mois de juin, quatre bateaux de pêche étrangers, au large des côtes de la Sardaigne. au large des côtes de la Sardaigne.

Mais ces bateaux, qui étaient démunis de pavillon et n'ont pas répondu
aux messages radio du navire francais, « n'ont pas pu être formellement indentifiés». Le doute subsiste, aussi, de source officielle, « sur le type de leurs engins de pêche ». Cependant, selon le commandant de la Gazelle, ces navires communiquaient entre entre ces navires communiquaient entre eux, en VHF, adans une longue d'origine asiatique». D'autre part, des chalutiers su d-cortens avaient déjà effectué, l'an dernier une compans en Méditer. dernier, une campagne en Méditer-

L'association Greenpeace-France M. Riddel, qui assume la présidence de la RIMO, avait récemment de activités des quatre

réens utilisant des filets dérivants en décembre 1991, que les grands «de 110 kilomètres de long». Selon filets traînants – baptisés «filets de la mort» par ceux qui sont opposés réduits de moitié dans le monde, ea juin 1992 et totalement interdits à la fin de l'année. La CEE, de son côté, n'autorise pour les pays membres, sauf dérogation, que des filets de 2,5 kilomètres de long (une réglementation qui, selon Greenpeace, ne serait pas respectée par les pêcheurs italiens). Une autre mesure communautaire actuellement testée en Espagne et en France prévoit que le bord supérieur des filets soit au

RELIGIONS Mgr Fruchaud nommé évêque

de Saint-Brieuc et Tréguier L'abbé Lucien Fruchaud a été nommé, vendredi 17 juillet, par le Pape Jean Paul II, évêque de Saint-Brieuc et Tréguier. Cet évêché était vacant depuis le décès, en 1991, de Mgr Kervennic.

[Né le 23 octobre 1934 au Louroux-Bottereau (Loire-Allantique), Mgr Fru-chaud p été ordonné prêtre le 30 juin 1962. Aumônier régional du mouvement rural de la jeunesse chrétienne dans le diocèse de Nantes de 1972 à 1975, il est aumônier diocèsain de Chrétiens dans le monde rural de 1975 à 1978, puis direc-teur du centre spirituel des Naudières à Revê. En 1983, l'abbé Fruchaud est nommé vicuire épiscopal pour l'ensemble des secteurs ruraux du diocèse de

Les criquets menacent à Madagascar 1 million d'hectares de culture

Alors que les moyens sont insuffisants

1 million d'hectares de cultures sont menacés par la prolifération en essaims de criquets migrateurs (Locusta migratoria capito) dans le sud-ouest et le sud de Madagascar. C'est ce qu'a constaté, au cours du mois de juin, une mission franco-malgache (1) suscitée par la USAID (Agency for International Davelopment) américaine et appuyée par l'agence technique de coopération allemande GTZ. Pour éviter la destruction des productions agricoles, une aide internationale est nécessaire pour lutter, dès septembre, contre ces redoutables insectes.

Comme tous les criquets, ceux de Madagascar ont deux modes de vie. En temps « normal », ils sont en phase solitaire, donc pas dangereux pour les cultures, Mais il arrive que la végétation devienne plus abondante à la suite de condi-tions favorables de température et de précipitations. Bien nourris, les criquets se reproduisent alors beaucoup et leur densité augmente. S'il arrive un épisode de sécheresse, ils se concentrent dans les petites zones où subsiste de la végétation

Au-delà de deux mille insectes adultes par hectare, ils passent en phase grégaire : ils changent de couleur (de verts ou bruns selon la couleur dominante du paysage, ils de restructuration depuis 1988; la deviennent jaunes et noirs), et de majorité de son personnel étant

comportement. Ils se déplacent, sans expérience (la précédente puisoit en bandes énormes de larves aptères qui marchent à pied, soit en essaims d'adultes ailés qui s'en-volent le matin, sont poussés par le vent et se posent le soir pour manger et passer la nuit. Bien entendu, les insectes adultes se reproduisent au cours de leurs déplacements, parsement ainsi des régions parfois très vastes de nouvelles bandes, reproduisent à leur tour.

Du personnel sans expérience

Lorsque les essaims sont constitués, la lutte est extrêmement difficile. Or, pour la mission francomalgache, il est sûr que le criquet migrateur malgache est en phase de grégarisation dans la zone sèche connue pour être grégarigene, au sud du fleuve Mangoky (qui se jette dans le canal du Mozambique). On estime dejà qu'une cinquantaine d'essaims - couvrant chacun 500 à 600 hectares et comptant probablement trois cent mille individus à l'hectare - se déplacent dans le sud du pays et commencent à se diriger vers le nord puisque certains d'entre eux ont même traversé le Mangoky. il faut donc s'attendre à ce qu'avant le mois d'octobre les larves se développent ici on là sur une aire de plus de I million d'hectares.

Maiheureusement, le service antiacridien malgache est en cours

lulation de criquets migrateurs malgaches remonte à 1981). Les moyens de lutte sont surtout manuels, les véhicules opérationnels sont dépourvus d'appareils de pulvérisation, les avions, d'usage coûteux, ne sont utilisés qu'en tout dernier ressort. Les stocks de pesticides sont très réduits.

Pourtant, la lutte doit être entreprise avant la saison des pluies (pendant l'été austral). Et on estime à 1 million les hectares à traiter (contre 600 000 hectares traités en 1981). Sans l'aide rapide de «donateurs» étrangers, il sera impossible d'acquérir le matériel nécessaire et de former d'urgence le personnel indispensable. Devant la gravité de la situation, la USAID et la FAO (l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) ont décidé d'envoyer très prochainement une mission complémentaire, chargée d'évaluer les movens nécessaires à la lutte antiacridienne. De son côté, le ministère français de la coopération et du développement est déjà en discussion avec les autorités malgaches pour définir l'aide que la France pourrait apporter.

(1) Dirigée par M. Jean-François Duranton (du PRIFAS-Acridologie opérationnelle-Ecoforce internationale, qui fait partie du centre de recherche CIRAD de

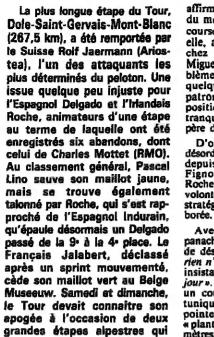
g : 1327

34.35

SPORTS

CYCLISME: le 79° Tour de France

Le baroud des ex-rois



SAINT-GERVAIS-MONT-BLANC

conduiront les coureurs de

Saint-Gervais à Sestrières, puis

à l'Alpe-d'Huez via les cols de

l'Iseran, du Mont-Cenis, du Gali-

bier et de la Croix-de-Fer.

de notre envoyé spécial

Dur. dur, quand on a été grand. d'accepter de ne plus l'être autant. Dur, dur, de pousser sur les pédales en remâchant ses souvenirs pédales en remâchant ses souvenirs à chaque tour de roue. Dur, dur, par une belle journée de juillet, entre Dole et Saint-Gervais, de voir, à côté de son vélo, danser son ombre sur le bitume en pensant que vous pourriez, peut-être, n'être plus que l'ombre de vous-même. signe du destin? A quelques kilomètres de l'arrivée, votre regard se lève un instant et vous découvrez le mont Blanc et ses neiges... éter-nelles. Sommet à jamais culminant, à jamais roi. De quoi vous donner des idées. Surtout quand l'avantveille, déjà, un ex-grand nommé aurent Fignon vous a montré l'exemple à suivre en s'en allant tout seul savourer ce goût de victoire, oublié depuis des mois. Et qu'importe si ce même Fignon, redescendu sur terre, reprend la route, ce vendredi, en bougonnant contre « cette très, très longue étape sans aucun intérêt ». Le panache. c'est comme la grippe : c'est contagieux. Surtout quand on a des dispositions.

Pointe d'amertume

Prenez l'Irlandais Stephen Roche et l'Espagnol Pedro Delgado. Au départ de la 12 étape, ils sont troisième et neuvième du classement général, respectivement à 2 min 48 et à 5 min 34 de Miguel Indurain, certes précédé par le Français Pas-cal Lino, mais déjà virtuel maillot jaune. Aux premières loges, donc, mais néanmoins délaissés des mais néanmons délaissés des caméras et des micros qui n'ont d'yeux que pour la gloire fraiche ou l'hégémonie du roi Miguel. Ce roi, Pedro Delgado, trente-deux ans, le connaît bien. « Qui t'a fait roi !», pourrait-il lui demander, sûr de la réponse. Car il fut un jour le premier, Pedro. Vainqueur du Tour en 1988, troisième en 1989 et second en 1987 derrrière.... Stephen Roche, qui, cette année-là, remportait également le Giro et le championnat du monde.

Pour Pedro Delgado, les choses le maître s'est effacé devant l'élève, un élève un peu timide qui, désor mais, impose le respect. Pour Stephen Roche, également trente-deux ans, le jeu est plus ouvert même si l'Irlandais figure dans une équipe dont le leader est l'Italien Claudio Chiappucci. Libre à lui, en effet, de faire monter les enchères. Situa-tion comparable à celle du Laurent

Les classements

DOUZIÈME ÉTAPE Dole-Saint-Gervais (267,5 kilomètres)

1. Jaermann (Sui), 7 h 10 min 56 s; 2. Delgado (Esp) à 3 s; 3. Roche (Irl) à 39 s; 4. Perini, (Ita) à 1 min 43 s; 5. Philipot (Fra), même temps.

Général: I. Lino (Fra), 55 h 46 min 51 s; 2. Indurain (Esp) à 1 min 27 s; 3. Roche (Irl) à 1 min 58 s; 4. Delgado (Esp) à 4 min nom de l'Etat, un receveur de ces 8 s: 5. LeMond (EU) à 4 min 27 s. mêmes ordres qu'il exécute au profit

affirme qu'entre lui et le champion du monde Gianni Bugno, c'est la course qui tranchera. La course, elle, ayant apparemment tranché chez les Banesto en faveur de Miguel Indurain, ces délicats problèmes de préséance se trouvent quelque peu estompés. Sera le patron celui qui se sera mis en tranquille qui gère sa course en père de famille.

D'où les accélérations un peu désordonnées auxquelles on assiste depuis la fessée de Luxembourg. Fignon mercredi. Delgado et Roche vendredi. Illustrations d'une volonté personnelle plus que d'une stratégie d'équipe savamment élaborée. Du chacun pour soi.

Avec beaucoup de cran et de panache, mais aussi quelque chose de désespéré. « Celui qui ne tente rien n'a rien», expliquait Roche en insistant : « Il faut tenter, chaque jour ». Dans la voix de celui qui, un court instant, fut paré de la tunique dorée, perçait pourtant la pointe d'amertume du champion « planté » à quelques centaines de mètres seulement de la ligne d'arrivée. Et le découragement du coureur lucide qui, revenu à 1 min 58 du maillot jaune, n'a, au terme d'une étape de 267 kilomètres, repris que 2 min 17 à Indurain alors que ce dernier lui en avait pris 4 min 10 à Luxembourg, en 65 kilomètres... « Si c'était à refaire, conclusit Roche, j'aimerais renaître dans la peau d'un spécia-liste du contre-la-montre; c'est quand même plus facile.»

Pas d'états d'âme en revanche pour Delgado, qui, même s'il s'est fait « voler » la victoire par un Suisse déterminé, se rapproche et du maillot jaune et de son leader, Indurain, renforçant ainsi les chances de son équipe au classe-ment général. Une position qui permet d'accentuer la pression sur Lino et, surtout, d'attendre de pied ferme les attaques des outsiders, au premier rang desquels, arrivée à Sestrières oblige, les Italiens Bugno, Chiappucci, voire Chioc-cioli, trop discret jusqu'à présent pour ne pas mijoter quelque chose. Un Delgad, prêt aussi, s'il advenait que e roi chancelle, à ramasser le sceptre qui fut un jour le sien.

Baroud d'honneur? Chant du cygne? Ou, plus viscéralement, esprit de revanche? Voilà deux grands champions avec lesquels le destin ne s'est pas toujours montré galant homme. Ainsi Stephen Roche avait-il, l'an dernier, quitté le Tour sans gloire après avoir raté, des le premier jour, le départ du contre-la-montre par équipes. Humiliant et blessant. Quant à Pedro Degaldo, outre sa victoire ambigue en 1988 (on l'avait soupconné de s'être dopé), il devait, lui aussi, l'année suivante, compromettre ses chances en se présentant en retard dans le prologue. Comment s'étonner si, à l'exemple de Miguel Indurain lundi à Luxembourg, ils rêvent, aujourd'hui, de remettre les pendules à l'heure.

PATRICK FRANCÈS

La fête des vieux gréements à Douarnenez

Pavel, galérien d'Odessa

C'est une armada de près de deux mille bateaux qui s'est déplacée de Brest à Douamenez où s'est poursuivie, jusqu'à samedi 18 juillet, la fête des vieux gréements organisée par le Chasse Marée. Un spectacle suivi tout au long de la côte par des dizaines de milliers de spectateurs qui ont vu défiler plusieurs slècles d'histoire maritime. Tandis que bisquines, chaloupes, goélettes, drakkars ou bricks, toutes voiles dehors, tentaient de capter un vent capricieux, una embarcation sa frayait un chemin mue par la seule force des bras de ses trente-six équipiers : la galère

DOUARNENEZ

de notre envoyée spéciale

Comment croire que Pavel Gon-charuk a trente ans? Quelles passions impérieuses ou quelles craintes tenaces ont rongé son âme pour qu'il en paraisse dix de plus et que ses yeux noisette, sous son front dégarni, ne puissent se départir d'une gravité

Assis sur un petit banc au cœur de cette calère antique dont il est capitaine, il reconte son histoire en regardant la mer. Cet homme est un rêveur, peut-être même un poète, mais c'est un laboureur obstiné, accrocheur, un lutteur-né, lancé dans l'aventure parce qu'« un rêve sans espoir n'est qu'une chimère absurde», qu'il faut se tester soi-même et « toujours se défier». Alors, pourquoi pes construire une galère?

L'histoire démarre à Odessa où il est né. M. Goncharuk père est mécanicien dans le marine marchande. Il fait le tour du monde, cela grise Pavel. Mr Goncharuk est professeur d'histoire et d'anglais... autant dire du sésame pour qui souhaite voyager. Pavel le comprend vite qui aime l'ambiance du port et rêve d'embarquer. Ne sa gave-t-il pas des récits d'aventuriers irlandais et norvégiens partis sur d'étranges embarcations? Il obtient un diplôme d'ingénieur mécanicien. «Dans la lignée familiale, c'est-àdire modestement : dayantage pour servir les gens qui neviguent que pour être la navigateur

Attaché à l'histoire de l'Ukreine. il se passionne pour la période de domination grecque, recherche avidament tout ce qui s'y rapporte, surpris et décu du manque de curiosité pour cette époque. Un symbole le fascine qu'il retrouve sur des vases, sur des fresques, dans les livres : la galère, utilisée au cinquième siècle avant Jésus-Christ sur les rives de la mer Noire, pour le commerce et pour la guerre et « actionnée par des hommes libres », non par des forçats. « Elle fait partie de l'histoire d'Odessa, du patrimoine de mon pays. J'ai donc voulu la faire

Il se bat comme un fou pour convaincre un bureau d'études de construire sa galère. Il invoque l'a Histoire », le a devoir de mémoire», «la notion de patrimoine » ... Il intéresse ses inter-locuteurs à ses propres recherches sur les plans d'une galère. Il séduit, attire l'attention et les aides de l'Institut d'ingénieurs de la flotte, puis la coopéretion de la Compagnie de navi-gation de la mer Noire. L'arsenal militaire, qui a l'expérience de la construction en bols, travaillera au noir mais sur les heures normales de travail « li y eut un bel élan». Le projet mobilise même histo-riens, ethnologues, sociologues, etc. Pavel n'est pas loin de se ntir dépossédé. Alors il va partir faire voguer la galère et devenir seul maître à bord.

Le tour de la mer Noire, son premier projet, tourne court à cause d'un retard de livraison. Il file simplement à Istanbul avec sopante hommes à bord. C'est là qu'il entendra parler du rendezconcevra une organisation minutieuse pour s'y rendre en trois grandes étapes étalées sur trois ans : le Pirée, l'île d'Elbe et Brest. Trois mois de galère par an (la galère est abandonnée à chaque étape), neuf mois de travail au pays. Le temps libre? «On peut prendre des congés sabbatiques. Mais dans un pays socialiste, on peut toujours se débrouiller pour étirer infiniment les vecances.»

Une soixantaine d'hommes le suivent, cheque année, heureux de quitter le pays, ravis de galérer. alls comprennent trop terd leur malheur, rit Pavel. Personne ne peut imaginer l'épreuve. » Un bon nombre rempile pourtent l'année suivente. «Le courege doit aller de soi. Mais ce que je recherche ce sont des personnalités sociables, communicantes... solxante per-sonnes dans une seule pièce, vous n'avez pas idée de la diffi-

La «folie» du cenal du Midi

On en revient lié pour la vie. «Parfois on se sépare ennemis.» Il y a les tempêtes dont Pavel ne veut même plus se souvenir tant elles lui ont fait peur au départ d'Odessa. Il y a les vents défavorables qui obligent à des efforts surhumains et les moments de calme plat où les bras doivent compenser l'inertie de la voile. Il y a les surprises inouïes comme ces baleines rencontrées en Méditerranés et dont les biologistes du la présence. Et puis « cette folie absolue» de canal du Midi qui a stupéfait l'équipage per sa sophistication - « Ou jamais vu : des tunnels, des ponts à eeu eu-dessus d'une route, soixante-cina écluses / » - mais qui a failli être fatal à l'embarcation. « Un cauchemar i En trois ans, Ivlia avait connu trois ou quatre chocs. En deux semsines, elle en a eu deux

La proue a dû être sciée pour passer sous les ponts. L'étrave

enfin le remorquage organisé depuis Bordeaux par le Chasse Marée pour permettre à la galère d'arriver à temps dans la rade de Brest. «Privée de quille, la galère ne fend pas les lames, elle cogné à plat contre chaque vague,

s'inonde. Le passage de la pointe du Raz fut un vrai désastre, a Pavel, lui, ne rame pas. «Je suis la capitaine. Je ne le fais que lorsque je le veux, c'est-à-dire rarement. > Ce n'est pas lui non plus qui donne le rythme nécessaire pour lancer chaque matin le mouvement, a C'est le rôle du pre-mier rameur. Moi je dirige les manœuvres et organise les rotations. Une heure de rame, deux heures de repos dans la journée. La nuit une heure et demie de rame et trois heures de repos.»

Discipline d'équipage

Quand elle longe la côte le soir, la galère s'abrite près d'un port. Il faut refaire les provisions (le lait dans des pots en aluminium, l'eau dans de petits tonneaux glissés sous chaque banc de galérien), et puis se reposer. On chante alors volontiers à bord de l'Ivila. Une guitare rudimentaire passe de cou-chette en couchette; les chants sont plutôt tristes. On joue beaucoup aux échecs, et l'on boit de la vodka. La politique? «Ah non!, se récrie Pavel, ce sujet est proscrit si l'on ne veut pas se battre. »

Difficile de croire à une telle discipline de l'équipage. Que s'est-il donc passé au moment du putsch raté de l'été 1991? «Nous étions en Grèce, raconte Pavel, et en signe de dérision mon second a revêtu l'uniforme militaire qu'il avait apporté pour le vendre aux touristes. C'est sûr, si les putschistes avaient gagné, aucun d'entre nous ne serait jamais rentré au pays ». Gorbatchev? Eltsine? Pavel n'en dira pas un mot. « Je parierais plus volontiers de de Gaulle ou de Pompidou» suggère-t-il en riant. Pourquoi pas? Quelques personnages français auraient-ils au sur lui quelque ascendant? Trois noms lui viennent d'emblée à l'esprit : Pierre Richard, Michel Platini ... et le duc de Richelieu. « C'est à lui qu'on doit la restauration

Après quelques réparations urgentes sur leur bateau, les galériens d'Ukraine repartiront vers Odessa, leissant Ivile à Douamenez jusqu'au printemps prochain. ront la Manche afin d'atteindre le Rhin et ensuite le Danube et ce sera Odessa « juste è gauche en sortant du fleuve». Et Pavel Goncharuk finira de mettre au point les deux embarcations qu'il aimerait voir symboliser deux autres pages de l'histoire de son pays : une galère à deux mâts du quinzième siècle pour marquer l'invasion italienne, et puis une frégate « dernière étape, dit-il, de la suprématie russe».

ANNICK COJEAN

DÉFENSE

Restructuration d'un secteur employant 30 000 personnes

La nouvelle organisation des arsenaux distingue le service de l'Etat et l'« outil » industriel

La direction des constructions navales (DCN), qui réalise 20 milliards de france de chiffre d'affaires annuei et emploie quelque 30 000 personnes en France, va devoir se réorganiser et apprendre à mieux séparer désormals ses responsabilités étatiques (elle dépend de la délégation générale pour l'armement) et ses fonctions industrielles (elle gère ce qu'on appelle, d'un terme aujourd'hui désuet, les arsenaux). Deux arrêtés au « Journal officiel » du vendredi 17 juillet fixent les modalités de cette restructuration d'un service de l'Etat.

Avec sa longue existence, ce sec teur, qui relève du ministère de la défense, était resté hybride sur le plan organisationnel puisqu'il est, tout à la fois, un donneur d'ordres au

de la marine nationale ou de clients à l'exportation, un fabricant d'arme-ments et une institution de recherche très en amont. Aujourd'hui dirigée par l'ingénieur général de l'armement Jacques Grossi, la DCN avait besoin de mieux distinguer les «casquettes» dont elle est coiffée de longue date, à l'instar de ce qui s'est passé en 1990 pour la direction des armements ter-restres (DAT), demeurée service de l'Etat, et le groupe industriel GIAT-Industries, rendu autonome pour gérer et concevoir des armements terl'anomalie et à la singularité d'un système mixte qui ne donnait plus vraiment satisfaction.

Désormais, le «patron» de la DCN disposera notamment de trois directeurs adjoints. Outre un adjoint chargé des questions administratives (ressources humaines, finances et marchés), deux autres auront des attributions bien distinctes. Le premier (qui sera en quelque sorte le

rera essentiellement le service industriel) est responsable du développe-ment et de la fabrication des matél'exportation et à ce titre, il gérera les établissements (comme les arsenaux de Cherbourg, Brest, Toulon, Lorient, Indret, Ruelle ou Saint-Tro-

Cette nouvelle organisation devrait permettre à la DCN d'acquérir une identité – M. Grossi parle d'une « âme » – qui lui fera mieux maîtriser la définition d'un produit et établir des relations plus contractuelles avec ses différents clients.

En particulier, l'outil industriel devrait être davantage orienté vers la diversification, rendue nécessaire par la diminution des dépenses militaires, et vers l'exportation, grace à une stratégie commerciale plus adaptée. Dans le premier cas, l'objectif fixé dès cette année est de pouvoir lancer des opérations de diversifica-tion à hauteur de 5 % du chiffre responsable étatique) s'occupe des programmes et de la coopération des «métiers» que les arsenaux internationale. Le second (qui assu- avaient abandonnés. Dans le second

gains obtenus à l'exportation, de façon à être plus actifs dans des domaines - c'est le cas des sous-ma-rins - où leur savoir-faire est l'objet d'une rude concurrence de l'étranger.

Outre ses responsabilité directoriales, le «patron» de la DCN garde, selon un autre arrêté du même Jounal officiel, la haute main sur tout ce qui touche au nucléaire, qu'il s'agisse du programme «Cœlacanthe» (les sous-marins lance-missiles stratégiques) ou du contrôle de la sécurité nucléaire et pyrotechnique (les explosifs) dans les centres spécialisés.

Comme du temps où la DAT et GIAT-Industries ont été séparés, il faut s'attendre à des réactions du personnel au sein de la DCN, dans la mesure où cette réorganisation présage, de son point de vue, un change-ment de ses statuts. Déjà, il semble que, compte tenu du volume des commandes, quelque I 200 emplois devraient disparaître dès l'an pro-

JACQUES ISNARD rapidement.

REPÈRES

ENVIRONNEMENT La vallée de la Clarée classée

« site naturel protégé »

La vallée alpine de la Clarée, au nord-est de Briançon (Hautes-Alpes). a été classée, vendredi 17 juillet, «site naturel protégé». Cette décision devrait mettre un terme à la menace de projets comme la construction d'une autoroute France-Italie, la percée d'un tunnel transalpin au bout de cette vallée ou l'exploitation d'une mine d'uranium qui ont été envisagés au cours des vingt dernières années. Une ancienne institutrice. Émilie Carles, d'un petit villege au bord de la Clarée, Val-des-Prés, s'était rendue célèbre en publiant, en 1978, Une soupe aux herbes sauvages, où elle décrivait se vie dans la vallée at sa lutte pour empêcher sa destruction (le Monde daté 19-20 mars 1978).

Un cosmonaute russe sur une navette américaine en 1993 Un cosmonaute russe voiera sur une navette américaine en octobre

1993. Cet échange devrait être suivi par un rendez-vous entre une navette américaine et la station spetiale Mir en 1994 ou 1995. Enfin. un astronaute américain sera entraîné spécialement à la Cité des étoiles, près de Moscou, en vue d'un séjour de trois à cinq mois en orbite sur Mir, où il pourrait être déposé par une navette faites, jeudi 16 juillet, à Moscou, par MiM. Daniel Goldin, administrateur de la NASA, et Youri Koptev, directeur de l'Agence spatiele russe (RKA). Les deux hommes ont précisé en outre qu'ils avaient signé un contrat d'un million de dollars pour l'étude détailiée de l'utilisation possible de technologie russe par le NASA. I = (UPL)

FAITS DIVERS L'incendie du ferry-boat «Quiberon» a fait un mort

L'incendie qui s'est déclare, vendredi 17 juillet, dans la salle des machines du *Quiberon*, appartenant à la compegnie Brittany Ferries et qui effectuait la liaison Plymouth-Roscoff avec 1 124 pessagers à bord, a pu être maîtrisé par l'équipage (nos der-nières éditions du 18 juillet). Meis il y a una victime. l'officier mécanicien. qui serait mort per asphode. Le ferry se trouvait au milieu de la Manche à 45 miles nautiques au moins des côtes bretonnes. Sitôt le signal de détresse capté et répercuté à tous les navires de passage par la station maritime du Conquet-Radio, les secours ont été organisés. Plusieurs navires marchands, tels que l'ille de la Réunion et le Donnington, se sont déroutés, tandis qu'apparaillaient de Brest un remorqueur de haute mer et d'autres bâtiments de la marine nationale. Le Quiberon a été tracté vers Roscoff où le convoi est arrivé dans la nuit du vendredi au samedi 18 juillet. (Corresp.)

MÉDECINE

Le Comité national d'éthique a rendu son avis sur le Centoxin

public, vendredi 17 juillet, le Comité national d'éthique a estirné que l'autorisation de mise sur le marché du Centoxin, un anticorps monoclonal utilisé dans le traitement des septicémies sévères à bacille Gram négatif (BGM), n'aurait pas dû être accordée en France sur la base d'un seul essai thérapeutique insuffisamment convaincant. Le Comité a ajouté que l'efficacité de ce produit, très innovant et très coûteux (21 500 francs le dose), de la firme hollandaise Centocor, était plausible, mais non prouvée. Le Comité avait été saisi le 3 février 1992 per M. Bruno Durieux, alors ministre de la santé, sur la question de savoir si un nouvel essai thérapeutique avec le Centoxin dont la commercialisation fut autorisée le 2 juillet 1991 sur une seule «présomption d'efficacité» - pouvait se dérouler, « compte tenu des aspects éthiques que soulève une nouvelle évaluation». A la demande de la Food and Drug Administration (FDA) américaine, qui n'a pas autorisé la vente du médicament aux Etats-Unis, Centocor a entrepris un nouvel essai comparatif, dont les conclusions pourraient être obtenues

Dans un communiqué rendu

L'honneur

ASSESSED A CONTRACTOR A TO THE REAL PROPERTY. THE REPORT OF THE PARTY OF THE Sugar de Seine e 1842 Torge my win o Market in TO THE FUT THE SAME - 1 THE REAL OF THE PARTY THE STREET STREET, STR THE PARTY OF THE PARTY OF white mention we the Commence and the Attention of

MAL THE THE PROPERTY.

STREET, STREET

· (1) 本心运动。 在原本社

・ エファンストタフロコア で 大きの

to the committee the factors · 中、一下では、1-100年十日では日本の THE PARTY OF THE PARTY OF Charles be authorized the Charles on the state of A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH ga plac was appropriate the green date an write in the the American property was

Bordeaux sans vélo

The second section 一般 计数据控制编码 THE PERSON WINDSHIP WITH PROPERTY

THE WAR TO SEE A PERSON SEED A the restrict medicate the time without العاقف الأرجامة خارا سأالجوامهري الدوسان The second of the second of the second of the second LANGE THE HERMAN

- Use the manifest STATE OF THE PARTY OF

小小 岳 南州南北北 多温度调果 was the experience of the en 人名英西南西西西南南 海南 医性病病性血病 二十二十二日本本本 大學 如明日本 保护 property of the graduate state with Contraction for management Commence of the terror over the Athleten للواوا فيكافيه والمنطق والمسوالي والمساور والمناور والمناور والماروا 1、1、1、1、10mm(10mm)(10mm AND THE SECTION OF THE PARTY AND A the state of the second second water with the first of the A The grant bring lawrence mittalbeit f

المنافعة وأبياهم المعاملة والمارا الراء والرياب

\$P\$\$ + 254 408 40 \$P\$\$P\$

AGENDA

and a company of the company of the company of The transfer to the contract of the contract of The second of the second second second second The first of the programme and the programme The second second second 三、沙山大多山 医骨部性 海口下降機 The second of a processing within to prove more than became a series

A STATE BEFORE PLANTED TO THE

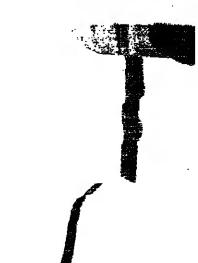
the transplantable respected to the second TO THE HER LAND LAND HE PROPERTY an an the territor of the second of · Terseng money mines. The

The same are they are the transfer of

PUBLICATIONS

1. 李中國的新 到底 題 in the service on the ser strate. - Language of the general death of the The last of the last of وَكُولَ عِلْمَ عَلَيْنِ دَاهِمَهُ * صَلِيمًا عَا . عِ The state of the state of

11年 小学工作 "新"唐春年 8年 THE PARTY OF THE P The same of the second of the The state of the s



HEURES LOCALES

L'honneur perdu de Veules-les-Roses

L'annonce officielle de la pollution de la plage du pays de Caux survient alors que la municipalité a engagé des travaux d'assainissement des eaux

VEULES-LES-ROSES

EN CE ONNEMBY

1 61 156

1.00

entra entra

and the same of

11 12.3

in the state

\$1940g

A make protection of

Land Artist

of the state of

के जिल्लाका क्रमण

Acres (Astronomy)

A Section of the second section of the

And a series of a

September 19

1.1

A 400

海山

 $[\underline{\lambda}^{n_1},\ldots,\underline{\lambda}^{n_m}]$

Service Service

de notre envoyée spéciale

UR la plage de galets, au creux des falaises d'albâtre, la nouvelle a produit l'effet d'un raz-de-marée. Veules-les-Roses, où alternent chaumières, demeures cossues et maisons blanches au style approximatif, est la quintessence des petites stations balnéaires du pays de Caux. Le village normand, où l'on compte sept cent cinquante habitants l'hiver et trois mille aire centre de la compte de mille cinq cents au plus fort de l'été, se remet du choc mais ses résidents ne décolèrent pas.

Le verdict est tombé publiquement le 9 juin. Comme six autres communes côtières françaises, Veules-les-Roses est classée dans la pire des catégories, celle des « eaux de mauvaise qualité (fréquemment polluées) ». sans que la baignade y soit interdite pour autant. Traité de « bonnet d'âne » par M= Ségolène Royal, ministre de l'environnement, qualifié de «point noir» par ses services et par ceux de la santé, l'affront est grave. Surtout il est injuste, estiment les Veulais, qui ne sont pas loin de crier au complot et dénoncent ce « coup bas » à quelques jours de la saison touristique.

La Venles, ce « fleuve » de 1 100 m de long qui traverse le village, est tenue pour coupa-ble. Quelques fermes en amont pourraient prendre part à sa pollution, mais ce sont sur-

responsabilité. L'agence de l'eau de Seine-Maritime a détecté, ici, au moins soixantequinze mauvais raccordements avec des rejets directs et des fissures dans les égouts. Ses conclusions sont fermes : les analyses bactériologiques ne respectent pas les normes européennes « impératives »,

and Sality of the Contract of

Cette mise à l'index est particulièrement mal vécue par une population qui vient de subir tranchées et travaux durant des mois. En 1992, en effet, la municipalité a consacré plus de 800 000 francs à la réhabilitation de son réseau d'assainissement des eaux. Et même l million de francs, en comptant les efforts consentis par les particuliers pour rac-corder leurs canalisations au tout-à-l'égout. Mais voilà, les prélèvements effectués par la direction départementale des affaires sani-taires et sociales datent, eux, de 1991.

impossible de corriger les statistiques

La municipalité a pourtant fait preuve de bonne volonté, en faisant pratiquer, cet hiver, une inspection complète des canalisations au moyen d'une caméra. Une opération qui a coûté 90 000 francs, avant même d'entreprendre la réhabilitation proprement dite. « L'agence de bassin du département de la Seine-Maritime ne pouvait pas l'ignorer, puisqu'elle nous soutient dans cette entreprise, avec l'aide du conseil général», se défend M. André Lemonnier, maire sans étiquette de la cité. En juin, il a fait multiplier les prélèvements. Résultat : des courbes qui oscillent entre moyen et bon. Mais rien à faire pour corriger les statistiques officielles, collectées des mois auparavant. Le village devra attendre l'année prochaine pour retrouver son honneur perdu. La logique administrative aurait donc fait une victime de plus.

Mais la mal n'est-il pas très ancien? L'édi-tion du 5 janvier 1910 du journal local le Valeriquais est la pour en témoigner. Cette « feuille hebdomadaire » consacre déjà une large place aux problèmes d'hygiène de la sta-tion balnéaire. M. Lemonnier, élu lors des dernières élections municipales, l'admet : les Veulais ont quelque peu tardé à réagir. En fait, les campagnes nationales sur la qualité des caux de baignade de 1989 et de 1990, déjà critiques à l'égard de la commune, ont permis à la municipalité de se saisir du pro-blème. Quant à l'enquête de cette année, particulièrement sévère, elle pourrait se traduire par un choc salutaire chez les derniers récal-

Il n'est pas toujours facile de convaincre les propriétaires de résidences secondaires de l'orgence des investissements individuels nécessaires. Or ils sont nombreux à Veulesles-Roses et font la richesse d'une station qui compte deux campings, mais pas d'hôtel. C'est même ce qui rassure les commerçants : ces habitués qui passent l'été ici, parfois

maison pour quelques bactéries? Une sombre histoire à laquelle d'ailleurs la population ne croit pas.

«La Manche entière est polluée. Alors pourquoi esi-ce nous qui sommes montres du doigt? C'est une mauvaise plaisanterie», protestent en chœur une restauratrice et ses clients pécheurs. D'apprendre que les plages du Havre ont reçu le Pavillon bleu, le trophée de la Fondation pour l'éducation à l'environnement en Europe, n'est pas fait pour adoucir leur amertume. A leurs yeux, le classement infamant ne peut résulter que d'une méchante rumeur. Comme celle qui prédisait le réchauffement de l'eau de mer, après l'installation de la centrale nucléaire de Paluel, toute proche. Et chacun de mesurer à sa façon l'incongruité de ces propos. Les poissons n'ont pas fui les parages, les baigneurs ne sont jamais sortis de l'eau couverts de

Et puis, en y réfléchissant bien, la contrepublicité faite par M= Ségolène Royal se révèlera-t-elle aussi négative que les commercants locaux l'avaient cru de prime abord? Devenue la vedette des journaux malgré elle. la plage de Veules-les-Roses suscite depuis un phénomène de curiosité plutôt encourageant pour sa courte saison.

MARTINE VALO

Bordeaux sans vélo

Une conseillère municipale chargée des pistes cyclables est exclue de la majorité chabaniste

N délicatesse avec la tion, elles seraient autorisées à majorité de M. Jacques Chaban-Delmas, dont elle est issue, M. Hélène Desplats (UDF, radical), conseillère municipale bordelaise, cheville ouvrière du projet « Vivre et circuler en ville »: a été déchi début juillet de cette délégation, qui a été confiée à un adjoint au maire, M. Hugues Martin (RPR). M= Desplats siège désormais en tant que conseillère « indépendante » dans la municipalité bordelaise.

Dans la foulée, elle a démissionné de son poste de secrétaire générale du Club des villes cycla-bles françaises, qu'elle avait contribué à créer en 1989. « Il y a, chaque année, à Bordeaux, deux cent treize morts et blessés graves dans des accidents de la circulation. Les cyclistes en sont les pre-mières victimes. Depuis 1983, j'avais pour mission de faire prendre en compte les déplacements cyclables. Je n'ai toujours pas les moyens nécessaires, affirme M= Desplats. Les villes cyclables de la communauté urbaine bordelaise disposent en 1992 d'un budget de 4 millions de francs. Pen-dant ce temps. on investit 150 millions de francs dans les parkings souterrains dont certains en banlieue se révèlent parfaitement inutiles.»

En début d'année, la conseillère municipale s'était alarmée de la réduction des subventions communautaires en faveur de la circulation cycliste à Bordeaux. Ses protestations «internes» sont restées lettre morte. Si bien que M= Desplats, adversaire affichée du « tout-automobile », a rendu publiques ses inquiétudes. Et elle a poussé l'imprudence jusqu'à citer trois conseillers RPR particulièrement imperméables à ses

Un projet révolutionnaire

Elle fut alors accusée de « trahir sa majorité». Ayant refusé de démissionner de ses fonctions de conseillère municipale malgré les demandes pressantes de l'exécutif, elle a été déchargée de ses dossiers. Elle gérait notamment les projets originaux de « Partage de la rue » dans le cadre de la mission « Vivre et circuler en ville » qui avait fait l'objet en 1991 d'un colloque international à Bordeaux (le Monde du 23 juillet 1989 et du 17 inin 1991) 17 juin 1991).

Ce projet, présenté en 1989 aux clus bordelais par Jacques Chaban-Delmas et qualifié par lui de « révolutionnaire », tendait à instaurer un système de voie publique à trois vitesses. Dans le centre et l'épaisseur des quartiers, les automobiles, partageant la chaus-sée avec les pictons et les cyclistes, ne pourraient avancer qu'au pas. Dans les rues dites de distribu- | Préfecture d'He-de-France, 29,

pousser jusqu'à 30 km/h. Enfin, des voies rouges, où la vitesse serait portée à 50 km/h, leur seraient réservées, ainsi qu'aux transports en commun.

Une très mauvalse nouvelle -

M™ Desplats a « tiré les conclusions » de son éviction et démissionné du secrétariat général du Club des villes cyclables de France auquel adhèrent une cipquantaine de communes. Elle avait contribué à créer cette association, qui a notamment fait entendre sa voix auprès de la mission de réflexion sur les infrastructures de communication et les moyens de transport confiée par le ministère de l'équipement au préfet Gilbert Carrère. Cette démission est « une très mauvaise nouvelle », estime M. Philippe Dufetelle, adjoint au maire de Toulouse, actuellement président du Club des villes cyclables françaises.

GINETTE DE MATHA | donc payer la location de ceux

Guerre des gymnases à Montpellier

Le maire de la capitale de l'Hérault veut facturer la location des équipements sportifs utilisés par les collèges et les lycées

pelliéraine. Ici, point d'opposition publicprivé, mais un affrontement entre, d'un côté, la municipalité de M. Georges Frêche (PS) et, de 'autre, le conseil général (PS) de l'Hérault, et le conseil régional (UDF) du Languedoc-Roussillon. Au centre du conflit : l'utilisation, par les collèges et les lycées, des équipements sportifs apparte-nant à la ville de Montpellier.

Avant 1986, les établissements du second degré, alors sous la coupe de l'Etat, utilisaient stades et gymnases à volonté. Mais, depuis que la décentralisation est effective en matière d'éducation, les édiles montpelliérains réclament un loyer au département et à la région, chargés, respectivement, des collèges et des lycées. Pour M. Georges Freche, « cha-cun doit désormais assumer la charge qui revient à son domaine de compétences ». Lorsqu'elles ne supportent pas la construction des équipements sportifs sco-laires, les collectivités devraient

'EST la guerre scolaire qu'elles utilisent. Le différend ne nous obligeait de payer, nous nous dans sa version mont-date pas d'hier.

nous obligeait de payer, nous nous retournerions vers l'Etat, en lui

Le 6 décembre 1989, le conseil municipal avait déjà pris une délibération fixant un tarif de location, qui ne fut jamais payé. La chambre régionale des comptes, saisie par le préfet, vient de donner raison au maire de Montpellier.

Guérilla juridique

Désormais sur de son bon droit, Georges Frêche leur fixe un ulti-matum : « Si les collèges et les lycées n'ont pas payé au 31 août, les associations de Montpellier seront, à la rentrée prochaine, prioritaires pour l'utilisation de ces établissements. v

« Il s'agit d'une demande de rançon avec prise d'otages, s'in-surge le président du conseil général, M. Gérard Saumade. Les otages, ce sont nos enfants, que le maire menace de priver de sport. En Haute-Garonne, la chambre regionale des comples a rendu un avis diamétralement opposé. Il importe donc qu'il y ait un arbi-trage national. Mais si un texte faisant valoir que toute charge nouvelle doit être compensée. » M. Jacques Blanc, président (UDF) du conseil régional, rappelle pour sa part que « tout se Languedoc-Roussillon. Seule Montpellier pose un problème.

Les collectivités concernées ne sont pas, pour l'instant, condamnées à payer. La chambre régionale des comptes va recevoir leurs doléances, ainsi que celles des établissements scolaires. Ensuite seulement, le préfet leur imposera, éventuellement, l'ins-cription de ces nouvelles lignes budgétaires. S'il répondait au souhait de M. Frêche, le tribunal administratif puis le Conseil d'Etat auraient le dernier mot, M. Jacques Blanc ayant fait savoir qu'il utiliserait tous les recours possibles.

L'enjeu de cette guérilla juridi-que est de taille : la ville réclame 2,4 millions de francs au conseil régional et 5,1 millions au dépar-

JACQUES MONIN

BLOC-NOTES

AGENDA

 Villes sans tranchée. – Le Comité français pour les travaux sans tranchée, que préside M. Michel Mannet, directeur général adjoint des services du Val-de-Mame, organise le congrès international de l'International Society for Trenchiess Technology, à Paris, du 12 au 14 octobre. Ce congrès, intitulé No-Dig 92, présentera l'état d'avancement des travaux sans tranchée, et notamment la technique des microtunneliers, ces robots qui creusent de petites canalisations souterraines. ➤ Renseignements au (16-1) 43-59-95-61 ou 40-74-05-50.

PUBLICATIONS

□ information sur la contraception en lle-de-France. - La délégation régionale aux droits des femmes et l'observatoire régional de santé d'Ile-de-France viennent de publier, avac l'aide de la préfecture, un guide rassemblant plus de 300 adresses de centres de planification familiale et d'établissements d'information et de conseil familial. Pour chaque lieu figure le numéro de téléphone avec les horaires de permanence, l'adresse et les services offerts.

rue Barbet-de-Jouy, 75700 Paris. Tél. : 47-53-34-20.

➤ Observatoire régional de santé d'Ile-de-France, 21-23, rue Miollis, 75015 Paris. Tél.: 40-61-80-36.

CONTACTS

□ Première communauté de communes. - M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a inauguré, jeudi 9 juillet, la première communauté de communes de France, Créée dans le Morbihan. elle réunit cina communes rurales du vel d'Oust (le Monde daté 24-25 mai). L'une d'elles, déjà engagée dans un syndicat à

vocations multiples exercant la compétence économique, avait obtenu que cette qualité devienne optionnelle. M. Sueur a indiqué qu'une seconde communauté de communes pourrait bientôt se

□ Prix de l'académie du Languedoc. - L'académie du Languedoc, qui groupe des personnalités originaires des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées vivant à Paris, a remis ses prix su mois de juin. Pour la première fois, deux de cas distinctions au rythme bi-annuel ont été attribuées à des publicistes. Ont été distingués, dans la catégorie audiovisuelle,

nombreux courts-métrages, et. dans la catégorie presse ácrite (prix Jean-Baylet), notre collaborateur Marc Ambroise-Rendu.

Troisième cycle universitaire. L'université de Haute-Bretagne à Rannes propose un DESS Aménagement et collectivités locales préparant aux métiers des administrations territoriales. Cette formation de treize mois est assurée par des enseignants-chercheurs, aidés de

professionnels et de responsables locaux. ► Renseignements : DESS Aména-

gement et collectivités, UFR Sciences, 6 avenue Gaston-Berger, 35043 Rennes Cedex, tél. (16)

Une nouvelle péréquation de la taxe professionnelle à l'étude

M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, a déposé au Parlement, mardi 7 juillet, un rapport « relatif aux voies de réforme possibles du Fonds national et des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle ». Il ne s'agit pas d'un projet de loi, mais seulement de propositions devant faire l'objet d'un large débat, sur les réformes éventuelles des méca-

्र प्रतिकारिकार्यः स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता । स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता इतिहास स्थापिकार्यः स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता स्थापिता

entre communes. Le gouvernement propose de limiter le saupoudrage auquel donne lieu la répartition actuelle du Fonds national de péréquation en durcissant les critères d'éligibilité. Il souhaite rendre éligibles les groupements de communes à fiscalité propre. Il veut aussi renforcer la péréquation entre grandes villes. Selon certaines simulations, Nice, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg et Lyon se

Marseille, Montpellier, Nantes, Saint-Etienne, Rennes ou Le Havre verraient leur attribution augmenter sensiblement.

En ce qui concerne les fonds départementaux, le gouvernement souhaite instaurer un compromis entre une certaine incitation à l'intercommunalité et une redistribution indistincte de la richesse générée par les établissements tels que les barrages, les centrales nucléaires ou les nismes qui permettent de réduire trouveraient exclues du bénéfice entreprises importantes situées les inégalités de richesse fiscale du Fonds national. Tandis que sur de petites communes.

REPÈRES

BOURGOGNE

Un parc d'activités

pour la ville d'Autun SITUÉE au cœur de la Bourgogne, la ville d'Autun (Saone-et-Loire) vient d'aménager un parc d'activités de quarante-trois hectares, destiné aux entreprises industrielles, artisa-nales, commerciales et de services,

treprises. Cet investissement s'élève à 22 millions de francs. La région et le département ont pris part au finan-cement, à hauteur, respectivement, de 30 et 10 %.

ILE-DE-FRANCE

Torcy signe une charte de partenariat informatique

LA municipalité de Torcy, commune de 20000 habitants située au cœur de la ville nouvelle de Marnela-Vallée (Seine-et-Marne), a signé le 17 juin une charte de partenariat avec IBM-France et avec la société de services et de conseils informati-ques INFO 3 D. La ville de Torey doit devenir à terme la vitrine offi-cielle de la société IBM en lle-de-France; en échange, elle va bénéfi-cier d'une aide particulière pour la réalisation du plan informatique

Un comité de pilotage, compre-nant des représentants des trois partenaires, devrait veiller à la bonne réalisation de trois objectifs : meil-leure efficacité du personnel, amélioration de la qualité du service rendu à la population et mise au point de nouveaux logiciels. La ville de Torcy va investir 3,3 millions de francs dans ce plan informatique les trois prochaines années, sur un budget d'investissements de 12 millions de francs.

MIDI-PYRÉNÉES Un nouvel appareil contre les incendies

LA direction départementale des services de secours et d'incendie des Hautes-Pyrénées vient de s'équiper d'un nouvel appareil, d'origine cana-dienne, pour lutter contre les incen-dies de forêt. Il s'agit du « Bambi Bucket », sorte de grand récipient, d'une capacité de 680 litres, adapta-ble sur un hélicoptère de type Lama.

Cet appareil est relié par des filins d'acier et commandé depuis la cabine de pilotage. Son utilisation permet une intervention rapide, avec de faibles contraintes. La prise d'eau peut être effectuée dans n'importe quel bassin, lac, mare, mais aussi piscine particulière.

Le prix du «seau» (30 000 F), le coût relativement peu élevé de l'heure d'hélicoptère (8 000 F en moyenne), sinsi que sa mobilité, font de ce moyen de lutte contre les feux de forêt à la fois l'un des plus efficaces et l'un des moins onéreux, selon les services du département.

POITOU-CHARENTES Un tandem pour le Marais poitevin

L ES délégués du parc régional du Marais poitevin, qui s'étend aux portes de Niort, à cheval sur les Deux-Sèvres et la Vendée, ont élu à leur tête un nouveau président : il s'agit de M. Dominique de la Marti-nière, inspecteur des finances et depuis peu élu RPR du Poitou-Charentes. Il fait équipe avec un élu charentais de Génération Ecologie, M. Francis Georgel, qui est chargé de réfléchir à une nouvelle charte du

Un tandem un peu détonant, mais seulement en apparence, car l'un et l'autre appartiennent à la majorité soutenant le président UDF-PR du conseil régional, M. Jean-Pierre Raffarin, Celui-ci a voulu donner plus de force à l'eurassement de ce région de force à l'engagement de sa région en présentant son rapporteur du budget, M. de la Martinière. Celui-ci va travailler avec un « missi dominici » du ministère de

l'environnement, M. André Manche, ingénieur du génie rural. Objectif : présenter avant la fin de l'année non seulement une nouvelle charte du parc, mais ses nouvelles limites (sans doute plus resserrées), de manière à obtenir le label qui lui a été retiré par le ministère de l'environnement if y a plus d'un an.

Cette page a été réalisée avec la collaboration de nos correspondents: Michel Leveque (Poitiers), Claudine Mettetal (Mâcon), Jean-Jac-ques Rollat (Lourdes).

L'Été festival/Avignon

Acanthes, pierres chantantes

Un lieu hors du temps, entièrement ouvert à la musique de notre siècle

VILLENEUVE-LÈS-AVIGNON

de notre envoyée spéciale

On voit encore dans l'une des cellules de la Chartreuse le billot sur lequel les moines pouvaient se casser leur petit bois entre deux oraisons. On reve aux sons qui planaient dans cette retraite quand elle était encore vouée à la méditation. Mais Villeneuve est désormais, chaque été, une académie de musique contempo-raine : le Centre Acanthes. Et voilà ce qu'il advient quand on y balade l'oreille : une polyphonie de cigales, de clarinette, de piano, de percussions et de piaillements d'hiron-

Quatorze des plus célèbres compositeurs de ce siècle ont été reçus ici en juillet depuis 1977, de Sto-

sion a été consacrée à la danse (Béjart, avec Pierre Henry en 1983). une autre au théâtre musical (1986); il fut composé sur place une fournée de mini-opéras (opération « Opéra autrement » entre octobre 1988 et juillet 1989). Tant de glorieux maîtres mobilisés près d'un mois, tant d'heures de pédagogie appliquée à la création contemporaine, et maintenant des ambitions euro-péennes (un échange hongrois, autour de Kurtag et Otvões, en projet), cela fait bien sur le papier, Mais qu'en est-il, vu de près?

« Passé un certain âge, les compositeurs n'ont plus forcément d'intérêt à enseigner, explique Cécile Gilli, responsable de la pédagogie au Centre Acanthes. On a donc fait venir des musicologues pour analyser leurs partitions, l'un d'eux a passé ses cours à lire l'ouvrage qu'il avait

publié. Reste dans tous les cas la fascination du contact direct : les sta-giaires entourant le musicien, assis sur l'herbe, et posant leurs ques-

> Musique sur petit écran

Changement de cap cette année: le Centre a invité quatre compositeurs de moins de quarante ans, les Français Tristan Murail et Philippe Manoury, l'Anglais George Benjamin, le Finlandais Magnus Lindberg: « Les stagiaires n'ont jamais semblé aussi contents. Les cours d'analuse et de composition jamais semblé aussi contents. Les cours d'analyse et de composition sont passionnants parce qu'ils sont assurés par les auteurs eux-mêmes. A cet àge-là, un créateur a encore envie de communiquer, de s'expliquer, de parlager son expérience el sa pen-sée.»

Tristan Murail, que l'on dit pour-tant de nature solitaire et secrète, s'embarque sans barguigner pour ses tion accélérée en informatique musicale, à partir du programme d'assistance à la composition «Patchworck» qu'il a initié à l'IR-CAM. Les étudiants, serrés autour du Macintosh, voient s'aligner sur petit écran des séries d'accords invraisemblables obtenus par exemple en intervenant arbitrairement sur les harmoniques naturelles du son. Mais la théorie n'est pas pour autant

coupée de ses applications : le soir,

Dominique My fait résonner dans l'acoustique idéalement réverbérante

de l'église de la Chartreuse cette

musique si physique et si cohérente pour l'oreille derrière ses apparences Tantôt élèves attentifs, tantôt

soixantaine cet été) en viennent insensiblement à l'«application des connaissances» grace au passage obligé des ateliers instrumentaux. C'est par une œuvre de Tristan Murail que débute comme par hasard le cours d'interprétation de Pierre-Laurent Aimard. Michel, un amateur de bon niveau qui vient ici chaque été, s'est attaqué à Estuaire, pièce aux résonances brouillées, redoutablement subtile et difficile, qu'il doit jouer deux jours plus tard au concert des stagiaires. Aimard explique qu'il faut, pour respecter le le son à soi, donner par l'harmonie l'illusion de timbres instrumen-

taux »... A cours de mot, il se met au piano et joue quelques mesures de Debussy : « Tu entends? On ne doit même plus reconnaître la sonorité d'un piano.» Message reçu cinq sur cinq: Michel trouve enfin le geste qui libère le son du piano.

Pierre-Laurent Aimard est le professeur de piano dont on rêve: capable d'expliquer à qui n'en a jamais joué le principe des variations chez Webern («un objet abstrait, que l'on regarderait de très loin sous tous les angles») comme de débleure un problème technique débloquer un problème technique chez une virtuose en herbe. Rattaché à l'IRCAM, d'une extrême exigence envers hui-même, cette «grosse tête» n'a pourtant jamais trouvé le temps d'enseigner. Sauf à Acanthes, en juil-let

Prochains concerts: le 18 juillet, Lindberg, Carter; le 21, Manoury; le 22, Lindberg, Manoury par les stagiaires du Centre; La Chartreuse, à 19 h 30. 7él.: 90-82-67-08.

Cros (1). Nous ne jouons, è part

de très rares commandes, que les

musiciens auxqueis nous

croyons : Pesson, Tanguy, Murail

évidemment, et Lenot dont je

viens d'enregistrer les Douze

études pour piano et dont je crée-

rai le Concerto l'an prochein à la

Un va-nu-pied du ciel

Octavio Paz tout simplement parmi nous

torrents à sec, et l'air se fut casse en mille morceaux si seulement on eut

Dix mots suffisent à Octavio Paz pour faire apparaître une vue de chez lui, un rien de son Mexique. Si nous n'y sommes pas allés, ces deux lignes si belles raniment une image d'un film de Luis Bunuel, Nazarin, c'était une rue d'un village, en effet, déserte dans le soleil mais une toute petite fille, quand même, marchait vers nous, tirant un drap blanc.

Chaque mois de juillet, le Festival «contemporain capital» s'il aurait la gentillesse de venir, - un poète de France comme du monde entier. Cette fois, Octavio Paz est venu. Il est l'un des plus aimés, sur toutes les terres où l'on peut lire, et puis sur toutes les terres où, sans savoir lire. l'on peut entendre. Il y a une chose un peu bête, c'est que lorsqu'un poète a «eu» le prix Nobel, on se croît obligé de le dire : Octavio Paz l'a eu en 1990, bon voilà c'est dit.

il a pas mai vécu en France. L'un de ses amis, Jean-Clarence Lambert, son premier traducteur ici, a préparé l'accueil de l'auteur de Liberté sur parole et de tant d'autres trésors, traductions pour la plupart parues chez Gallimard. Et donc Jean-Clarence Lambert, présentant l'Orphée de cet été, nous dit que d'accord avec lui il a privilégié cinq thèmes principaux : « La poésie et l'amour (il y a un nouvel art d'aimer chez Paz); le Mexique (depuis les pré-co-Pay; le mexique (pepus les pre-to-lombiens jusqu'au temps trouble d'aujourd'hui); l'Inde et la pensée non européenne: le Voir et le Dire (les privilèges de la vue): le monde

Pas moyen de recopier ici les mil-liers de vers d'Octavio Paz, citons-en un mini-fagot, des riens piqués au hasard, «gouttes d'eau de lumière», comme il dit. Une miette de deux vers, c'est Octavio Paz, ou sa femme peut-être, qui tire de l'eau d'un puits : «L'eau descend jus-qu'aux arbres/Le ciel monte jusqu'aux l'evres», mais il faut l'avoir tirée, l'eau du puits, avoir vu le ciel et les arbres, ensoleillés, danser dans l'eau sombre tout au fond du puits, et dans le miroir d'eau du seau qui remonte. Ce court poème s'appelle Concorde, ça laisse songeur, il y a cette attache de chanvre qui unit la source, tout au fond, à l'air libre,

Il y a aussi qu'Octavio Paz, souvent, laisse entendre qu'il faudrait plus d'eau, partout, que l'eau n'est

« Les rues du village étalent des pas seulement la vie, mais la respiration, le sang l'amour. Ecoutons le encore trois secondes, sa voix ne ressemble à aucune autre : « Ton ombre est un pays d'oiseaux que le soleil disperse d'un geste». Ou bien : «Les oiseaux, leurs alles soutiennent le jour ». Ou bien : «Dans la ramure, entre les trouées du ciel et l'entrelacs des verts, le soir se bat

avec des épèes transparentes».

Un chantre plus céleste, il n'y a que tu effaces », dit-il (à l'envers), et c'est vrai il est comme un va-nupieds à l'aventure qui cherche son sentier entre les mots, entre les lignes, – sensation d'ailleurs qu'en lui tenant la main la page bouge, avance, fait des tournants, et c'est comme si ce mouvement entraînait, un petit peu si l'on veut comme la chaîne d'un vélo, les paroles, les visions, les éclairs de conscience. Mais mon Dieu quel charabia, com-paré au sable si fin d'Octavio, Paz.

Par chance, les pages se sont envolées, hirondelles aussitôt dissoutes dans la lumière, des lèvres de femmes et d'hommes qui n'ont fait aucun dégât, au contraire, comme Evelyne Istria et Aurélien Recoing. Et c'était en un repli carrément féerique d'Avignon, comme si des arbres géants qui font bien plus jeunes que leur age et des pierres es debout s'étaient trouvé coin tranquille pour se raconter des histoires loin des autos et des motos.

Et puis Octavio Paz lui-même est doux, ce Jupiter de l'écriture. Le visage d'un dieu, en effet, sans pathos, on dirait l'absence éternelle d'un icone sur la pierre d'une idole aztèque. Il a commencé par dire d'autorité les noms des traducteurs des pages qui avaient été dites, Claude Esteban, Jean-Clarence Lambert, Yesé Amory, Jacques Rou-baud, Carmen Figueroa... Puis il a dit une chose de lui, et ce fut comme si tous nos cœurs se bri-saient sous «le très lèger coup d'aile d'une image », comme il a écrit une

Un détail : si vous lisez ou écouvous êtes tout de suite Mexicain. Tous les Mexicains du monde souhaitent longue vie à Octavio Paz, ce qui nous permet de le quitter en citant ces deux lignes de lui :

«La tête brisée du poète est une

La fontaine chante pour nous v. MICHEL COURNOT

CINÉMA

Sur place

CADENCE de Mortin Sheen

Après une méchante cuite, Bean (Charlie Sheen), soldat américain stationné en Allemagne se retrouve au trou. Il est le seul détenu blanc, au milieu d'une demi-douzaine de Noirs l'action se passe au milieu des années 60, on ne dit pas encore «afro-américain». L'idée centrale de Cadence est de filer une métaphore sur le rendez-vous manqué entre communautés vécu par les États-Unis entre la marche sur Washington et l'assassinat de Martin Luther King.

La caserne, avec ses rites et ses stéréotypes évite d'aller chercher trop loin des comparaisons chantournées. ici tout est simple : les hommes de bonne volonté sont faits pour s'en-

tendre, mais les institutions feront tout pour les en empêcher. Dans le rôle des institutions, on retrouvera Martin Sheen, réalisateur pataud, acteur décevant en sergent sadique, raciste et alcoolique.

La cadence du titre, c'est le pas de parade. Les détenus noirs qui marchent jusqu'au réfectoire en ont fait une chorégraphie funky sur l'air de Working On a Chain Gang («tri-mant sur la chaîne») grand classique de la soul pénitentiaire, signé Sam Cooke. Cette perversion, ce contretemps infligé au pas cadencé, c'est sans doute la meilleure idée de ce film écrasé à la fois par l'abondance de précédents (de *Private Benjamin* au Fou de guerre en passant par Full

Les grands écarts de Dominique My

« Mon rêve serait d'être direc trice artistique d'une grande maison d'Opéra. Diriger Puccini, Verdi, Debussy - Wagner n'est pas de mon monde, - ne pas excéder cinq productions par an; par ailleurs, garder un ensemble spécialisé dans la musique contemporaine, rattaché à cette grande maison, que je dirigerals également; enfin, ménager un peu de temps pour mes récitals de pieno, mais pas trop : le récital est toujours un peu narcissique.»

Le rêve de Dominique My, on y croirait plutôt après avoir vu cette jeune femme, brûkst d'énergie à la tribune, petit bonza concentré au piano, effectuer de la direction d'orchestre au clavier lors du même concert du Centre Acanthes, l'un de ses grands écarts favoris. Et rebondir magistralement sur ses pieds ! Après Territoires de l'oubli, elle a «failli chialer. On a les bras écartelés entre le grave et l'algu, on est sana cesse déséquilibré, presque

Une lutte avec un instrument métamorphosé, monstre tonnant, résonnant de toutes ses cordes réveillées, dont elle est, de l'aveu du compositeur Tristan Murail. sort le mieux». Avec la trentaine de musiciens de l'Orchestre philharmonique qui s'étaient portés volontaires pour les stages et concerts de Villeneuve-lès-Avignon (le clarinettiste solo, Robert Fontaine, fait partie des enseignants, l'autre partie de la formation, à géométrie variable, prépare le Festival de Montpellier), elle avait répété dans l'après-midi Murail ; la partie enregistrée sur hande de ce modèle de mixité entre instruments live et sonorités préenregistrées, était restée dans



la matinée bloquée dans un TGV. Une répétition générale avait donc précédé in extremis, à l'issue de quelques tractations syndicales, l'exécution publique. Tous firent à l'occasion une magistrale démonstration de professionne-

> « Servir au mieux»

«Il y a au Philharmonique au conneis bien. J'ai accompagné ieurs concours au Conservatoire. Il y e un clarinettiste que j'ai croisé ainsi quand il avait quinze Quand la symbiose se fait vraiment avec un orchestre, on le sent immédiatement, on a les polls qui se hérissent au même moment. Diriger quand on est une femme peut constituer un avantage : une fois qu'on est admise, les musiciens sont plus attentifs. Mais, bien sûr, il faut avoir passé l'épreuve avant.»

juste, qu'elle a quitté le Palais Gamier. Elle y était chef de chant. « Après, tout s'est fait en son temps. J'ai monté la Carmen de Peter Brook, j'ai fait travailler toutes les équipes de chanteurs, je jouais la partie de piano. Un jour, Marius Constant était un peu fatigué, je l'ai remplacé à la direction. Comme j'étais une femme, je n'osais pas trop imaginer que

Une carrière démarre au service de la musique contemporaine. Chez Barrat à Colmar, à la Péniche Opéra chez Mireille Larroche, à Rome pour la reprise du Racine de Bussotti. En 1986, l'Institut français de Brême songe à s'attacher une phalange spécialisée. Dominique My forme l'Ensemble Fa autour d'un noyau de fidèles qui ne se dispersent pas dans les ensembles équivalents. Le festival brêmois connaissait sans le savoir sa demière édition. Fa survit touépreuve avent.₃ jours, et mieux que ça. «Notre D'épreuves, Dominique My n'en premier disque vient d'avoir le

radio. Nous nous engageons à les servir au mieux, nous les suivons, mais voulons pouvoir leur demender parfois de revoir tel ou tel détail de leur partition. Si cet échange n'existe pas, nous renon-» Pour être franche, je n'ai pas une passion pour la musique contemporaine en soi. Mais j'ai besoin en tant qu'interprète de

parler à un être vivant, accessible, disponible. J'aima lui révéler à l'occasion qui il est : un grand lyrique ou un grand sensible caché sous une carapace d'intellectuel. Oui, j'adore faire craquer les compositeurs. » Composer ellemême? «Je serais incapable d'inventer un matériau. Et, quoi que ie fasse, mon rapport au créateur se teintarait de rivalité. Je tiens en revanche à garder me double activité de pianiste et de direction d'orchestre, pour mon hygiène mentale et intellectuelle. L'angoisse que procure la pretique quotidienne d'un instrument en solitaire, je veux pouvoir m'en souvenir lorsque je me retrouve à la tête d'autres interprètes. Afin de mesurer jusqu'où je peux aller,

See e.

(1) Tristan Murail : Allégories, Vues driennes, Territoires de l'oubli, Ensemble Fa, Dominique My (piano et direc-tion): l CD Accord « Una Corda » 200842.

en tant que chef. »

Le conflit des intermittents du spectacle

Une lettre de M^{me} Martine Aubry à M. Alain Crombecque

M≃ Martine Aubry, ministre du travail, a adressé le 16 juillet à M. Alain Crombecque, directeur du Festival d'Avignon, une lettre à propos du conflit des intermittents

« Les intermittents du spectacle, écrit-elle, doivent bénéficier de la solidarité interprofessionnelle» au sein du régime d'assurance-chômage, et « disposer de condi-tions d'indemnisation qui tiennent compte du caractère intermittent de leur activité et de la spécificité de leur métier dans le cadre de règles equitables et justes ». Elle promet que le gouvernement « sera attenti) au respect scrupuleux de ces prin-cipes d'équité et de spécificité». Elle ajoute que, « derrière les inquiétudes qui se manifestent aujour-d'hui (...), il y a de vrais pro-blèmes » (...) : le statut social, les conditions de travail ».

Pour le ministre du travail, il y a eu, dans cette affaire, « mauvaise information », voire désinformation dont le coupable serait la CGT, dont elle rappelle qu'elle n'a pas Metal Jacket) et la pureté naïve de signé les fameuses annexes 8 et 10 T. S. de la convention UNEDIC que le syndicat entend maintenant défen-

« contrairement » aux rumeurs qui courent, les mesures en négociation « n'auraient pas pour effet d'exclure de toute indemnisation 50 % ou 80 % des intermittents». « Aucune écrit-elle, ne modifie la durée d'affiliation pour ouvrir droit à indemni-sation (507 heures) ni la durée totale de cette indemnisation.»

> Corriger des défauts

Examinant le régime particulier d'indemnisation, M= Aubry se dit sensible « aux risques de détournement». Alors que, pour tous les autres salariés, « trois mois d'affiliation ouvrent droit à trois mois d'indemnisation», les annexes 8 et 10 offrent « une garantie importante aux intermittents du spectacle » qui ne pourraient pas, sinon, être pris en charge pendant leurs périodes de chômage. « Ce système, estime-t-elle, génère un certain nombre d'effets pervers. Chacun sait comment le système actuel vide progressivement certains établissements culturels de leurs emplois permanents au profit d'emplois d'intermit-tents plus précaires. Chacun sait que les règles actuelles avantagent ceux qui ne déclarent pas correcte-ment leur activité lorsqu'ils ont déjà atteint le seuil des 507 heures. Chacun sait qu'émargent aujourd'hui au régime des annexes 8 et 10 certains salariés qui ne sont ni des techniciens ni des artistes. Des officines payantes dont le seul but est de «tirer le maximum» des règles actuelles au détriment des ASSE-DIC se sont même créées. »

Pour M™ Aubry « la pérennité d'un système spécifique (...) suppose donc que soient corrigés certains s du système actuel ». « Trois modifications importantes » sont envisagées par les partenaires sociaux : l'adoption d'un seul et même coefficient de conversion des cachets en heures de travail pour le calcul de l'ouverture des droits; la prise en compte du salaire journalier de référence, et non plus du seul salaire annuel pour établir le délai de franchise, alors que la disposition en vigueur « favorise ceux qui déclarent de gros gains sur de courtes périodes de tra-

l'allocation à partir du quatrevingt-douzième jour, ou plus tard si la durée de cotisation a été plus longue. «J'ai confiance, conclut le ministre, dans la capacité des parte-naires sociaux à poursuivre (...), selon le calendrier qu'ils se sont eux-mêmes fixé, la recherche de solutions raisonnables. p

De son côté, le CNPF déclare qu'a il est faux d'indiquer que [sa] proposition consiste à exclure de l'indemnisation du chômage les intermittents du spectacle : aucun Expliquant que son intention est de «corriger les anomalies», l'organisation patronale assure que, dans son projet, le nouveau système garantirait « le maintien des durées d'indemnisation », qui seraient même portées de 335 jours à 365 pour les salariés « justifiant réguliè-rement tous les ans de 507 heures (trois mois) de travail ». Le montant de l'allocation deviendrait dégressif, mais le CNPF rappelle que cette mesure est proposée « pour l'ensemble des demandeurs

The state of the state of

The second second second second second second THE RESERVE AS ADDRESS OF THE PARTY OF THE RESERVE TO SERVE AND THE PERSON AND TO DOS FOR STATE STATE OF THE S THE PERSON NAMED IN POST OF

----The State of Charles The Control of waren be bebellen. THE PARTY OF THE PROPERTY AND ASSESSMENT ADMINISTRATION AND ASSESSMENT ASSESS

THE PROPERTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDR

COLORS TABLETON

4 1 1 1 1

· · . u'

· · Across

The second of the

PARTY TO THE THE HE ROSE IN THE BASE Country - F To Back

Balls To

The same of the sa the same of the same of the same

qu'ils découvrir. Et puis, comme it ne saurait être quesqu'à la musi-une exposition plastique organisée pendant durée du festival. Cette année, le sculpteur

Albert Hirsch installé la façade de l'abbaye, une grande fontaine d'acier dont la forme

répond architectu-le le le la région picarde.

Le public fait un triomphe # l'Or-

Le public fait un triomphe i l'Oraustro-hongrois, qui vient
d'interpréter in facon magistrale la
Cent deuxième symphonie
Haydn. Magistral, i i n'est
trop fort. Rare il nous a
il d'entendre ensemble
jouer – constitué, il ul vrai, t
il Philharmonies

Contingence instrumentale

contingence instrumentale

ne venait entraver l'envol del musi-

taques, M nuances, un il grand

charme, une la conviction... et une telle précision.

que des sons, musiciens a sortir d'eux-mêmes, dirige la plus belle acception du trus Avant l'entracte, le l'Ingi et unième de Mozart a des

nêmes attentions amoureuses. Malheureusement, La fut bien pale. Philippe Entremont

l'ancienne i française du piano. Tout en doigts, extérieur, brillant, brutal, picorant au ras du clavier, son pourrait séduire s'il

tiède, à moins a miroir. Man les ban-

lieues par exemple. Le festival de

La Reside n'a plus vocation in

découvreur. Son évolution rapide

vers une grosse machinerie touris-tico-musicale, son budget (14,7 mil-

re franci), ponsent la Fran-vers la gigantisme – si Dans la disconsideration

and or being sure at our orga-

glownen à en middinir le finelini et

la stratégie. Car la musia populaire

navigue au gré la la Malgré la d'affiche, la l'assistant d'affiche, la l'assistant d'affiche, la l'assistant d'affiche, la l'assistant de l'assistant de l'assistant de la l'assistant de la l'assistant de la l'assistant de l'a

ont d'affiche,
ont moins fréquentées en l'agu'en 1991, (environ
1000 payantes 6
000). baisse peut s'expliquer
par jours pluie, par l'abde l'am Bruel,
l'édition 1991. De plus, la capacité

Un patrimoine éphémère

La Rochelle, 🔚 malgré tout 📖

rumeurs, in bruit, le rock, inn

punks...) ill mu Francofolies,

bien relavées par la radio

nationale, I bien songé I inviter

um bord it mer ha

5 000 m² planifiés par Le hali de

in chanson. • Hat I have

inadéquate 🛽 la 📭 💶 à 🕼

V==10 d'une = 5 70 000

habitants », plus soucieuse

aujourd'hui **=** la montée du

chômage que du bien-être cultu-

Sur le modèle

de la Cinémathèque

Dernier candidat

date, Mame-la-Vallée, proche 🏬

Paris, et où mossibilités d'im-

plantation d'activités annexes

(un grand de la chanson.

exemple) Né

Bourges dans la man de

l'inauguration de l'Espace Prin-

temps (médiathèque, was d'ex-

position inaugurés l'an passé),

un deuxième projet, plus décen-

tralisé, ambitionne de calquer

sur 🖺 🗰 de la Cinémathè-

que française. implantation l'éloigne il la clientèle

partenaires

anjourd'hui, 🚈 s'y verrait surtout 💮 🚾 🕍 reserve de sécurité, souci

M. Michel Crépeau, maire de étrangère qu'un Centre national

Toute l'année, ses organisateurs clavier, son pourrait séduire s'il la fougue, le de de ceux d'une Monique de la litte de la l

Le champ de la chanson française

Triomphe des anciens et rencontres improvisées, les Francofolies 92 furent sages et conviviales

La miroir. Si l'espace de pleta air ont été l'espace de pleta air ont été

L'abbaye modèle

Loin des grandes messes festivalières

une manifestation qui tient la dragée haute aux stars du genre

tralisation degrés la gamme. Cela doit savoir au ministère de la culture,

qui de ramener aide

francs l'an dernier)
30 000 francs, annonçant
qu'il ne faudrait lui
pour 1993, au motif alletet
n'est
vals». Les Versaillais beaucoup
plus de chance: l'Etat vient de leur
offrir un festival musique baroqu'il 4 millions de francs.
lei, li conseil général millions de francs un budget de 3,5
millions de francs dont 1 million
pour lui seule Giraudy,

pour la seule Giraudy, qui offre l Di de panneaux

d'affichages. Il devient que certains sujets le la République plus égaux que l'asserte.

Préparer

Niconté

L'abbaye de Saint-Riquier 📺

pleine : c'est ainsi pour chaque concert, ou presque, qu'or-ganise le festival : l'an huit

male tillers and the venter - pour dix comment. Le recent l'éet farille à 750 000 francs, c'est filet si le

prix de places est raisonnable.

Ma de festival organise aussi de concerts gratuits dans quelques demeures chargées d'histoire pour de la jeunes artistes bonnètement payés, des confèrences, des projections de la dans les quelques ruraux qui

New Revue, programmée après le feu d'artifice) et les (les fans d'hier) ont ainsi révisé leur

repertoire Aznavour, qui mini le

parking Saint-Jean-d'Acre are are apperit parking saint-Jean-d'Acre are are are a saint-Jean-d'Acre are are are are a saint-Jean-d'Acre are are are a saint-Jean-d'Acre are are a saint-Jean-d'Acre are are a saint-Jean-d'Acre are are a saint-Jean-d'Acre are a saint-Jean-d

dans la voix, tout dans les gestes,

le sa Birkin, qui, arrivée au trande de la française, annonçait qu'elle arrêterait ici la scène, faute

pour autant disparaître? De fil en aiguille, la question de la conserva-tion de la mémoire sociale via la

La shaum 🗃 na miroir. Si 🗈

l'illa d'une structure annua-

mare 🏜 la chanson française

apparue il y a quelques

années, après que 🕍 ministère

in la culture eut affiché son

intention de plus legar la

chanson. Aujourd'hui, des pro-

jets existent, qui voudraient regrouper d'histoire.

Serge Hureau, Butter in

I hall de la chan-

son, dont Jean-Louis Foulguier

le président (le second en

après Eddy Mitchell), in a

depuis un peu plus 🍱 deux ans

une mission Uttreem qui aurait

déboucher sur un Centre

national du patrimoine III la

an budget imme

approchant les 2,5 millions

francs (essentiellement financé

par imministère de la culture in

les months civiles, SACEM.

Fram de soutien...), l'équipe

d'imaginer un moyen 🔳

la chanson

🚵 quinzième 🚔 🖢 nos jours.

Elle cherche surtout murs

assez and pour abriter il-

ambitions qui nécessitent des lourds immé-

posée.

tout is la maria.

CULTURE

L'Été festival

SAINT-RIQUIER (SOMME)

in IIII envoyé spécial

Près di mille ont pri place dans l'abbaye in Saint-Ri-

quier, un village, près d'Abbeville, l un jet de man la la baie

un jet de paysages d'eau d'herbes, pour écouter l'Orchestre re chambre austro-hongrois et Adam Fischer, son titulaire, jouer de symphonies de Haydn un Mozart. Un public silencieux, attentif, de de l'alle de conditions s'est déribaté ce jend soir de juilles

déplacé ce jeudi soir 🗷 juillet.

déplacé ce jeudi soir la juillet.

L'aventure huit ans maintenant, Elle l'œuvre d'une équipe le bénévoles qui partagent la pouvoirs dans la sérénité, quatre fortes personnalités que le pianiste Mikhall Rudy parrain du festival puis son directure artistique près qu'il parrain du festival puis son directure artistique près qu'il prima de le piane pour un grand vin, pour un festival qui, cet âge-là, a fait ses maladies l'autre médis-

fait ses maladies de l'étas! malaré la notoriété médiatique en Rudy, il es sui assez, plus au sud, que Saint-Riquier propose l'une en plus belles affiches de l'été. Il peu que le grandes formations régionales resonne pour ne pas répondre à l'invitation pour ne pas répondre à l'invitation partons de ce festival, qui estima par tirer un trait sur leur désir légitime de les faire entendre à leur public. A l'exception, bien sûr, de l'exception, bien sûr, de l'exception de Lille et de l'exception de Lille et de l'exception de l'exception de l'exception de Lille et de l'exception de l'exception de Lille et de l'exception de l'exception de Lille et de l'exception de l'exceptio

LA ROCHELLE

de notre envoyée spéciale

En six jours et environ 50 000 spectateurs, les buitièmes Francofolies entendaient er la carte du jardin la la fran-çaise. D'infimes découvertes en ren-

case. D'mimes decouveries en ren-contres amicales soigneusement greffées par le jardinier en chef, Jean-Louis Foulquier, la prome-nade, les d'insuffier le frisson de vierges, a su marquer les des sages du parterre francophode. Le conseil général de

Charente-Maritime, premier département producteur de l'autre soi, en avait offert un plein champ

pour le concert de clôture de Jac-ques Higelin, réunissant d'un coup l'agriculture et la chanson, mamelles de la région.

Car l'image de la France dans le

monde par chanson.
Un destampillé Damia,
Piaf, mou Montand, mais,
aussi Charles Jane
Birkin, qui incarnent un deux, jusqu'aux antipodes, une chanded la Rochelle,
Jane, l'Anglaise libre, auraient pu y
Masaburo Fukuda. Pour
avoir un jour entendu Foule
chantée par Edith Piaf la la
nippone, ce Japonais du Japon a
quitté Kyoto pour Paris. Il y
entrepris un voyage cœur

entrepris un voyage un cœur in répertoire français, qui passe

aujourd'hui par in spectacle pré-senté la passé au Sentier in Halles Paris in repris à La

Um vocation

disparue

Le monde financiale de

Fukuda drôle de constella-lie réduite à l'essentiel, composée

d'un équipement électronique com-

mandé par un musicien (Yugie Sagae), d'une voix rigoureuse, d'une mise en scène précise, le par l'esprit de Boris Vian ou il Serge Gainsbourg, le tout exécuté avec la souplesse d'un guerrier guertiant sa

proie. Wasaburo Fukuda démantèle le Déserteur, déposillant les mun de leur mélodic sans en casser la force,

étrenne une toute nouvelle Berceuse

pour les charognards (texte de Fabrice Aghassian) en l'allement

avec perversité une longue poupée

japonaise. On dit des Japonais

qu'ils copient. Celui-là tente di

dit 🖦 ե Français qu'ils

comprendre de l'intérieur.

Fable surréaliste

rage d' em sortir ». La men, baigné de poésie, m rêve,

d'ironie et a rap, tranche avec le rape de bien

tentatives du « théâtre

La Le spectacle MI un

Champ liberté »,
Mohamed, dix-neuf lycéen
qui a quand

voir III To Cyrano ». Unit

tentatives
urépertoire
que Hugo Herrera
privilégler la D

naît d'improvisations scéniques où le comédiens en

herbe commencent par exprimer

' LU jeunes war bagage

Impétueux besoin 📰 🖍 🚚 🗷

la pratique in textes in man

la pratique en textes ques en après participé en entreprise d'écriture origineles, explique le metteur en responsable de troupe, qui revendique son cosmopolitisme comme une Pour lui, pour la plupart d'origine étrangère, s'intégreront sans peine à la culture française s'ils ont conscience de pouvoir contribuer pleinement à un enrichissement ». Après

um enrichissement». Après

Avignon, La Jeunes de l'alle lancerorit de un Ubu roi.

montrer que le béton les banileues per exhaier auesi

un parfum d'extravagance cor-

Jusqu'eu 24 juillet, au Théétre de la Danse Colorine 1, bis, rue Sainte Tél. : an Bulli

medo, de Lope de Veça, sera don-

Agrément du passé. - 10. Sujet

épineux. Fara and it parachiné en même parachiné en même parachiné

avant d'atteindre son but.

de mort. Bien gardé. Dans les murs.

- 12. The Harman trinquent. Sym-

Quatre, Is bouquet. -

14. Donnée sans générosité. Le symbole in gratuité. Chef d'ate-lier. – 15. D'un auxiliaire. Clo-

Solution du problème nº 5825

Horizontalement

Belle-mère. - II. Héus. Rut.

III. Jeunesse. - IV. III i Ue.

V. Ute. Link - VI. Tell. Eus. -VII. lules. Is. - VIII. Erésipèle. -

IX. Sésame. – X. Es. Néri. –

Verticalement

1. Bijoutières. - 2. Electeur. Sa. -

cime de leurs bols est souvent sous
7. Erseau. Emit. - 8. Rue. Asile. - ne savent pas chanter. Mais qu'on la neige. Elle a souvent le bourdon.
9. Er. Oc I Se. OK I
9. Participe. Partie illi ballon.
GUY BROUTY

Jelle de prés.

XI.

atteindre wwn but. Michien pas une 3. Leu. Elies, - 4. Lune. Lèsent. -

grande cuisine I ma hôtes. - 8. La 5. ESE, Sises. - 6. Suse. Par. -

représentation

du Chevalier d'Olmedo et du Livre née dans la Linn il timmen dans des faites. - A la suite de l'annula- la nuit du 💵 au 💵 juillet 🛦 ines de manue les représentations I heure 🛍 matin, à la suite de la

and a intermittents », and in beures. Le Lime des fieltes, in productions du maint «in» ont J.-M. G. Le Clézio, sera donné le

pu organiser de de de rem-placement. De du de de de Pénitents-blancs.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5826

HORIZONTALEMENT

I. Effeta de compleisance. Gros trou dans une nappe. – II. Risque la munt en refusant d'accepter un régime. La contact d'Aphrodite le couvrit de la boutons ». – III.

Coquille. Organe de Coquil

PHILIPPE BERNARD

ce qu'ils vivent.

LE BON AIR

DES POUBELLES

au Théâtre de la Danse-Golovine

théêtre, attendre Cet Berkey, dix-sept ans,

ne De Carlo Orly (Val-de-Marne), dans la Carlo Avia-La Originaire. Avec

la banieue a sa galère sur les planches du Festival coff à d'Avignon. Dirigés par le metteur en scène argentin Hugo

populaire, seulement de l'animation socioculturelle, sion canti-été chaud.

Depuis quatre ans, une tren-taine de jeunes Orlysiens se

embarqués un l'aventure axigeante d'une véritable troupe, un la soutien de l'municipalité. Un la soutien de l'acceptance des MJC d'une s'acceptant de l'acceptant de l'accepta

quatre spectacles jalonnent le parcours de jeune troupe. Cette ennée, il ont

comme d'inspiration em benlieue d'inspiration em benlieue d'inspiration em l'inspiration em benlieue d'inspiration en benlieue d'inspiration en l'inspiration en le l'inspiration en l'inspiration en l'inspiration en l'inspiration en l'inspiration en le l'inspiration en l'inspira

gnon, une parabole sur l'en-

fermement, is la prison comme celui is cités. Une

fable aurrégliste où la liberté se conquiert au limi des pou-

Le green en man le leunes habitants de ces de le avec min made et leur

première vanue.

d'adresse ! Suivit. -

III changé i € cou-leur ». Fasta – XII. Bas, pour des

Strasbourg. En toil invite déguerpir. – XIII.

cède la première. Où l'on peut trou-

ver des barons. - XIV. Terme musi-

cal. Fait comme un rat. A peu de « frais ». – XV. Ont plus im pieux

VERTICALEMENT

1. Ille canards boiteux.

Fait courir ragots. - 2. The pies of fait of cours. Est sor-

d'un la qui vina d'être

- 3. capable de manger briques. Symbole d'une unité

de puissance. - 4. Article.

Charme i vue. - 5. Quartier de

Grenade. Frappe dim personnes

à l'ombre. - 6. Est

consultée. Est pris éventuelle-

ment avec une perche. Pronom. -

7. Suit des mai souterraines pour

que its. et tapirs.

ou d'une Jeanne-Marie Darré,

autrefois. Mans trop de petites

Trop de désinvolture expressive fait frémir. Tant de suffisance, au moute,

Vendredi 17 juillet, le trio and le Dmitry Sitkovetsky, Gérard Caussé Alexander Rudin jouait

Caussé Alexander Rudin jouait transcription pour violon, alto violoncelle qu'il premier des l'Arciations Goldberg Bach. Trois heures l'Orchestre national Belgique n'entre pour interpréter Jeanne bûcher, d'Arthur Honegger, Brigitte Fossey le rôle Jeanne Daniel Mesguich celui de Frère Dominique, la direction Ronald Zollman. Le public

► Prochains : 1 21,

Prochains : 21,
récital Schubert, Schumann,
Brah , per Your Bashmet
(alto) | Mikhall Rudy (plano) | le
22, | Camaval des | de
Saint-Saéns, par le formation | chambre | l'Orchestre philharmonique | Radio-France; le
23, réci | Brahms, Liszt, Janacek, Moussorgski, per Mikhall
Rudy (plano); le 24, Chants de
de Rome, per l'Ensemble
Organum de Marcel Pérès;
concert Ramesu, | Concert
spirituel | Niquet; le 25,
le Cuatuor | Niquet; le 25,
le Cuatuor | Niquet; le 25,
le Cuatuor de le musique du siècle
d'or espagnol, per Jordi Savall
et l'Ensemble | 170 F. :
22-82-82-82.

quasi obsessionnel en ce

La Rochelle

im d'échanges musicaux; une habi-

mile bien étrangère à la mile fran-

caise. Russiani pana cette fini Paul

l'- épaulant Stéphane Eicher,

Bernard Lavilliers dam un succu-

lent tête-à-tête avec Mana Dibango,

lui-même hôte 🖦 quelques jeunes

intrépides (MC Solaar, Daddy Yod,

Little). Il y ma mad Cesaria

Evora, coup de cœur relie

phonique de Jean-Louis Foulquier, magicien quand il la veut, lame à

se fondre dans les tangos in groupe argentin Tangofon, la maracap-verdienne, and I late I in

Coursive que fina un mbirel de

Mindelo, mit tout in manin d'acen un quart d'heure m trois

VÉRONIQUE MORTAIGNE

ballades à fille W

woudrait capturer.

Le devrait lui tranché par

En guise d'avant-goût 📠 l'en-

treprise culturelle III Hall III Is

chanson, Serge Hureau a conçu

Béranger Wall chanté, une

conférence-spectacle assez déli-

autour in la in in

de l'avvii du l'avvii chanson-

nier Pierre-Jean III Béranger

(1780-1857). Serge Hureau, qui

est mili chanteur, a travaillé

Hélène Hazéra, critique

musicale, III Mill Anthony,

Béranger était au Printemps

Bourges, il Mi aujourd'hui II

La Rochelle, sera au festival

Pur Quartier What L'ombre du

chansonnier planera sur

remous actuels, à commencer

par m pétitions qui circulent

pour sauver l'Olympia, menacé

par un projet immobilier 🛍 la

Société générale, propriétaire

murs du music-hall du bou-

levard des Capucines 🏲 Monde

ioueur 🗎 🗰 🖢 roue.

le en janvier 1993.

Chaque chapitre de ces

.

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). Courteline... Guitryl : h. Le Journal intime Mara : 20 h 30. L'amour est aveugle : 22 h.
ANTOINE · SIMONE-BERRIAU
(42-08-77-71). II Fille II a banquette arrière : 20 h 45, dim. 15 h 30. ARTISTIC - ATHÉVAINS (48-06-36- 1. Eloge at 1 folia : 18 h

BERRY-ZÈBRE (43-57-51-55). La 20 h 30, dim. 17 h. Eh 201 : 20 h 30, dim. 15 h. Dim. Les Champètres de joie : 20h30. BOBINO (43-27-75-75). Télé-folies :

21 h, dm. W h. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Sans mentir : 18 h et 21 h, dim. ■ h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Thá

à la menthe ou t'es citron : h. La Gra-phique de Boscop : 22 h.Oim. d'expression artistique : 20h. CASINO DE PARIS (49-95-99sevice: | h 3018 h, CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le dim. 17 h 30, COLLÈGE NÉERLANDAIS

178-50-00). Marcheur : 10 h dam. 16 h. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). 21 h. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : III h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). : II h = II h, COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15).

Le Malade imaginaire : III h 30, dlm. 14 h.Dim. Bal masqué : 20130. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE (47-00-19-31). L Livre d'heures : 18 h L. Roi L. : 18 ll 16, dim. 17 h.Dim. L. Lunda : (48-Q4-91-55). La

Figaro : 11 h, dim. 17 h 11. madame : 20 h, dlm, h, GRAND EDGAR (43-20-90-09). La la chasse... : 20 h 15. Eric Thomas : 22 h. HEBERTOT (43-87-23-23). La VIIIII

aur mernan : 21 h.
HOTEL DES MONNAIES
(46-33-39-55). Take Christophe
Colomb : 20 h 30, dlm. III h.
HOTEL DE SULLY (44-81-21-50). Coup de chance : E1 h 15. HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-

trice : 19 h 30. La Leçon : RANT (42-23-88-83). Hortense a M M

m'en fous : 21 h.

FORUM (45-44-57-34).

I noir. Le Pett Prince : 18 ii 45.

monsieur : 20 h. Le Rire
de Tchákhov : 21 ii 30. Tháire rouge.

I h 15. Feu ii h 15. Feu ii Milence, on bougel : 21 h 30. MARIE TUMAT (45-08-17-80). In MATHURINS (42-85-90-00). Les Palmes M. Schutz : 20 h 30,

21 h. MICHODIÈRE (47-42-95-22). La Puca II

l'oreille : 17 h et 20 h 30, dim. 16 h. P O C H E - M O N T P A R N A S S E

PEARE (43-71-14-25), 28 degres I l'ombre : 15 h. Mangeront-lis? : 19 h 30, dim. 17 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44), de style : 20 h 30, dim. 17 h. Le Trolstème Ugne : 22 h, dim. 20 h 30.

[42-08-18-50], Le Java des mémoires : 17 h et 21 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). La Femme déposée : 19 h. La mort viendre et elle aura tes yeux : 1 h. SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Libien 1 :

THEATRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Series garde à tol : 20 il Mi Christian Briand des Tout show-beise : 22 h. THEATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-

BRU (42-23-15-85). Gérard David : 20 h 30. LI Démagogue : 22 h 30. THEATRE DE NESLE (46-34-61-04). Le Bel Indifférent : 19 h. Douce THEATRE DU TAMESUR NOTAL (48-06-72-34). Un jeune homme pressé ; On purge bébé : 21 h, dim. 16 h.

TOURTOUR (48-87-82-48). L'Hamme le part du pant : In. Feu la mère de la : 20 h 30, dim. 15 h. Délire II deux : III h 16.

RÉGION PARISIENNE NEUILLY-SUR-SEINE (THÉATRE)

CINÉMA

LI CINÉMATHÈQUE 47-04-24-24)

SAMED

du la policier français Gossette (1923), Dulas, 16 h 30 ; Malgret un piège (1957), Jean Delannoy, 18 h 30 ; Police Python (1976), Comeau, 21 h. DIMANCHE

Une du film policier français : {1923}, de Dulas, 16 h 30 : {1983}, d'andré Genoves, 1 30 : {1970}, de

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

GARANCE

polonais : Train 🔤 🖼

DIMANCHE III Cinéma polonais : la Lecon de langue (1979, s.t.f.), Januaz Majewski, 14 h ; 1958, v.o. s.t.f.), Januaz Majewski; (1970, v.o. s.t.f.), Majewski, 17 h U; The 20 h M.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Forum des Helles (40-26-34-30) SAMEDI

: Enquêtes policières : (1985) Lasfargues.

: Un

: Visney, Flic Story
(1975) Jacques Deray, (4 h 30;
et
: Encyclopadde du
français: - (1978)
Claude-Jean Philippe, - Gaumont, Trois font la paire (1957)
- Guitry - Clément Ouhour,
16 h 30; Témoins - faux témoins :
Louis Chédid Hold-Up (1985), le
Client - Merc Serhan, Bonjour l'angolase I de Fee Tohernia, II 30 : Enquêtes policières : la Crime (1983) de Philippe Labro, 20 h 30.

DIMANCHE Polars Seine : Témoins - faux : Tueur maison (1984) d'Alain ... Trois ... (1980) ... Jacques Oeray, 14 h 30 ; Enquêtes policières : Bande ... : Flic Story (1975) ... Jacques Deray, Paris toù (1965), Secules Deray, Paris gou (1965), Wile (1975) de Henry Verneull, III + 30 ; Détectives privés : : Trois hommes II abet-tre (1980) James Deray, (1982) Lacques Brai, 18 h IIO; Enquêtes policières : Actualités Gau-mont, Appelez III 7 (1957) d'Edouard Molinaro, (1948) Henri Decoin, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.): Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09); Grand Pavois, 15: (45-54-48-85); v.f.: La Montperme, 14: (43-27-52-37).

Beaubourg, 1 (42-71-82-36); Cenfert, 14: (43-21-41-01).

APRÈS L'AMOUR (Fr.): LEE Bierritz, 145-82-20-40.

M (45-62-20-40). ARRÊTE OU MA MÈRE VA TIRERI

(A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Montparnas (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 11 (45-22-47-94). (42-78-47-86); Gaiande, (43-54-72-71).

MI PAYS DES JULIETS (Fr.):
d'ailleurs, 1- (45-87-18-09);
1- (46-33-79-38);
1- (47-70-33-88). v.o.) : [47-70-33-66], TÉNÉBRES (A., v.o.) : [47-42-72-52]; [42-26-58-00].

PARIS EN VISITES

LUNDI 20 JUILLET

« Les nouvellem-Ctuny a, 11 heures, entrée du musée de Cluny (P.-Y. Jasiet).

de Montmartre », 11 heures, et ll heures, métro (Conneissance et d'ail-

« L'Unesco », 14 h 15, entrée, place Fontenoy (Paris son histoire).
« L'île de la Cité, crigines d'Haussmenn », 14 h 2, rue d'Haussmenn », 14 h 2, rue (Paris autre-

du 14 h 30, cour d'hon-neur du statue de Louis XIV

« Appartements royaux du Louvre quotidienne de la Coura, 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, Louvre Antiquaires Paris).

4 La basilique Salnt-Denis .

14 h 30, Saint-Denis-Basilique

(Europ explo).

les manufacte du dix-septième siècle.

de l'abbaye de Chaalis, ses souterrains, a cellier , 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

et jardins du Mareis, Place Vosges », 14 h « Maison enciennes et ateliers d'ar-qui disperaître au faubourg Saint-Antoine ». 14 II 45, métro Nation, boulevard Diderot (M. Banassat).

e Les asistiques collections du l'ari Guimet »,
Il heures, 6, place d'léns (Approche
l'art). Chemins inconnus et iardina

15 métro Cichy, sortie (C. A. Messer).

WALL MARS (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 64 (43-26-58-00). INDOCHINE (Fr.) : Forum Orient e Hôtels du la salons littéraires 17 heures, Seint-Paul-le Marais (Lutèce-visit*e*s). Express, 1• (42-33-42-26); George V, [45-62-41-46]; George V, Opéra, 9-

(43-21-41-01); Montpernasse, 14-(43-20-12-06). BARTON FINK (A., v.o.) : Ciné ILLE

bourg, 3* (42-71-52-36); Seint-Lambert, 15* (45-32-91-68).

rial, [47-42-72-52]; Rotonde, 6-(42-25-10-30); Rotonde, 6-(45-74-94-94); Georga V, 8-(45-62-41-46); UGC Normandie, 1-(45-63-16-16); 14 Beaugrandle, 1-(45-75-79-79); UGC 17-(40-58-00-16); v.f.: Rex, 2-(42-36-83-93); Montparnasse, 1-(45-74-94-94); Paramount Opéra, 9-47-42-58-31); Nallon, 12-(47-42-58-31); Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon 12-(43-43-01-59); UGC Gohelins, 13-(45-61-94-95); IIII 14-

BEETHOVEN (A., v.o.) : Forum Horizon. 1: (45-08-57-57); U.S. Odéon, 6: (42-25-10-30); (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8; (45-62-20-40); U.S. Biarritz, 17

BAR DES LALLE (Fr.): Denfert, 14- | (45-74-95-40); Bierwende Montpar 15 (45-44-25-02). 1P5 (Fr.) : Gaumont Les 1

(40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; Juillet Odéon, 6-(43-26-59-83) ; Bretagne, (36-65-70-37) ; Gaumont

JFK (A., v.o.) : Cinoches, (46-33-10-82). KAFKA (A., v.o.) : Lucemaire, (46-44-57-34). LABYRINTHE PASSIONS (Esp., v.o.) : Beaubourg, (42-71-52-36) ; Studio des II

(43-26-19-09). MAMAN, J'AI LITT L'AVION (A., MAMAN, 134 LITT L'AVION (A., v.f.) : M Serry Zèbre, 11° (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68). LES MAMBO KINGS (A., v.o.): Images d'alfeurs, III (45-87-18-09); Grand

LES FILMS NOUVEAUX

UNTAUN, LE DÉFI. Film anarant t Tim Surton, Em.; Francis Hallen, 1= (45-08-57-57); Garage Opéra, F (47-42-60-33); 14 (43-25-59-83); Bretagne, - III 65-70-37); [143-59-18-08]; UGC [45-63-18-18]; 14 [11-43-57-90-81]; Ecran, 13- (45-80-77-00); III Juillet Beaugrenalle, 17- (46-75-79-79);
Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f. : New 2018 (42-36-83-93); Los Montpamasse, 8 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-46); Common Opéra, 47-42-56-31); Los Nazion, 12 (43-43-

04-67); LEC Lyon 12- (43-

(40-68-00-16); v.f. : Rex, 2*

(42-36-83-93); UGC Montpamasse, [45-74-94-94); Opéra, [47-42-56-31); Les Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Lyon 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-

(45-43-01-59); UGC Gonesins, 13-(45-81-94-95); Mistral, 14-(45-39-52-43); Montparnasse, 14-(43-20-12-06); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); La Maillot, 17-(40-68-00-16); Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94); La Gambetta, 20-(46-38-10-66)

3: (42-71-52-36); Espece Saint-Michel 5: (44-07-20-49).

BOB MARLEY : TIME WILL TELL (A.,

v.o.) : Trienon, Im (46-08-63-66). CARNE (**) (Fr.) : Seint-André-des-Arts

University (**) (**) | Seint-André-des-Arts |, 6 (43-26-48-18), CÉLINE (**) | Utopie, 5 (43-26-84-65), CING FILLES ET UNE CORDE (**) | WAN, v.o.) | 14 Juillet Pamasse, 6 (43-28-88-09), CING (**)

CROC-BLANC (A., v.f.) : Cinoches, 8-(46-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15-

(45-32-91-68). DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) :

DEAD AGAIN (*) (A., v.o.) : Gaumon

Arribassade, 8 (43-59-19-08).
DELICATESSEN (Fr.): Forum Orient
Express. 1 (42-33-42-26): UGC

Triomphe, **1** (45-74-93-50); Saint Lambert, 15- (45-32-91-68).

DEUX YEUX MALEFIQUES (It., v.o.)

Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8

(45-62-41-46); v.f. : Rex, 2•

DIEN BIEN PHU (Fr.): Lambert, Lambert,

Pol., v.o.): Epés de Bois, 5(43-37-57-47); PU Médicis Logos
Louis-Jouvet, 1- (43-54-42-34).
EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.,
v.o.): Lucernaire, 6- (45-44-57-34);
Publicis Saint-Germain, 6(42-22-72-80); Elysées Lincoln, 11(43-59-36-14); La Bastille, 11(43-07-48-60).

FACE # FMF# || (A., v.o.) : Cinoches

(48-33-10-842). LA FAMILLE # # (A., v.o.) : Lucernaire, # (45-44-57-34) ; UGC Triomphe, # (45-74-93-50) ; Saint-

(42-36-83-93). FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, ■

(48-33-10-82).
GLADIATEURS (*) (A., v.o.): George V, 8- (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2- (42-36-83-93); UE Montpernasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra,

(47-42-56-31): UGC Lyon 12-(43-43-01-59): UGC Lyon 13-(45-61-94-95): Mistral, 14-(45-39-52-43): Wepler II, III (45-22-47-94).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES

Ullum (Can.) : Utopia,

(43-27-52-37); HOOK (A., v.f.) : Cinoches, (46-33-10-82) : George V. 8-(45-62-41-46) ; Montparnos, 14-(43-27-52-37) ; Saint-Lambert, 15-

M (48-33-10-82)

(43-26-84-65).

(45-32-91-68).

DEVENIR COLETTE (A., v.o.) : Elysé

Gaumont Champs-Elysées, (43-59-04-67).

(46-36-10-96)

43-01-59); Gaurnont 14-143-35-30-401; MINUS NUMBER 14-(38-65-75-14); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Final Wepler, 1445-22-47-94); Le Gembette, 1445-22-47-94 (46-36-10-96).

CADENCE. Film 10-30); George V, 8- (45-62-41-46); v.f. ; P. Opéra, 9- (47-42-56-31) ; LUI Lyon Bastile, 12- (43-43-01-59); [Mail Gobelins, 13- (45-61-94-95); Pathé Clichy, I III (46-22-

VIRGINIA, Film franco-yougo de Srdjan Karanovic, v.o. : Ciné Besu-bourg, 3- (42-71-52-36).

MEDICINE MAN (A., v.o.): George V, 8- (45-62-41-46); Studio* 28, 18-(46-06-36-07). MY GIRL (A., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); UGC Sign-ritz, 8- (45-62-20-40); v.f.: UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13-(45-61-94-95); Mistrel, 14-(45-39-62-43): Park A Clicky 18-(45-39-52-43) : Pathé Clichy, 18° (45-22-47-94) : Le Gambetta, IIO-

(46-36-10-96) MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5-{43-28-19-09} : Lucernaire, 6-{45-44-57-34}.

(45-44-57-34).
LES NERFS A VIF (*) (A., v.o.): Cinoches, 6· (46-33-10-82); Sept Parnassiers, 14· (43-20-32-20).
NIGHT ON EARTH (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3· (42-71-52-36); Images d'allieurs, 5· (45-87-18-09). OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.) :

Reflet Médicis Logos IIIII Louis-Jouvet, 5° (43-54-42-34) ; Lucernaire, 6° (45-44-57-34) ; Denfert, 14° (43-21-41-01). **OPENING NIGHT (A., v.o.): Gaumont** Les Helles, 1: (40-28-12-12); Les Trois Luxembourg, 6: (46-33-97-77); Les Trois Baizec, 3: (45-61-10-60); Escurial, 13: (47-07-28-04); Geumont

nesse, 14 (43-35-30-40). LE PERE DE LA MARIÉE (A., v.o.) : Marigan-Concorde, 8 (43-59-92-82) Studio 18 (48-06-36-07); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Momparnesse, 14 (43-20-12-06).

LA PLANÈTE BLEUE (Can.) : La Géode, 19 (40-05-80-00). PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) ; Denfert, 14-

(43-21-41-01). LA PUTAIN (*) (A., v.o.) : Sudio 28, 18- (48-08-36-07).

LE QUATRIÈME HOMME [1] (Hol.,

v.o.) : Accetone, 5- (46-33-86-86). RETOUR & HOWARDS END (Brit. RETOUR & HOWARDS END (Brit., v.o.) : Gaumont Les Haffes, 14 (40-26-12-12) : Gaumont Opérs, 24 (47-42-60-33) : III Juillet Odéon, 643-25-59-83) : La Pagode, 74 (47-06-12-15) : Publicis Champs-Slysées, 8 (47-20-76-23) : La Bastile, 114 (43-07-48-80) : Gaumont Grand IIII (43-07-48-80) : Gaumont Parnasse, 144 (43-35-30-40) : Gaumont Alésia, 145 (46-65-75-14) : III Juillet Beaugrenelle, 15 (46-75-79-79). nelle, 15- (45-75-79-79). LE RETOUR DE CASANOVA (Fr.) :

Geurnort Opére, 2- (47-42-50-33).

ROBIN DES BOIS PRINCE DES

VOLEURS (A., v.o.): I ail Pavois, 15(45-54-46-85); Seint-Lembert, 15(45-32-91-68); v.f.: Hollywood II
vard, II (47-70-10-41).

vard, ■ (47-70-10-41).

**Property of the content of the content

Gamoetta, 20 (45-36-10-96).

ROI EBAHI (Esp.-Fr.-Por., v.o.) ;

Latina, 4- (42-78-47-86).

SAILOR ET LULA [1] (Brit., v.o.) ;

Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Studio SANG CHAUD POUR MEURTRE DE

SANG CHAUD POUR MEURITRE DE SANG-FROID (A., v.o.):

8 (43-59-19-08):

Pavols, 15 (45-54-46-85); v.f.:

Français, 9 (47-70-33-88).

SANS RÉMISSION [] (A., v.o.): Gaulles Hautefeuille, 6 (46-33-79-38);

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08): Gaumont []

(43-35-30-40); v.f.: []

(47-42-56-31); Gaumont []

(ax Fauvette), []

(47-07-55-88); []

Wepler II. | 1952-1958 | Opéra. | Septiment | Septimen 14 (43-20-32-20). LE SILENCE DES AMERICA (**) (A.

3-27-52-37]. MAN AIGUILLES (Esp., v.o.) :

Forum Orient Express, 1(42-33-42-26); Latins, 4(42-78-47-86); Danton, (42-25-10-30); Latins, 4(45-74-83-50); Bienventle Montpar15- (45-44-25-02); v.f.: UGC
Opéra, 1 (45-74-95-40).

TERMINATOR 2 (*) (A., v.o.):
Beaubourg, (45-54-46-85).

THE PLAYER (A., v.o.): In the second of the second (43-27-52-37).

HTM AT ET LOUISE (A., v.o.) : Cind Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; Cinoches, in (46-33-10-82) ; Club illum (Publicis Matignon), (42-56-52-78); Pavois, III

TUVE LES MATINS DU MONDE (Fr.) : 14 Parnasse, (43-26-58-00) Triomphe, 8 (45-74-93-50) (45-54-46-85). TRUST ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 6: (43-37-57-47).

TWIN Fault (*) (A., v.o.) : (Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; IIII Odéon, II (42-25-10-30) ; Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; IIII nassiens, 14- (43-20-32-20).

1 (42-71-52-36); Lucerneire, 6-(45-44-57-34). VAN MINI (Fr.) : Name on Manhor

WHITMAILLE RIVE GAUGHE (Fr.) : Saint-André-des-Arts !!, 6e (43-26-80-25); Full Chemps-Ely-sées, # [47-20-76-23].

LA VIEILLE QUI MANIS LA MER (Fr.) : Ciné Beaubourg, 16-(42-71-52-36) ; Grand Pavols, 16-(45-84-46-85).

(45-08-57-57); Un Denton, 1-(45-08-57-57); Un Denton, 1-(42-25-10-30); Denton, 1-(45-74-94-94); Le Pagode, 7-(47-06-12-15); Denton, 1-(47-06-12-15); Denton, 1-(47-06-15 (47-06-12-15); L. Ambasede, 8- (43-59-19-08); Ssint-Lazare-Pas-quier, 9- (43-87-35-43); UGC Blarritz, 8-(45-62-20-40); Pathé Français, (47-70-33-88); Les Nation, 12-(43-43-01-59); UGC Lyon B. 12-(43-43-01-59); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-95); Gaurmont Alésie, 14-128-88-75-14-1 36-65-75-14); Miramar, (43-20-89-52) ; 11 July Beaugran 15- (45-75-79-79) ; UGC 15- (40-68-00-16); Pathé Wepler, 18- (45-22-47-94); Le Gambette, 20- (46-38-10-96).

LES SÉANCES SPÉCIALES

PROPOS D'HENRY (A., v.o.) : Grand Pavois, 15- (45-54-46-85) 22 h A TOUTES TTT () : Cinexe, 19-(42-09-34-00) 19 h. LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Le Berry Zèbre, 11º (43-57-51-55) 16 h 30.

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) 17 h III. BRAZIL (Brk., v.o.) : 5 (43-54-72-71) 16 h. LE DÉCALOGUE 5, TIL NE TUERAS

POINT (*) (Pol., v.o.) : The Logos salle Louis-Jouvet, 5-(43-54-42-34). DIVA (Fr.) : Studio Galande, 5-(43-54-72-71) 18 h. MITTING BY NUMBERS (Brit. v.o.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 21 h 40.

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, # (46-33-10-82) 0 h 10. LES (A., v.o.) : bert, 15- (45-32-91-68) 21 h. 15- [45-32-81-68] 21 h. (45-32-91-88) III h. HAIRSPRAY (A., v.o.) : La 114 (43-07-48-80) 0 h.

HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL KILLER (*) (A. v.o.): Ciné Beeubourg, # (42-71-52-36) O # 35. L'HLE NUE (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) II h. IN BED WITH [A., v.o.) : [43-54-72-71] Saint-Lambert, 15- (43-54-72-71) 18 ii 20.

MARY | 145-32-91-68| 16 h 30. METAL | HALLANT (A., v.o.) : | 18 h 30. Pavois, 11 (45-54-46-85) 0 h 30. LES MILLE ET UNE MUITS (L. v.o.):
Accessone, 5- 17 h 30.
LA MORT LUI MAITRE DE THÉ

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : 45-54-48-85) POINT THAT (*) (A., v.o.) | Emily Pavois, 15- (46-54-46-85) | h 15.

LA PREMIÈRE FOLIE DE WINNIY ALLEN (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) 18 h. LE PINCE UN MARÉES (A., v.o.) : 15- (45-54-46-85) III h. LA FILLE DE BEVERLY HILLS (A.,

v.o.) : Images d'ailleurs,

QUI A PEUR DE VIRGINIA MOOLS (A., v.o.) : Ursulines. L (43-26-19-09) 21 h ROUTE ONE-USA (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63) 19 h 45,

SALO OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (Iz., v.o.) : Beau-bourg, 1 (42-71-52-38) Oh 1 SATYRICON (lt., v.o.) : Accetone, ... (46-33-86-86) 21 h 50.

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Ciné Besu-bourg, ■ (42-71-52-36) ■ h 15. LE TEMPS (Youg., v.o.) : Studio (43-26-19-09) 19 h 15. THE ROCKY HORROR PICTURE

(43-54-72-71) Lh 30. LA VIE 100 110 (Fr.) : L'Entrepôt, 100 (45-43-41-63) 18 h. 20,000 LIGUES LES MERS (A., v.f.) : Seint-Lambert, 15- (45-32-91-68) SOUL REBELS (Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 1 (45-87-18-09) 16 h.

LES GRANDES REPRISES A DOUBLE TOUR (Fr.) | Action Chris-(43-29-11-30). LES DU DE (Fr.-All., v.o.) : Impérial, 2^o (47-42-72-52); (44-07-20-49); 11o (43-57-90-81).

LES AMANTS DE LA NUIT (A., v.o.) : (47-07-28-04); (47-07-28-04); (47-07-28-04); (48-35-30-40); (48-35

LE BUNKER DE LA DERNIÈRE RAFALE (Fr.) : **■** (43-26-48-18),

(43-29-79-89). Champo - Espace Jacques Tatl, (43-54-51-60). CHEFS-D'UVRE DE WALT DIS-NEY (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68).

LE CRIME ETAIT METULE PARFAIT (A., v.o.) : A Christine, 1 (43-29-11-30). LE DERNIER CITATO 1 (Fr.) : Dansel LE DERNIER (F.):
Les Halles, 1- (40-28-12-12);
Opéra, 1 (47-42-60-33); Pethé Haute-feuille, (46-33-79-38);
Ambassade, 1 (43-59-19-08); Geu-halles, 1 (47-07-55-88); 14-(36-65-75-14); Montparnesse, 14-(43-20-13-08)

(43-20-12-06). LES ENCHAINES (A., v.o.): Utopia, LES ENCHAINES (A., v.o.): Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9-(47-70-81-47). L'EQUIPEE SAUVAGE (A., v.o.) : Les

L'EQUIPEE SAUVAGE (A., v.o.): Les Trois Luxembourg, & (48-33-87-77). LE (48-05-51-33). HAIR (A., v.o.): Le Prés, Selle G, de Beeuregard, (42-22-87-23): [45-61-10-60): Bestille, 11-(43-07-48-60).

(43-37-57-47). L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A., v.o.) : Action Ecoles, 5- (43-25-72-07). INDIA SONG (Fr.): Epée de Bois, 5-NATHAN LIN STON LE LAND (A., v.f.): Passage du Nord-Ouest, caféciné, 9- (47-70-81-47). JU DOU (Chin., v.o.): Lucerneire,

(45-44-57-34), UCEMBERG (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, (43-25-59-83). LOVE THE LAW (A., v.o.): Trois Lawmbourg, 5 (46-33-97-77), MINNIE LAW MOSKOWITZ (A., v.o.):

Utopia, 5- (43-26-84-85).

MOROCCO (A., v.o.):

(43-26-19-68); Elysées Lincoln, 8-(43-59-36-14). NUIT DES MORTS-VIVANTS (A., v.o.) | Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20); v.f. : Pathé Clichy, 145-22-47-94).

ORANGE MÉCANIQUE (**) (Brit. v.o.) : Cirroches, **(46-33-10-82)**; **Miremer**, **(43-20-89-52)**. LA FILITY (A., v.o.) : Reflet Logoe I, 5-[43-54-42-34].

(43-54-42-34).
PETER PAN (A., v.f.):
Express, 1- (42-33-42-26); 2- (42-36-83-93); UGC Montparmasse, 145-74-94-94); George V. 8- (45-82-41-46); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobeline, 13- (45-81-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Clichy, 18- (45-36-10-96).

v.o.) : Accatone, 5- (46-33-41-14) LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Denfert, 14-(43-21-41-01) ROSA LA ROSE (") (Fr.) : Epée in Em. TESS (Fr.-Brit., v.o.) : Miramar, 14-(43-20-89-52).

TO BE OR NOT TO BE (A., V.O.) : Logos II. 4(3-54-42-34).

UNE FEMME SOUS INFLUENCE (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14(43-20-32-20).

UNE VIERGE CANAPÉ (A., v.o.) :
Reflet Médicis Logos Louis-Jouvet, 6(43-54-42-34).

> Le Monde L'ÉCONOMIE

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

1. 1.15. 在 x 第二十年,在1886年後年 1988年

> war an artifice of the street of the best transport . Mr. welle. b. b. an untlige OF SHAPE ON BEAUTY THE SHAPE the state of the state of the state of the state of in factoria no risper the statement

PRINCIPLE PARTY & STREET, WHICH D

> The Committee of the sale of the first Blow - Long & F.

TO BE STANDARD ECTE . Manager States 100 13 M Tandous Barrier III. MAKE A STATE OF

Company of the company of the company N G P

"这一大学的主义中华中华的一种的大学

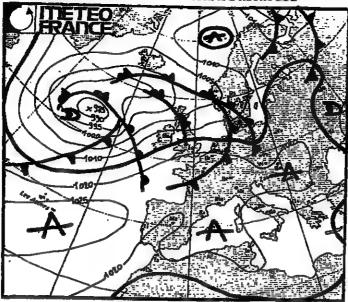
The second of the second second second BEAUCHESNE

²《伊森斯拉斯维》

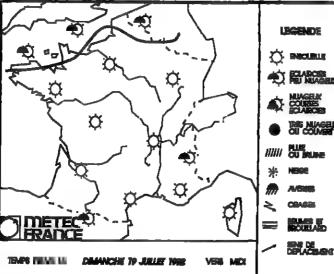
10 17 48 48

tatalogue sur demande

THE PROPERTY OF THE SECOND



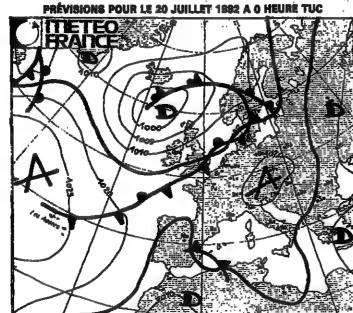
PRÉVISIONS POUR LE 19 JUILLET 1992



Solell et chaleur caniquiaire, - Maigré qualques nuageux près de la sers dominé par 🖿 soleli. Quelques cumulus se développeront sur Alpes. Les températures seront douces au lavar du jour, entre 15 et et III degrés en général, localement 20 près de Méditerranée.

Elles grimperont repidement an matinée pour atteindre des valeurs nord au aud.

On pourra cependant trouver une avec 23 faiblire en de journée.



TEMPÉRATURES mexime - minime et temps observé le 18-7-92 le 17-7-1992 ii 18 heures TUC et le 18-7-1992 ii ii heuren TUC

				URG. 21	13 C
AIACCIO 26 18 D	TOURS 22		MADRID		ם ע
RIARRETZ 24 17 D	POINTE A PITES. 32	24 D	MARRAKE		24 D
RORDEAUX 25 15 B	ÉTRANGE		MEXICO		14 D
ROURGES 24 18 P	EIRANGE	n.	MILAN		18 D
RREST 21 15 C	ALGER 29		MONTREA	I	17 P
CAEN 22 18 C	AMSTERDAM. 18		MOSCOU.		12
CHERROTTEG 20 15 C	ATHENES 32		NATROBI.		11 D
CLERMONT-FER 27 16 C	BANGKOK \$3		NEW-YOR	K 28	20 C
DLJON 26 15	BARCELONE 27		081.0		
GRENOBLE 32 18 📕	BELGRADE 26		PALMA DE	MAJ 31	20 N
LTLE 20 14 E	BERLIN 28		PÉRIN		24 D
LIMOGES 21 15 N	BRUXELLES 19	14 C	210 DE JAN		1
	LE CAIRE 29	20 D	ROME		17 D
	COPENHAGUE _ 20		SÉVILLE		22 D
NANCY 17	DAKAR 28	\$1 N	SINGAPOU		24 P
	DELHI		STOCKEOL		17 N
	GENEVE 25	17 D	SYDNEY		
	HONGKONG	1	TOXYO		21 C
	ISTANBUL 26	19 D	TUNIS		19 D
PERPIGNAN 32 21	JÉRUSALEM 28	17 D	VARSOVIE		is C
	LISBONNE 29	19 D			
	LONDRES 25	16 C	VENISE		
STRASBOURG 17 C	LOS ANGELES. 25	19 D	ATEMME	28	17 C
				-	
A B C	DN	0	P	ž	- T
averse brume ciel	ciel ciel degage nuageux	ಂಡತ್ತಾ	pluic	tempete	neige
Coavert	or Seek. Houseast	_			

TUC = temps universal coordonné, c'est dire pour la Ferna : les légals moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec 📓 support technique 💮 de la nationale.)

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue **m** demande

72, rue des Saints-Pères, MOOT PARIS - Tél. : 44400 11

والمتعلقة والمجارة والمتعلقين والمتعلقة أمر

Les programmes complets de radio et la télévision sont publiés chaque dans notre supplément da dimanche-lundi. Signification des symboles : la signalé dans la Monde radio-télévision » : D Film à éviter ;

Samedi 18 juillet

TE	4
16	-4

10.40 Variation (Sardou en concert. 22.25 Feuilleton: Le Secret du Sahara.

Magazine : Formule sport. 1.10 Journal et Météo.

A 2

20.50 Mala: Tatort. 22.15 Magazine : Le Bar de la plage. Journal at Météo.

0.00 Magazine 0.01 Les au solell. 0.01 Lui : Un privé sous les tropiques. FR₃

20.45 Halls I Le Hell Docteur. 21.45 Traverses. Journal III Météo. Magazine : Aléau. TO Make :

III Incorruptibles.

CANAL PLUS

20.35 Téléfilm : Pour l'amour de des lus. III Of Sport : Pétanque.

22.55 Flash d'informations.

Fritz The Cat. 0.20 Cinéma : Toto le héros. ...

23.00 Cinéma :

M 6 20.40 Téléfilm : Au bon beurre. 22.10 Téléfilm : Es Disparus de la dictature. Musique : Flashback

1.00 Six minutes d'informations. 1.10 Musique : Dance Machine.

ARTE 19.00 Documentaire :

Histoire parallèle. 20.00 Musique : Hongkong Song.

20.25 Microcomic. 30.30 € 1/2 Journal. 20.40 Documentaire :

en Gruvere. 22.10 Cinéma d'animation ; Le Champ. 22.20 Cinéma d'animation : Le Papillon.

22.30 Documentaire : Les Déesses noires. 23.20 Masters.

Dimanche 19 juillet

TF 1 13.20 Série : Rick Hunter. inspecteur choc. 14.15 Feuilleton : Tom Bell

15.10 Série : Le Triple Gegnant. 18.40 Disney Parade.
18.01 Magazine : Ushuala.
La Colombie britannique.

19.05 Série : Tonnerre de feu. 20.00 Journal, Tlercé, Météo et Tapis vert.

20.40 Cinéma :

Le Joli Co D
Film français - Francis Perrin
(1988 A Francis Cyrielle Claire. 22.20 Soirée spéciale : 50° anniversaire: de la rafie du Vel'd'Hiv'. Emission présentée

22.25 Cinéma : Les Guiohets du Louvre, men Film français de Michel Mitrani (1974). Avec Chris-tine Pascal, Christian Rist, Alice Sepritch.

Alice Sepritch.

O.00 Débat :

Il y a cinquante
le rafle du Vel'd'Hiv'.

par

Laurent Pablus,
Frossard, Mr Bernard Jouanneau, Jean Kahn, président du CRIF, Michel Noir, Maurice Rajafus, historien, Alain Touraine, sociologue, pari-

Paroles de survivants.
De François Lanzenberg et
Erik Timmel.

2.05 Journal Météo.

A 2

Aux marches du palela.

13.35 : Mac Gyver.

14.25 : Cyclisme. Tour de : Sestrières-L'Alped'Huez, 14- étape III km).

17.35 Magazine : Vélo club.

18.20 Magazine : Stade 2.

TH.10 Sport : Le Jacob du Tour. 1818 Journal,

Journal courses et Météo. 20.45 Série : Teggart. 22.40 Magazine : Etoiles. 23.45 Januar et Météo.

FR 3 14.00 Magazine:

Sports 3 dimenche. 15.15 Téléfilm : Le Dernier Combat. Tiercé, mirect de Maisons-Laffitte. 16.45 Our Gang.

17.00 Les Vacances Monsieur Luio. 19.00 Le 19-20 20.05 Divertissement : Téléchet.

20.10 Série : Benny Hill. 20.45 Spectacle : Onzième Festival international du cirque de Monte-Carlo. 22.00 Magazine : Le Divan.

22.25 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : Le Bossu. ■
Film français de Jean Delannoy (1944). Avec Pierre Blantine, Yvonne Seudesu, Paul Bernard. 0.25 Magazine : Estivales. 1.10 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

14.30 Documentaire : Les Voyous masquée de la nuit.

15.05 Téléfilm : Souviens-tol de Casar Place.
16.30 Cascades

16.30 Cascades
et cascadeurs m 14.
17.10 Sport : Pétanque.
18.00 Cinéma : Danny,
le champion du monde. ■
Film britannique de Gavin Milliar (1889).
Jaremy
Irons, Robbie Coltrane,
Samuel

_____ En cleir jusqu' 20.35 ____ in e intormation

19.35 Flash d'informations.
19.40 Les Supersters du catch.
20.30 Le Journal des J. O.
20.35 Cinéma:
L'Orchidée sauvage.
Film américain de Zalmen
King (1989). Avec Mickey
Rourks, Jacqueline Bleset,
Carre Otls.
22.20 Flash d'Informations.
22.30 Sport : Corride.
23.50 Sport : Golf.
1.20 Cinéma : Tremors. #
Film eméricain de Ren Illuserwood (1989). Avec Illustre
Bacon, Fred Ward, Finn Carter.

M 6

13.50 Série : Le Joker. 14.40 Variétés : Multitop. 16.10 L. : L'Heure du crime. 17.05 Série : Le 18.00 Espion modèle. Routes du paradis.

19.54 3x minutes d'informations, Météo.

Météo.
20.00 Série :
Madame est servie.
Madame est servie.
20.35 Mégazine : Sport 6.
20.38 Météo des plages.
20.40 Téléfilm : Pubon beurre.
D'Edouard
Roger Hanin, (2* partie).
22.25 Magazine : Culture pub.
23.00 :: Fantelsies amoureuses
de Siegfried. D
Film ellemand d'Adrien Hovan
(1970). Avec Raymond
Harmstorf, Sybil Danning,
Peter Barling.

0.40 Magazine:
Métel express.

1.10 Six minutes
d'informations.

d'informations.

ARTE

19.00 8 1/2 Journal. 19.10 Soirée thématique. 19.11 Introduction. 19.15 Les Grands Moments sportifs. 19.30 Documentaire :

Le Rêve olympique. 19,55 20.20 Marie-José Parelle. en préparation

pour les jeux de Barcelone. 20.35 Continental Circus, #
Film français de Jérôme
Laperrousaz (1969-1972).
Avec Jack Findlay, Giacomo

Agostini. 22.20 Le Sport dans tous ses 22.35 Court métrage : nin le Tour.

22.55 Documentaire : Destins qui basculent. 23.50 Reportage : Un supplément de vie. Le Monde ● Dimanche ■ - Lundi 30 juillet 1992 13

CARNET DU Monde

<u>Décès</u> - M. et Ma Benjamin Urbah, petits-enfants,

M- Adrien Bornstein ■ leurs enfants, M= Marius Lubetzki

et son fils, M. Louba Schirman-Lubetzki, M= Michel Bornstein et me fils,

Les familles Lubetzki, Orbeck Kaplan, Vuillermoz et Struman, ont la marie de faire per un como un

M= Henri BORNSTEIN. née Rachel Lubetzki,

le 16 juillet 1992, dans sa quatre-vingt-

sien de Bagneux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M™ Lasis Colombier, M. et M™ Henri Colombier Ses enfants, petits-enfants arrière-

M. Louis COLOMBIER,

de la Légion d'honn docteur ès sciences physiancien directeur des services de recherche la Compagnie des ateliers et de la Loire (Creusot-Lolre),

président d'honneur du Cercle d'études de métaux, survenu 🛍 12 juillet 1992, dans sa qua

Suivant la volume du défunt, les obsèques ont ou lieu dans la plus stricte intimité.

Les Palatines.

19, square Amouroux, 42100 Seint-Etienne.

 M. ■ M= Bismut,
 M. ■ M= Philippe Levi,
 M. ■ M= Torielf Ericson, font part du décès de lour mère, bellemère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M" Dora GALULA,

mines in 10 juillet 1992, dans sa quetre-vingt-seizième année.

- Le président de l'AFAC du Valde-Marne, Le conseil d'administration, Le direct général,

de travali, denoignent de leur estime = ---

Bruzo d'INGUIMBERT. ingénieur TPE, directeur de l'aménagement,

décédé accidentellement, le 🛢 juillet

ti assurent son épouse, ses enfants, ses parents et amis, de leur profonde sym-pathic.

81, rue du Pont-de-Créteil, 94107 Saint-Maur-des-Fossés. - Le prési d'EXPANSIEL

Le conseil d'administration, Le général, le travail, tómoignent 🖮 🔤 🚟 🛋 🗎

Bruno d'INGUIMBERT, ingénieur TPE,

accidentellement, IN 9 julliet 1992,

et assurent son épouse, ses enfants, ses parents Mamis, Mour profonde pathie.

2, parvis — Saint-Maur, Saint-Maur-des-Fossés.

- 📠 famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès subit, à Paris, le 16 juillet 1992, de

M. René
LADRETT de LACHARRIÈRE,
professeur Lalla à la faculté il droit
de l'emiverant Paris-V
(René-Descartes),

La luillet, à 8 h 45, au funérarium Père-Lachaise. 🗀 avis 🔚 lieu 🛎 faire-part. L rue 🏗 Rémusat,

CARNET DU MONDE

Renseignements: 40-65-29-94 ou 40-65-29-98

Tarif: lim ligne H.T. Commara # = #W## 100 F Thèses étudiants 55 F

Les lignes en capitales pusses sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

- M- Jacques Lebouc,
et M- Lebouc
et leurs enfants,
M. et M- Philippe Lebouc

et leurs enfants,
M. I bebouc
et enfants,
M- Angelici

M. Jacques LEBOUC, des Palmes académiques,

le 12 juillet

Les obsèques se sont déroulées le respect des volontés du défunt.

Cot was tient fleu we faire-part.

Bray-sur-Seine,

- Les amis de Bernardina SINMOYSE

ont le desteux de faire part de son décès, rarrens à Paris, et II juillet 1992.

Ses obsèques auront lieu en l'église de Marines (Val-d'Oise), le mardi Il juillet, II II heures.

📖 a rejoint 📖 amic,

Meins ROBUR.

min pour line 18, rue de Chazelles.

- M= Walter Ungemuth, née Odette Mercler,

nère, M= née Ungemuth, M. Nicolas Ungemuth, ses enfants, M= Cuesta,

sa compagne, ont la douleur de faire | *** du décès M. Michel UNGEMUTH.

a sciller financier

a la direction du Trésor,

le 15 juillet dans m cinquan-

L'incinération saus lieu M 21 juillet, 1 1 h 45, au colombarium M Père-La-

avis tient im de faire-ourt.

17, rue Malie 75001 Paris.

Remerciements

- M= Van sa beile-mèro, Jean-Marie Van

ene époux, Eric, Bruno et ses enfants,

Hugues de Barbuat, Hugues de Barbuat,
son frère,
Ainsi que sa belle-sœur,
belles-filles,
Son gendre et ses petits-enfants,
pour la d'affection que vous leur avez

Sabine VAN DEINSE. née de Barbust Duplessis

Elle cimetière de l'héoule-sur-Mer, le l'al 20 juillet.

Didler Daurat, pionnier la Postale. La revue *lcare* du Syndi-cat pilotes de ligne consacre son dernier numéro à vic et il Ferne di Dida Daurat, qui a créé l'Aéropostale et ligne d'Amérique du Sud. Ce meneur d'hommes organisateur a été le centre de l'une gestes l'avia-mondiale. Il a le «père» de quelques neros, auxquels dureté et son idéal ont permis l'exprimer le meilleur d'eux-mêmes : Saint-Exupéry, Mermoz, Guillaumet et photos d'ar-chives heureusement avec et des gouaches Philippe Mitschké.

franco: 105 francs. Tour Essor 93, 14-16, rue Scandicci, 93500 Pantin. Tél. (1) 49-42-20-89.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

L'ÉCONOMIE

A DE-THE THE TENT

per SENZER COR

Supplied to the second second

1997 1 294 1 4 1 4

. . .

and the second

1 - 445 Sept. 5 - 1 - 1

Carried Control of the Control

The second secon

F1 11 11

.

. ..

180

120 ATM 1

32 · -

· Sage

gay-sale-se-

State 14th

Mary 1527

1 mg 12 mg

ender-

100 to 100

1942.7

The state of the s

340 . °

30 ST

west of the second

- 4, 4, 17 · .

Il somber

ga marin o

Tr Tage of the Control of the Contro

galantes = 1

المعجد في

Water and

4.44 المورينية المورينية

1. W. 40.7 W. ء شد

.

....

 $\sqrt{p} = 1.00$

1.0

化溶液 温度等 神经生态 计开关计 电二数计

...

-

Algebras 16 to 15

 $(x_1, \ldots, x_n) \in \mathbb{R}^n$

War San

1.00

A Company of

-ES GRANDURETE

 $\cdots , ...,$

11.57

 $B_{i} \geq p_{g_{i,j}^{*}}$

11.

Section of

 $x_i \in \mathcal{X}(k_i) \cap \mathcal{X}_{k_i}$

 $\delta = \{ (1, \dots, n) \} \in \mathbb{R}^n$

. . . . b.b

1.15

Une victoire du réalisme

e L'étape que signés ■ la mi-juillet sur la mensualisation des n'est demière. » M. Charles Josselin, secrétaire d'Etat | mer, parle d'or et il s'est bien gardé, le 17 juillet, 🛥 tout triomphalisme. 🖿 si juridiques, politiques, maritimes ports notables, on peut ajouter grand risque 🖿 🔳 tromper que la navigation II venir sera parsemée 🚍 dangereux

A l'actif pouvoirs publics, du Parlement des partenaires engagés 📰 le terrain (patronat, syndicats CGT dockers, ingénieurs ponts = chaussées), = n=n= détermination politique, le de qui 🛚 🚾 place 🖿 dogmatisme, 🖢 dipiomatie 🔳 🖿 🛶 district on the local. Dans certains ports, MI primes offertes acceptant leur approchant 500 000 francs, ____ (e annuel garanti future proming of the latterns MIT IZIC francs. A Cherbourg. une productivité de... 200 %

Les zones de turbulences pourtant im manquent im il imit dne je Amerika i mere po plans locaux, public la discussion réorganisant ill fonctionnement la main-d'œuvre, impose ima ima granda ports un budgátaires. Or, sur un coût inestimé à 2 milliards de francs sur plusieurs années, l'Etat ne veut pas aller très au-delà de 700 millions et - millions c'est and the state of the state of the i) demonstrate and technologies locales une participation. Bux lois, Marda III accords paritaires, leur n'a ismais 📶 en soi 🖬 gage qu'aucune grève ne 🚃 pius déclenchée, 💴 🖿 productivité navires, qui 💷 pris l'habitude 🕮 «griller» 🕍 escales françaises, reviendront prendre des marchandises à Marseille, où la situation est chroniquement délétère, ou au Havre, plus que ismais concurrencé par Anvers. Result is Marketing CGT in parts u dui, après de organisé depuis octobre dernier près 📥 quarante grèves, . Il capituler devant l'impopularité grandissante de ses actions désempérées et le soutien, juste du bout ill lèvres. qu'elle a dû quémander 🛚 🕍 confedération i M. Louis Vlannet. Gagnant, gouvernement s'honoreralt la laisser indéfiniment genou terre III cible vengeances. Comme II l'essentiel du travail accompli Mm Edith Cresson M. Jean-Yves Le Drian. M. Josselin, M 17 juillet, n'a prononcé prononcé

FRANÇOIS GROSRICHARD

□ Elf: 27 000 some someripoter un nouveau plan d'actionnariat salarié 🚾 par la ationale Elf-Aquitaine (SNEA) le et le 24 juin a déjà permis 27 000 devenir actionnaires du groupe. Ce plan, dont première étape s'achever, doit se développer sur plusieurs portera prise, sur l' du capital de l'entre-prise, 2,5 millions d'actions, précise Elf. Il a pris la forme d'une augmentation a capital tous les salariés. lors a cette première étape, in un nombre moyen I trente-sept actions par souscripteur. Destiné I « permettre personnel a s'associer plus étroitement am ambi-Man of the succes future d'Elf-Aquitaine . In plan fait suite à autres (1981, 1986 et 1988).

Vingt-sept accords paritaires sur la mensualisation des dockers ont été signés

entreprises manutention avaient été signés, cette date, vingtcinq eux. Le jour par le gouvernement pour que les ouvriers puissent profiter dispositions sociales et financières profiter par les poursoirs proposées par les poursoirs sitions sociales et financières
proposées par les pouvoirs
publics était II juillet.

là, quand les négociations étaient
proches d'aboutir, la pendule a été
arrêtée. En revanche, à Marseille, et
Saint-Malo, l'intransigeance des
avait pas permis,
il juillet, une solution.
Samedi 18 juillet, M. Josselin a indiqu'un accord
le port commerce Lorient,
accompagné d'un le port
cauvre que lorsque le futur organisme
de gestion de ce port sera choisi. A
Nice, également, un accord interveau vendredi soir.

Parallèlement aux négociations

Parallèlement aux négociations entre partenaires sociaux, menées en coopération avec les directeurs de ports (qui sont des fonctionnaires) ou les gestionnaires des installations (qui sont souveat des chambres de commerce), les gouvernements Cresson et Bérégovoy ont mené il son terme la procédure législative qui a abouti au vote à une écrasante majorité de la

Le gouvernement de la sadopté le 17 juillet un programme destiné à unir de moins l'milliards de dollars d'investissements étrangers (25 milliards de francs)

dans les IIII prochaines années.

Le vice-premier ministre, M. Alexander Shokhin, dirigera programme qui devrait permettre de doubler de inves-tissements étrangers Russie par 1987.

Le prévoit la mise en

n M. Carallelli nommé i la

de la la contrale de l'

sle. - L'ancien président de la

Gosbank, Banque L'Ibi soviéti-

M. Walle Guerachenko, a 🔤

nommé vendredi 17 juillet prési-

dent provisoire 🐂 🖿 Banque 🚃

trale de Russie par in députés

Pour attirer 25 milliards de francs d'investissements

La Russie adopte un programme favorable

aux capitaux étrangers

russes. M. Guerachenko remplace tre provisoire, M. Egor Gaïdar.

Dressant le bitan des négociations paritaires qui ont eu lieu depuis plusieurs semaines dans les vingt-neuf principaux ports français, le secrétaire d'Etat à mer, M. Charles Josselin, i indiqué, vendredi 17 juillet, que des accords entre dockers et entreprises manutention avaient été signés, i cette date, si vingt-cinq eux. Le jour de les conventement pour que les conventement pour que les conventements pour les des dockers, qui s'appuyait sur un texte de 1947, et introduit pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus particular pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus particular pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus particular pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus particular pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus particular pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus particular pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus profondement le statut des dockers, qui s'appuyait sur un texte de 1947, et introduit pour le majorité de ces travailleurs le système de la mensus profondement le statut des dockers, qui s'appuyait sur un texte de 1947, et introduit pour le statut des dockers, qui s'appuyait sur un texte de 1947, et introduit pour le statut des dockers, qui s'appuyait sur un texte de 1947, et introduit pour le statut des dockers, qui s'appuyait sur un texte de 1947, et introduit pour la majorité de ces travailleurs le système de la mensus profondement le statut des dockers, qui s'appuyait sur un texte de 1947, et introduit p ence, un nouveau contrat de travanavec en employeur juridiquement
différent en précédent. Un système
dont l'anachronisme était de plus en
plus critiqué, à droite comme à
gauche, et dans tous les milieus économiques... sauf par les dockers eurmèmes qui le contrôlaient totalement
et en tiraient de grands avantages.

Négociation avec tous les syndicats

Les vingt-cinq
vendredi 17 juillet concernent 5500
dockers sur un effectif total actuel de
8 211 ouvriers titulaires de la carte
professionnelle. Le nombre (encore
provisoire) de ceux qui ont accepté
d'être embauchés comme mensualisés dans les entreprises est estimé à 2 200 et 700 resteraient travailleurs intermittents, au statu comparable à celui d'aujourd'hui, lis em qu'en cas de surcroit trafic nécessitant une main-d'œuvre additionnelle. En outre, toujours sur la base des vingt-cinq accords signés, 1000 ouvriers sont candidats à benéficier de d'âge (préretraite i cinquante ans) et 1 400

augmenterait in impôts a in droits

douane d'ici la fin 1992. La

deuxième étape, qui couvrirait

1993-1994, consiste Il provoquer

afflux massif d'investisse-

au moyen de la privatisa-

Le programme demande aussi

loi la protection des capi-

etrangers 🔳 🔤 garanties pour

I poste Gueorgui Matiou-

khine, dont la démission pour

tée la veille par le Parlement, La

nomination de M.

Eltsine = du premier minis-

dispositions le jugement du 21 décembre 1990 m au qu'il a :

ordonné trois publications du jugement mu frais de Melle T.....

Louis Vuitton, en important des articles de Thailande,

en vue de leur destruction.

du Nouveau Code de Procédure Civile.

De plus, la Cour a :

tion propriétés d'Etat.

L'ensemble des accords signés dans chaque port devra avant d'être mis en application recevoir l'agrément du gouvernement, ce qui suppose un travail d'expertise de la part du secréta riat d'Etat à la mer. Il faudra que soient respectés trois engagements des partenaires sociaux : dégager des min substantiels de productivité en 1993, les traduire en termes de baisse des tarifs et inviter sur la base du volontariat une majorité d'ouvriers à opter pour la mensualisation. Dans les grands ports (Le Havre, Marseille, Dunkerque), le gouvernement a exigé que le solde des decless intermittents ne dépasse pas 10 à 20 % des effec tifs actuels, ce que devrait précises

Le secrétariat d'Etat à la mer s indiqué qu'un projet de loi sera pré-senté à la session de printemps sur les facilités juridiques accordées aux entreprises industrielles et commerciales qui investiront sur le domaine public portuaire. Quant à la négocia-tion sur la future convention collec-tive des dockers, elle devrait s'engager prochainement, « ovec toutes les organisations syndicales représentatives », a précisé M. Josachin, et pas seulement avec celle qui jouit encore d'un quasi-monopole : la CGT.

Dans le cadre de investissements pour 1993

EDF prévoit de commander une nouvelle tranche nucléaire

Difficile d'expliquer ce manque d'empressement autrement que le contenu des projets d'EDF Que le contrales classiques, fonctionment au fioul au gaz, l'électricien se produit de commander un chaudibre modéaire - Civaux 2 - « au début de 1993, et de préparer « l'engagement d'une finture tranche sur un site existration produit de l'étre le Peniy (Seine-Maritime). Aux proiss publics de donner ou non leur feu vert.

Même timide, d' un relance du programme qu'amorce donc EDF après des années de vaches maigres passées à digérer le e suréquipement » de l'Hexagone en centrales. La dernière déclaration d'utilité publique (DUP), procédure administrative indispensable à l'ouverture d'une centrale, remonte à 1984. Et dispuis 1987 une aeule tranche a été commandée (Civaux I) Le gogress une duré près de

t encore
T.

Pour infer m politique
TEDF prévisions

L'entreprise publique talle pur

par an jusqu'à l'an 2000 ». Encore s'agit-il d'une hypothèse médiane autour de laquelle s'articule un «seènario hanu» (+2,7 %) et «un scènario bas» (+1,5 %).

rio base (+1,5 %).

Rien ne dit qu'EDF a vu juste.

Mais si la croissance de la demande
a été sous-estimée, il suffix à l'entreprise de réduire a ventes d'électre la des clients étrangers. En
revanche, dans l'hypothèse contraire,
l'électricien se retrouvera à la
d'excédents qu'il faudra bien expormême que la pouvoirs
publics (et le directeur général
d'EDF) se sont engagés à ne pas
transformer la France en a château

Dans ces conditions, le projet

Dans ces conditions, le projet d'accroître le parc nucléaire (56 tranches sont en service) I quelques mois des législatives ne va pas manquer de susciter la colère des écologistes nu courtisés par la socialist et partant, d'inciter acquernement à diffèrer a réponse à EDF au lendemain des élections.

De cette affaire.

De cette affa JEAN-PIERRE TUQUOI

COMMUNICATION

production (SFP) annoncé, jeudi il juillet, au mand d'entreprise, la suppression d'entreprise, la suppression d'ici adans l'entreprise. Un plan de la suppressions d'emplois d'avait d'appliqué à la SFP en 1990 dans la servention globale de l'entreprise per turation globale de l'entreprise par le président-directeur général, M. Jean-Pierre Hoss, Les M. Jean-Pierre Hoss. Les suppressions d'emplois su feront par moitié par su retraites et préretraites. L'objectif de rentabilité à l'échéance de 1994 prévoit un
effectif de 1 salariés un
peu plus le 1 400 actuellement. Dans un communiqué publié dredi 17 juillet, la suppresse notamment) su protesté contre ce
notamment) suppressé contre ce
notamment cour noté à l'authorique. nouveau coup porté à l'audiorisuel public, après Antenne 2, FR 3 Radio France ».

Le magazine Contemporaine féminin mensuel Contemporaine muse de paraître après 🖺 d'existence, en raison d'une chute de la publicité. Ce mensuel huxueux était destiné aux « femmes de powoir » par sa fondatrice, Elizabeth Lefebvre, qui avait créé avec succès les magazines féminins Jacinte M La société éditrice de Contemporaine, Aguesseau
Communication, holding contrôlé
par le Elizabeth Lefebvre

Alain, le contrainte déposer son le suite du retrait d'un partenaire minoritaire, la dirigée et Bruno Sur réseau Paris surface (kiosques et maisons de la de la capitale et de la ban-lieue), la vente moyenne de Contemporaine de 11 500 exemplaires sur

o Le titre Mirror Group Newspa-pers chate de 60 %, — Land du britannique Mir-m Group Newspapers (MGN), suspendue décembre après découverte de escroqueries com-mises par Robert Maxwell, a chuté de près de 60 % vendredi 17 juille la reprise des cotations du propuse la reprise des cotations du groupe au Stock Exchange de Londres (le Monde du 18 juillet). Le titre MGN a ouvert à 50 pence ators qu'il avait au suspendu i 125 pence, iniveau auquel intres avaient introduits an Bourse en mai 1991. Au terme des transactions, l'action a de de transactions, l'action a de de perdant finalement 72,25 pence I 12,75 pence. Le titre de MGN est le quoti-

Daily Mirror.

Dillimine abtient la première diffusion accordée à une le privée de télévision aux Pays-Bas. — La de télévision privée FilmNet a reçu.

17 juillet, du gouvernement néerlandais la première licence diffusion accordée à une cheste. diffusion accordée à une chaîne privée. En décembre dernier, un changement de la législation néer-landaise dans le domaine des méd rendu possible l'intro-duction télévisions aux Pays-Bas. L'autorité 👞 ulation a accordé une licence à régulation a accordé une licence à FilmNet pour période dix ans qui de de oublicité dans m programmes.

Malgré un retour un bénéfices

IBM supprimera plus d'emplois que prévu en 1992

Numéro un mondial du secteur, le constructeur informatique américain iBM superintera plus d'emplois que prévu en III alig Bluen, qui envisagé de réduire de 20000 le nombre il ses salariés cette année, il en effet annoncé vendredi 17 juillet que cet objectif serait dépassé. La firme d'Armonk, qui avait déjà diminué ses effectifs de 29000 personnes en 1991, employait 350000 salariés au débu de l'année.

Ces suppressions d'emplois font partie d'un vaste plan d'économies et de réorganisation générale du groupe visant à restaurer sa rentabilité et à le rendre plus flexible. Une révolution culturelle doublée de mesures d'austérité drastiques destinées à affronter la crise structurelle que reverse l'industrie informatique. Le géant n'a pas été épargné. Pour la première fois de son histoire, il a clos le tour de vis que s'est imposé

Le tour de vis que s'est imposé iBM, sous la houlette de M. John Akers, son président, ne devrait

(Publicité)

PUBLICATION JUDICIAIRE

CONTREFAÇON DES MARQUES

DE LA SOCIETE

LOUIS VUITTON

Par arrêt du 26 février 1992, la Cour d'Appel de Dijon a confirmé em toutes ses

• déclaré que Melle T..... avait commis des actes de contrefaçon des marques de la société

• fait défense de faire usage de ces marques sous astreinte de 500 F par infraction

• ordonné la confiscation des marchandises saisies et leur remise à la société Louis Vuitton

condamné Melle T..... à payer à la société Louis Vuitton 100.000 F de dommages-

condamné Melle T..... à payer à la société Louis Vuitton 5.000 F au titre de l'article 700

intérêts et 3.000 F au titre de l'article 700 du Nouveau Code de la Procédure Civile,

donc pas faiblir, maigré une amélioration des performances financières au premier semestre 1992. Sur les six premiers mois de l'année, le groupe a affiché une progression de 6,7 % de ses ventes par rapport à la même période de l'année précédente. Tiré par les services et les logiciels, le chiffre d'affaires s'est ainsi établi à 30,3 milliards de dollars (157,5 milliards de francs) contre 28,4 milliards (147,6 milliards de francs) au premier semestre 1991. Le bénéfice net s'est élevé à 1,31 milliard de dollars (6,8 milliards de francs) contre une perte de 1,58 milliard (8,2 milliards de francs) au premier semestre 1991 due, en partie, à une importante provision exceptionnelle rendue nécessaire par les nouvelles règles américaines en manière de comptabilité. Ce léger mieux a été accueilli avec une relative déception par Wall Street, certains analystes ayant tablé sur un redressement plus spectaculaire. De redressement plus spectaculaire. De quoi confirmer IBM dans sa cure d'austérité.

e compromis

2100 COS

12 Tg. ...

 $30~\mu_{\rm TeV}$

96 y

 $\ell(\mathbf{z}) + p$

` a

 $\operatorname{Enc}_{n,j,m,j}$

99 g ...

Con bere

*a_{1 ±}

A Property

生物 海 華 華 華 三十 海 多 海 國 weeks and the Mar

THE REAL PROPERTY. A THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF MANAGEMENT OF

No tour production of the control of a political main dist A Control of the second of the

discation unique degressiv de contribution d'équillère

Service Anne Langue de S the bride measure of the artic des religios desservirses de la constanta de la constant

THE SER AND PROPERTY.

Pour extraits

The state of the s THE PERSON NAMED IN THE PERSON NAMED IN A STATE OF THE PERSON The was springer and A PARTY OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE THE PROPERTY AND THE PARTY NAMED IN The last of the la A STATE OF THE PARTY OF THE PAR THE PERSON NAMED IN COMPANY THE STREET WE SEE THE

- 400 年 大型学学 (1) (1) The second second

the section with Figure a electric contraction 12, 4 or held to be to b

Transfer

.:-::/Z

150 658

Le compromis de l'urgence

Saite de la première page

Cette situation nouvelle n'est pas sans rapport avec le contenu final du protocole envisagé pour sauver le régime d'assurance-chômage d'un déficit cumulé de 20 milliards prévu d'ici à 1992. Après les tentatives de décembre 1991, qui se sont révélées insuffisantes, il fallait trouver encore 15 milliards, en recettes et économies, et donc prendre des décisions énergiques. Et ce d'autant que le temps pressait : en septembre, et à coup aûr en octobre, l'UNEDIC risquait de se trouver en cessation de paiement, et donc dans l'incapacité de rémunérer les chômeurs...

Sur le papier, comme dans la

Sur le papier, comme dans la réalité, les mesures retenues sont drastiques, et les experts de l'UNE-DIC en attendent 18,3 milliards en 1993. Inégalement certes, tout le monde devra consentir un effort, les employeurs et les salariés, mais aussi les chômeurs. A titre temporaire et dégressif, la cotisation pour l'assurance-chômage sera augmentée de 0,8 % jusqu'à la fin de l'année, et progressivement ramenée à née, et progressivement ramenée 0,5 % au premier semestre, puis 0,4 % au second semestre de 1993. Cet afflux soudain permettra au régime de tout juste franchir un

Une allocation unique dégressive

Pour la suite, les négociateurs espèrent que les mesures arrêtées commenceront par produire leurs effets sur les finances. A commen-cer par l'allocation unique dégressive qui se substituera dans le temps aux actuelles indemnisations et dont il a été estimé qu'elle four-nirait un peu plus de 2 milliards la première année et pas loin de 9 milliards la troisième. D'autres dispositions, tel le différé d'indemnisation, porté de trois à sept jours, puis peu à peu rabaissé à 5 jours, devraient rapporter quelques centaines de millions, à côté d'autres restrictions tout aussi sévères pour les chômeurs,

Comme dans tout compromis, et vu l'urgence, était-il possible de faire autrement? Les futurs signataires prétendent que non, qui se satisfont au passage d'améliorations et se plaisent à souligner leur volonté de remise en ordre d'un dispositif malmené par la croissance du chômage. FO et bien entendu la CGT sont d'un avis exactement contraire. Elles vilipenentendu la CGT sont d'un avis exactement contraire. Elles vilipendent un schéma dont les chômeurs seraient les premières victimes, avant les salariés, et qui épargnerait par trop les « patrons ». M. Alphonse Bernard proposait une augmentation de cotisation de 1 %, qui ramenait rapidement 17 milliards, et assure que « c'est tout le régime d'assurance-chômage qui est remis en cause, et à terme sa pérennité ».

A vrai dire, et pour courageux qu'il soit, le plan retenu, très prag-matique, ne correspond que fort peu aux intentions d'origine quand le patronat, mais aussi la CFDT, entreprendre une vaste réforme s'attaquant aux problèmes de fond. Hormis quelques principes affichés dans la nouvelle logique, la restruc-turation ne sera que de caractère économique, ses conséquences sur le fonctionnement du régime ne se produisant à terme que par défaut. Par exemple, on affirme que les chômeurs ne seront pas lésés par l'instauration de l'allocation unique

PLUS DURER BIEN LONGTEMPS.

PESTIN

dégressive, en gains global, pour un chômeur moyen qui irait jusqu'au bout de ses droits à indemnisation. Mais, pour obtenir les économies souhaitées, on table sur sa sortie plus rapide du système. Et ce alors que l'emploi se raréfie.

De même, on affirme que les cadres ne seront pas avantagés par la nouvelle règle parce que, présen-tement, ils obtiennent déjà plus facilement des prolongations d'in-demnité en raison de leur plus grande capacité à présenter de bons dossiers aux commissions paritaires, qui seront par ailleurs supprimées au nom de l'égalité de

Mais il y a aussi des renonce-ments qui éloignent de la moralisa-tion. Sous prétexte que la contribu-

tion pour frais de 1 500 francs par licenciement réclamée aux employeurs ne « rentrait pas » beaucoup et qu'elle indisposait des chefs d'entreprise, elle a été supprimée. Ainsi, on revient sur une règle, admise par le patronat en décembre, selon laquelle ceux qui multipliaient les plans de réduction d'effectifs devaient prendre financièrement leurs responsabilités, afin d'épargner les employeurs au comportement le plus civique. Résultat : on a fait

une croix sur 1,1 milliard de francs

JE SUIS AU CHOMAGE

HAIS FA WE DEVRAIT

qu'il a fallu trouver ailleurs... ALAIN LEBAUBE Un programme de « valorisation » des déchets

La Commission européenne adopte un projet de directive sur le recyclage des emballages

La Commission européenne a métalliques pour les boissons, adopté, mercredi 15 juillet, une proposition de directive sur le recyclage des déchets d'emballage (« le Monde del'Économie » du 19 mail. Le texte qui doit encore être soumis au gouvernement des Douze, prévoit, dans dix ans, la « valorisation » (recyclage, compostage, régénération, récupération de l'énergie...) de 90 % des emballages produits dans la Communauté, 60 % des matériaux entrant dans la composition de ces déchets devant, obligatoirement, être recyclés.

« Objectif très ambitienx»

Par ce texte, la Commission espère réduire l'impact sur l'environnement des quelque 50 millions de tonnes de déchets d'emballage produits chaque année dans la Communauté. Mais elle espère aussi faciliter la libre circulation des marchandises. Le Danemark, qui interdit les boîtes

devra lever cette interdiction si les Etats membres s'engagent à respecter le calendrier proposé.

« C'est un objectif très ambitieux, a déclaré le commissaire européen chargé de l'environnement, M. Karel Van Miert, mais il est tenable ». Pour y parvenir, les Etats membres devront mettre en place des systèmes d'information des consommateurs et des collecteurs de déchets : la Commission suggère que tout embailage soit muni d'une marque harmonisée indiquant son caractère réutilisable ou valorisable.

Les Pays-Bas qui recyclent 55 % des papiers et cartons usagés, 70 % du verre et 46 % de l'acier, apparaissent comme le pays le plus proche des objectifs de la proposition de directive. devant l'Allemagne (50 %, 63 % et 34 %). La France recycle 36 % du papier et du carton, 41 % du verre et 23 % des emballages en acier. - (AFP, Reuter.)

Les principales dispositions

« Allocation unique dégressive » et « contribution d'équilibre »

revient le plus souvent dans le pro-tocole de l'UNEDIC. A la place des nombreuses formules d'indemtion unique dégressive», qui consti-tue la principale innovation. Par rapport à l'ancien système, les durées de versement sont maintenues et même améliorées pour les

ments des plus de cinquente ans sera, elle, progressive. Elle est conçue dans l'esprit de l'amendement Delalande, appliqué jusqu'ici aux sculs salariés de plus de cinquante-cinq ans, et dont le taux avait été récemment doublé par M= Martine Aubry (six mois de salaire versés à l'UNEDIC). L'em-

Durée d'affiliation	Dun	e d'indemnissi	ion
	Taux	lans dé	gressif
	Normal	(par période	de 4 mois)
4 mois au cours des 8 derniers mois	4 mois	4 mois	- 25 %
6 mois au cours des 12 derniers mois		3 mois	- 15 %
8 mois an cours des 12 derniers mois - Moins de 50 ans - 50 ans et plus	5 mois	10 mois	- 17 %
	8 mois	13 mois	- 15 %
14 mois an cours des 24 derulers mois - Moins de 25 aus	9 mois	21 mois	- 17 %
	12 mois	18 mois	- 17 %
	17 mois	28 mois	- 15 %
27 mois an cours des 36 derniers mois - 50-54 ans	20 mels	25 mois	- 15 %
	27 mels	33 mois	- 8 %

A titre d'exemple, ce tableau se lit de la façon suivante : pour une durée de 14 mois d'affiliation (cotisation) un chômeur âgé de 25 à 49 ans sera indemnisé au taux normal pendant 12 mois, au niveau de l'ancienne allocation de base (soit au minimum 57,4 % de l'ancien salaire). Ensuite, pendant 18 mois, le montant versé sera dégressif et diminuera de 17 % tous les quatre mois.

temps de cotisation les plus courts. De même, l'évolution du montant versé évolue entre le taux plein, qui correspond à l'allocation de base (soit 57,4 % du salaire), et l'ancienne allocation de fin de l'ancienne allocation de in de droits, soit 2 439 francs par mois pour le cas général (le taux est majoré pour les plus de cinquante-deux ans). Après une période fixe, l'allocation diminue par palier tous les quatre mois. Dégressif, aussi, le différé d'indemnisation pour tout nouveau chômeur, qui est porté de trois à sept jours, mais ramené à six jours le le janvier 1993 puis à cinq jours du le juillet au 31 décembre 1993.

La cotisation temporaire qui est instaurée, appelée « contribution d'équilibre », est également dégressive parce qu'elle doit répondre aux besoins de trésorerie, dans l'at-tente de la montée en puissance des mesures d'économies. L'aug-mentation sera de 0,8 %, à partir du 1 août et jusqu'à la fin 1992, à la charge des employeurs et des salariés, par moitié. Elle sera ensuite ramenée à 0,50 % pendant le premier semestre de 1993 et enfin à 0,40 % pendant le second ployeur devra payer un mois de salaire brut pour la rupture du contrat de travail d'un salarié de cinquante ans, deux mois pour cinjusqu'à six mois pour un salarié de cinquante-six ans et plus. En contrepartie, le CNPF a obtenu que soit supprimée la contribution forfaitaire de 1 500 francs par licenciement qui avait été mise en place, à sa demande, lors de la signature du précédent avenant, le 5 décembre 1991.

A la demande de FO, une majoration pour retard de 10 % sera appliquée en cas de non-paiement des cotisations d'assurancechômage. Et il faudra une loi pour que l'UNEDIC dispose, comme le réclament les partenaires sociaux, des mêmes moyens et droits de la Sécurité sociale. Enfin, le protocole, qui prend effet au le août, courra jusqu'au 31 décembre 1993. Formellement, il constituera d'abord un avenant, puis, à partir du le janvier 1993, date d'extinotion de la présente convention, il sera intégre à la nouvelle convention, signée alors pour un an.



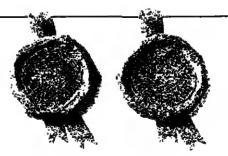


QUANTOR.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Pour votre P.E.A., une gamme DE PLACEMENTS QUI VOUS PERMET DE DOSER PERFORMANCE ET PROTECTION DU CAPITAL.

DE TOUTE FAÇON, NOUS NOUS ENGAGEONS SUR LES DEUX.



Demain, avec le lancement du Plan d'Epargne en Actions (P.E.A.), vous pourrez investir en actions françaises dans un cadre fiscal très avantageux.

Dès aujourd'hui, la Société Générale lance Quantor, pour vous permettre de construire un P.E.A. répondant à vos objectifs de performance et de sécurité.

Avec la gamme Quantor, votre P.E.A. comptera davantage:

• Davantage parce qu'avec les placements Quantor, la Société Générale s'engage doublement: sur une performance indexée sur la hausse de la Bourse (mesurée par l'indice CAC 40) et sur la protection de votre capital en cas de baisse.

• Davantage aussi puisque c'est vous qui dosez le dynamisme de votre P.E.A. en choisissant ou en panachant, selon vos objectifs, Quantor Sécurité, Quantor Equilibre et Quantor Performance.

Vous bénéficiez des avantages liés à ces fonds sur votre capital d'origine, hors droits d'entrée, dès la fin de la 5° année, puis à tout moment et à votre convenance jusqu'à la fin de la 8° année.

Votre P.E.A. peut aussi accueillir des investissements directs en actions françaises, en Sicav et FCP actions... Renseignez-vous auprès de l'un de nos conseillers.

Pour être sûr de profiter des conditions actuelles de la gamme Quantor, réservez dès maintenant votre P.E.A. dans l'une de nos agences.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

REVUE DES VALEURS

Un sondage imaginaire sur Maastricht

Curieuse rumeur à la Bourse

Vendredi 17 juillet, en début d'après-midi, une rumeur commenca à courir sur les marchés financiers de Paris, selon laquelle le Figaro du lendemain publierait un sondage montrant une force progression du «non» au référendum de septembre prochain sur la ratification du traité de Meastricht, avec même, selon certains, la possibilité d'un vote négatif. Aussitöt, sur das marchés déia déprimés par le relèvement du taux d'escompte de la Banque fédérale d'Allemagne, la baisse s'accéléra, tant à la Bourse des valeurs que sur la MATIF (taux d'intérêt), tandis que le franc s'affaiblissait vis-à-vis du mark. Le standard du Figaro fut pris d'assaut. Des dizaines d'opérateurs financiers et de journalistes voulurent vérifier. « Je passe mon après-midi à démentir », déplora Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction. Le Figaro n'avait commandé aucun sondage. Six institute spécialisés dans cette discipline, BVA, SOFRES, Louis-Harris, IPSOS, IFOP et CSA, ont précisé, de leur côté, qu'ils n'avaient aucun sondage sur Maastricht à diffuser dans l'immédiat. Fausse rumeur, donc, qui aurait pu profiter à des spéculateurs jouant à la baisse pour racheter plus bas. Mais, après qu'un démenti eut circulé, les cours ne se redressèrent pas.

Forte baisse des cours de Philips

Un mois, jour pour jour, après avoir traversé de fortes turbu-lences, le cours de l'action Philips vendredi 17 juillet, sur la plupart des places européennes. Le 17 juin, le titre s'était effondré de 18 % à la Bourse d'Amsterdam (le Monde du 19 juin). Vendredi, il a reculé de 11 % à Amsterdam, 15 % à Bruxelles et 11,6 % à Paris. De uxpliquaient le précédent séisme.
C'est, cette fois, l'annonce par le quotidien néerlandais Het Financieele Dagblat du départ de leurs fonctions de deux hauts responsables de la multinationale néerlandais de la financier de leurs fonctions de la multinationale néerlandais de la financier de la financier de la financie néerlandais de la financier de daise qui a mis le feu aux poudres.

Numéro deux de la division élec-tronique grand public chargé notamment de la télévision haute définition (TVHD), M. Pieter Goe-nenboom a, en effet, été nommé «conseiller» du groupe, Président de Philips Interactive Media System - qui développe le nouveau produit-phare du groupe, le «com-pact disc interactif» (CDI), – M. Gaston Bastíaens a rejoint, de son côté, Apple Computer. Le groupe a précisé que ces changements n'avaient « rien à voir avec la stratégie de Philips pour l'intro-duction de la TVHD et du CDI».

Ces crises boursières à répétition temoignent de l'inquiétude grandis-sante des milieux financiers sur sante des milieux financiers sur l'avenir de la branche grand public de Philips – qui représente 45 % du chiffre d'affaires du groupe et qui a déjà enregistré 300 milliona de francs de pertes au premier trimestre. La Bourse redoute tout particulièrement l'échec de la stratégie de Philips – et de son allié français Thomson – dans la télévifrançais Thomson – dans la télévi-sion haute définition. La publica-tion par la revue professionnelle tion par la revue professionnelle britannique Advanced Television Markets (ATM) d'un entretien avec M. Jacques Caumartin, un ancien responsable de la branche composants du groupe Thomson écarté par le PDG, M. Alain Gomez, entretiene mettant en cause la stra-tégie de ces deux groupes euro-péens dans le développement de la nouvelle norme de télévision D2 Mac, a encore ajouté i la confu-P.-A. G. **PARIS**

L'étau européen

La Bourse vit mai INDICE CAC 40 ou plutôt subit les eléas européens - 3,10 % depuis la tin-no.
sans pouvoir reprendre le dessus. Et, cette semaine,

hausse des faux allemands a un pau plus anglué le marché. Devenu métiants à 'annonce d'un référendum sur l'Union auropéanne en France en septembre, puis craintifs à l'issue du «non » Danois à Maastricht, les investisseurs sont désormais sur la défensive. Plus question pour l'instant de prenquestion pour l'instant de pren-dre d'initiative après la décision de la Bundesbenk, jeudi 16 juil-let, de durcir sa politique moné-taire. Les investisseurs institutionnels et les particuliers déjà peu actifs depuis quinze jours ont préféré rester en retrait, lais-sant toute la place aux arbitra-gistes, ces intervenants qui achètent et vendent simultanément sur deux marchés différents pour profiter des écarts de cours. Et, dans ce contexte, cette nouvelle baisse hebdomadaira (- 3,10 %) lamine un peu plus les gains de l'indice CAC 40 depuis le début de l'année. La progression, qui était de 15 % au plus haut en mai, est quasiment affacés. Elle vient d'être ramenée à 2,05 %. Le retour à la case départ approche.

Peu avant is long week-end du 14 juillet, les Cassandre annonçaient une politique de resserrement du crédit outre-Rhin, Décision qui devait être prise par la Banque centrale lors de sa réunion du 16 juillet pour lutter contre toute reprise de l'inflation. Ces rumeurs revenaient avec suffisamment d'insistance pour décourager les plus optimistes. Et le retour devant les écrans informatiques, mercredi 15, ne se fit pes dens l'allégresse. Le moral était parell à celui d'un landemain de fête où, dégrisé, il faut renouer avec la réalité, aussi morose soit-elle.

S'est ensuivi alors un accès de faiblesse des valeurs (- 0,33 %) qui devait se poursulvre la lendemain. La séance de jeudi fut celle de l'indécision. Après un recui à l'ouverture (~ 0,43 %), une

timide hausse ramenait à + 0,8 % les gains de l'indice CAC 40 à 14 h 15, heurs à naires, après 609 millions de laquelle débutait la conférence pertes en 1991, poursuit sa de presse de la Bundesbank. Il átait alors encore permis de au japonais Ricoh pour

raver et d'espérer un geste « européen » des Allemands de ne pas toucher à leurs taux d'intérêt pour ne pas pénaliser les autres pays. L'annonce du relèvement de trois quarts de point du taux d'intervention à 8.75 % eut pour conséquence les gains de la séance en moins de deux minutes. L'indice CAC 40 devenait alors très légèrement négatif (- 0,08 %) avant d'afficher un quart d'heure plus tard un gain de 0,75 %. Les intervenants considéraient aiors cette mesure comme avant tout technique et ne devant pas trop affecter les partenaires de la Communauté. En effet, dans la fourchette des taux, seul a été relevé celui de l'escompte, qui est la limite inférieure du loyer de l'argent sur le marché monétaire, La Lombard, qui en est la borne supérieure, a été maintenu à 9,75 %. Le sursaut sur le marché boursier sera néanmoins de courte durée puisque la journée s'achevait sur une note quasi stable (- 0,11 %) .

Olipar, Métrologie et la BAC

Vendredi, l'impact psychologi-que négatif que suit toujours une hausse des taux d'intérêt l'emportait alors, les investisseurs voyant e'éloigner à grands pas tout espoir de détente monétaire. D'entrée de jeu, l'indice CAC 40 «enfonçait» son niveau des 1 850 points, un seuil de résistance technique qu'il approchait depuis plusieurs séances. Il poursulvait son dérapage pour aller testar son nouveau plancher qui, pour les analystes, se situe à 1 800 points. L'indicateur de la place terminait sur une baisse de 2,67 %, à 1 801,78.

Du côté des valeurs, peu de mouvements importants ont été recensés. Les cotations de suspendues mercredi et jeudi. Ce distributeur de matériel infor-

SEMAINE DU 13 AU 17 JUILLET 1992

felilite par ses banquiers action-

réorganisation. Il vient ainsi de

cédar sa filiale SMO Bureautique

202,5 millions de francs. Ven-

credi, à la reprise des échanges,

l'action enregistrait la meilleure

performance du règlement men-

suel en s'appréciant de 4,7 %.

fortes hausses, figurait le titre Oliper (+ 2 %), qui tentait de se

ressaisir après une chute de 6,3 % jeudi. Ce jour-là, 9 % du holding immobilier du groupa Pellerin changeaient de mains. Le

célèbre promoteur a réduit sa

position dans son groupe en la ramenant à 46 %. A première

vue, il en perd la majorité, mals il

convient cependant d'y ajouter

les 4,6 % d'autocontrôle, L'opé-

ration de cassion à una douzaine

102 francs l'action pour

767 000 titres, soit une transac-tion globale de 78,2 millions de

francs. Ce désengagement n'est

pas étranger à la crise immobi-lière actuelle, tout comme sans

doute la suspension de cotation de la BAC. Cet établissement

spécialisé dans les activités de

marché et de gestion et l'ingé-nierie immobilière a perdu 417

millions de francs l'an dernier.

En novembre, la BAC était

reprise en main par ses action-

naires que sont la BNP, via la

BAII. Groupama et la MAAF.

mais les nouveaux dirigeants à

l'époque se montraient

extremement discrets sur leur

stratégie future. Un conseil d'ad-

ministration de cette banque

devrait se tenir jeudi 23 juillet, à

l'issue duquel une assemblée générale devrait être convoquée

afin d'avaliser des « décisions

importantes». Sur le marché,

des bruits évoquaient plusieurs

possibilités allant d'un renfloue-

ment de cet établissement jus-

au'à une éventuelle cessation

d'activité. Une pierre de plus

dans ce chemin boursier où les

embOches s'accumulent depuis

DOMINIQUE GALLOIS

Bul-Invest.

10 Bancaire (Ck)

1.9 AGF _____ 1.5 UFB Locabail _

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (7)

34 940 224 738

210742 149075

174377

LES PLUS FORTES VARIATIONS

lausse

plusieurs semaines.

SFIM ...

Michelan a Ba Fotal Certif. ...

Schmer CIP

Total (Fee Pia.)

St-Gobai

moudme. + 2.7 Lebon shes-Chet. ... + 2.6 Olipar

Permi la quinzaine de plus

Une semaine pour rien

noice now xous orienté à la hausse cette semaine, a perdu ensuite tous ses gains durant la séance de vendredi pour terminer prati-quement inchangé. Au terme des transactions de la dernière séance. l'in-

NEW-YORK

dice Dow Jones des valeurs redettes a ciôturé à 3 331,64 en hausse de 1,08 point (0,03 %) par rapport à la semaine précédente. La Bourse new-yorkaise a été soutenue par une chasse aux bonnes affaires et, en fin de

semaine, par l'annonce du milliar-daire texan Ross Perot selon laquelle il renonçait à se porter candidat aux élections présidencanordat aux elections presiden-tielles américaines. Ce retrait a été-interprété par les investisseurs comme une aide à la réflection de George Bush en novembre. Les places financières favorisent traditionnellement une administration

La décision de la Bundesbank d'augmenter son taux d'escompte jeudi a toutefois pesé sur Wall Street, La baisse des Bourses euro-péennes et japonaise en réaction à la décision allemande a également contribué à décourager les déten-teurs de capitaux à New-York.

Les principaux protagonistes de la semaine à Wali Street ont été les titres pétroliers, bancaires et

Wall Street, d'abord Les valeurs des compagnies pétrolières avaient progressé dans le courant de la semaine, soutenues par la hausse des prix du pétrole. Le prix du brut a augmenté en raison de l'aggravation de la confrontation entre l'Irak et les Nations unies après le refus du gouvernement irakien de permettre l'accès du ministère de l'agriculture aux inspecteurs de l'ONU. L'activité durant la période sous revue a porté sur 941 690 000 titres contre 977 909 000 la semaine passée. Indice Dow Jones du 17 juillet :

3 331,64 (c.3 330	,56).	. ,
	Cours 10 juil	Cours 17 juil
Alcos	73 43 3/4	72 3/4 44 1/2
Bocing	39	49 1/4
Chase Man. Bank	29 1/8	26 3/8
Du Pout de Nemours_	48 3/4	49 5/8
Eastman Kodak	41 1/2	42 1/8
Exzon	61 1/2 44 7/8	62 1/8 44 3/4
General Electric	76 3/8	77 1/2
General Motors	41	40 3/4
Goodycer	66 L/4	65 3/4
IBM.	97 5/8	95
ITT.	66 1/8	64 3/4
Mobil Oil	62	63 7/8
Pfizer.	77 3/8	76 3/4 62 5/8
Schlumberger Texaco	63 1/2	63 1/8
UAL Corp. (ex-Allegie)	114	116 1/8
Union Carbide	12 1/4	12 7/8
United Tech	51 1/4	51
Westinghouse	17 3/4	17 1/8
Xerox Corp	.71 1/4	71 3/8

2

TOKYO

Irrégulière

La Bourse de Tokyo était orientée à la baisse cette semaine, alors que les investisseurs restaient en retrait du marché, dans un cli-mat d'incertitude

consécutif à la hausse, jeudi 16 juillet, du taux d'escompte allemand. Le Nikkei a terminé à 16 548,07 points vendredi 17 juillet, perdant 235,65 points soit 1,4 % par rapport à la semaine présédente Le volume. semaine précédente. Le volume quotidien moyen des transactions s'est sensiblement contracté passant à 203.6 millions d'actions contre 237,7 millions la semaine pré-

Les valeurs ont été irrégulières cette semaine, dans un marché étroit, le marché au comptant subissant l'influence des transactions à terme liées à l'indice. Après avoir progressé de 2,49 % lundi jusqu'au niveau des 17 000 points, le Nikkei s'est inscrit à la baisse dès mardi (- 0,80 %), après les déclarations du premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, écartant l'idée d'une prochaine baisse des taux d'intérêt. Le lendemain, il

LONDRES Net recul

-2,36%La Bourse de Londres a netrement reculé pendant la semaine

écoulée, affectée par des statistiques confirmant l'absence de reprise économique et secouée par le relèvement, jeudi, du taux d'escompte allemand. Pour la huitième semaine consécutive, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu du terrain, cédant 58,9 points (- 2,36 %) par rapport au vendredi précédent. La majorité des pertes a été enregistrée vendredi, quand le marché s'est effon-dré de 51,50 points, et le Footsie a terminé à 2 431,90 points, son plus bas niveau depuis le 8 avril, la

veille des élections. L'initiative de la Bundesbank a dissipé les espoirs de réduction des taux en Grande-Bretagne, affaibli la livre et laissé craindre un retar-dement de la reprise économique. La Banque d'Angleterre a de son côté signalé vendredi, lors de ses opérations sur le marché monétaire, qu'elle était prête à relever les taux d'intérêt si la défense de la

livre le nécessituit. Ladices «FT» du 17 juillet : 100 valeurs, 2 431,90 (c.2490,80); 30 valeurs, 2 431,90 (c.2490,80); 30 valeurs, 1 852,10 (c.1 903,70); mines d'or, 94,00 (c.84,00); fonds d'Etat, 89,33 (c.89,66).

	Cours (d juil.	Cours 17 juil
Allied Lyons BP BTR Cadbury De Boers	6,31 2,03 4,43 4,67 11,15	6,15 1,99 4,44 4,88 11,12
Glaro GUS ICI Reviers RTZ Shell Uniterer	7,12 19,38 11,64 11,37 5,60 4,82	8,80 19,63 11,57 11,65 5,45 4,71

regagnait 0,31 %, ce qui lui permettait de se maintenir au niveau des 17 000 yens. Après un recul de 0,76 % l'ayant fait repasser jeudi sous la barre psychologique des 17 000 yens, le Nikkei enregistrait une véritable chute de 2,59 % ven-

Certains experts estiment que le Nikkei devrait évoluer autour des 17 000 points « en l'état actuel des choses a tandis que d'autres envi-sagent une remontée jusqu'à 18 000 points si l'on constatuit une amélioration des résultats des

sociétés japonaises. Indices du 17 juillet : Nikkei, 16 548,07 (c.16 783,72);

Cours Cours 10 juillet 17 juillet 17 juillet 17 juillet 17 juillet 17 juillet 18 juillet	10pix,1 2/1,10 (1 285,38).				
Bridgestone		Cours 10 juillet			
	Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric	1 140 1 340 1 400 1 240 1 300 543	1 120 1 330 1 370 1 200 1 306		

FRANCFORT

Forte baisse - 2,95 %

A l'image des autres places européennes, la Bourse de Francion a également connu une mauvaisc naine, les regards des opérateurs étant tous tournés vers la Bundesbank, dans la crainte d'un relève-ment des taux directeurs. Le relèvement attendu a provoqué vendredi une chute de l'indice
DAX de 2,8 %, soit la plus forte
baisse depuis le début de l'année.
Ainsi, d'un vendredi à l'autre, l'indicateur de la place a perdu 2,95 %
en s'inscrivant à la cota 1 702,66 points.

Pour la Commerzbank, le relèvement du taux d'escompte a au moins le mérite de clarifier la situation, le marché traversant depuis plusieurs semaines une phase d'expectative, nuisible au cli-mat des affaires. La Deutsche Bank recommande pour sa part aux investisseurs une attitude plutôt défensive la semaine prochaine, en attendant des jours meilleurs. Le volume des transactions sur

les marchés des actions des huit places boursières allemandes, en totalisant 24,968 milliards de deut-schemarks, est resté faible. Indice DAX du 17 juillet : 1 702,66 (c.1 754,48).

	Cours 10 juil.	Cours 17 juil.
.\kt	182.10	184,50
B VSF	27%,20	231,50
Bayer	278,300	273,70
Commer/hask	259,60	251
Acutachank	795	1.80
Hoechst	2.79	245
Karstadt	6.59.70	613
Mannesman	305.50	282,30
Sicmens	661.50	649,10
Volkswagen	351.90	
- annual seminaries annual control	-20 L-TQ	371

COURS	ÉCHÉANCES				
COURS	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93	
Premier	106,86	107,14	107,54		
+ hant	106,83	107,14	107,54		
+ bas	106,08	106,44	106,82		
Dernier	106,08	106,46	196,84		
Compensation	106,08	106,40	106,78	107,02	

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 17 juillet 1992

	10-7-92	13-7-92	14-7-92	15-7-92	16-7-92
RM	1 243 355			1 481 741	1 875 478
Comptant R. et obl. Actions	16 238 258 176 849			13 176 127 549 678	10 482 76 99 04
Total	17 658 462			15 207 546	12 457 280

	455				21	
INDICES	QUOTI	DIENS	(INSEE	base 10	0, 31 déce	mbre 1991)
Françaises . Etrangères .	107,2 96,4		Ì		106,7 95,6	106,3 96,4
	INDI	CES CA	C (du lun	di au v	endredi)	
		L	15	-7-92	16-7-92	17-7-92
Indice gén. 1		1	1 5	06,2	502,2	500,9
	(b	ese 100	, 31 décer	ubre 19	(87)	

LA BOURSE EN DIRECT

Indice CAC 40 _

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

O L'action Equitable sera offerte à 9 dollars. - La compagnie d'assurances américaine Equitable Life introduira en Bourse 43,5 millions d'actions ordinaires au cours unitaire de 9 dollars, a annoncé mer-credi 15 juillet la firme dans un communiqué. La mise sur le marché de ces titres - 35 millions scront offerts aux Etats-Unis et 8,5 millions à l'étranger, - devrait être close le 22 juillet prochain. Après la clôture de cette introduction, The Equitable Life Assurance Society sera démutualisée pour être convertie en une société par actions et devenir une filiale à 100 % d'Equitable Companies Incorporated, détenue à 49 % par le groupe français d'assurances AXA

1 853,26 | 1 851,23 | 1 801,78

MARCHÉ LIBRE DE L'OR Cours 17-7-92 Cours 10-7-92 57 250 57 250 330 86 800 86 900 326 420 325 326 410 420 420 1 845 943,65 616 2 130 404 325 Or fin falls as home)

- falls as larget)

- falls as larget)

- Files française (20 fr.)

Files mines (20 fr.)

Files intes (20 fr.)

- Files trabaleum (20 fr.)

- Files trabaleum (20 fr.) 327 325 426 420 325 1 800 970 616 2 125 340 216 10 dollars 5 dollars 50 passes 20 sparies 10 Socies 5 roubles

W. 1077-364 whères provided s Austerite pour le TAME . 288 . 44

. 72

MARCHE INTERNATIONAL D

Les Italiens se n

- 17 de 1**26** Santa Maria 100

TO SERVICE

4 4

 $\omega = \mathcal{E}_{-1}, \quad \Delta \mathcal{B}_{-1}^{p}$

Committee of the Section of the Sect

 $(g_{i}\circ g_{i})\circ \mathcal{D}_{i}^{*}(g_{i})$

AND SPECIES P.

" Galler "

一、人 中面积 1964年

- State of

1. 1. 1. 16. 15. E. C.

The statement

100

and the second

A 140 - 1 A SHARE THE PARTY OF entales 🙀 1 T 1412 - 198 医石榴 经基份施品 I TABLES 4 5 5 THE PERSON NAMED IN with make the

100 M PARTY IN AF THE 2 - A - - -

Angle Sage THE PERSON NAMED IN Andrew Comment

Contract of the - Atten - 417 app. 14

12

737

14.5

20 19

1000

1. 1

4 *** *

Secretary Spirit

Service Fred Ligar

814 Pe 11

-

-

park Sample of the same

實 教徒 神经 一种

المهاوا والمناب والمناب الموافقة

الهار المرافعين أعود بيؤي

والترافي المحمد تنهيريك

The same with the second

Service Services (Co.

Berger (1964) of

But the state of t

Water Commence

-

A- - - -

light on the party and the first

والمتحاربين المتحارب المتحارب

والمساوين بسهد والأ

But the state of

the file of House

1950 at 21 at 55

The state of the s

والمعارض والمتاريخ

garageri, 😓 et aldiser

والموالية المحال والمواقع

A Care of the Care

Section of the section

The Second Second of

المراكدينية المراكدين where it was not to be a super to the same of The company of the said

The second second

And the State of t

The second of the second

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

And Approximation

-

Carolina Carolina

1.08 Pt.

2 . 2 . 2

20.45

Marian Stanford Commence

THE CHANGE

Les Italiens se méfient de leur monnaie

Deux énormes euro-emprunts viennent d'être émis pour le compte de la Banque européenne d'investissement, l'un de 1 milliard de marks, l'autre de 500 milliards de lires, qui illustrent bien la situa-tion actuelle du marché international des capitaux. Aucun des deux n'a encore été entièrement placé, mais, alors que la confiance est de mise quant à l'opération libellée en marks, celle en lires est vraiment très difficile. La comparaison est instructive car l'une et l'autre sont destinées à trouver preneurs en Ita-lie, presque exclusivement. Leur sort reflète à l'évidence les craintes qu'éprouvent les investisseurs italiens à l'égard de leur propre mon-

Ces deux affaires ont vn le jour à des conditions beaucoup trop sévères pour susciter l'intérêt des prêteurs dans d'autres pays. Cela s'explique par des raisons d'ordre fiscal. Les investisseurs italiens n'ont aucun impôt à payer sur le revenu des titres internationaux de la Banque européenne d'investisse-ment, qui profite de ce privilège pour offrir le rendement le plus faible possible.

Dans le compartiment de l'eurofranc français, le climat s'est fortement détérioré. Le marché, surchargé d'emprunts durant la première décade de juillet, souffre à présent d'un engorgement cer-tain. Il n'y avait, ces derniers jours, guère de place pour de nouvelles transactions de type classique. La seule opération euro-obligataire émise depuis l'interruption du 14 juillet, est d'un caractère parti-culier. D'un point de vue techni-que, elle ressemble beaucoup à un emprunt convertible dont les obligations pourraient être échangées contre des actions. Son débiteur, le Crédit agricole, entend lever pour environ 300 millions de francs pour une durée de six ans. A 'échéance, il remboursera les côligations aux investisseurs qui les auront conservées, à un prix nettement supérieur à celui auquel ils

les auront acquises à l'émission de façon à procurer un rapport équi-valent à 6 % l'an. C'est une assu-rance non négligeable, mais l'attrait de la transaction réside surtout de la transaction réside surtout dans le fait qu'elle pourra faire bénéficier les porteurs d'une hausse des cours de la Bourse de Paris. Les conditions de l'emprunt seront arrêtées lundi 20 juillet. Le prix d'émission des obligations dépendre du niveau de l'indice CAC 40, la prime étant de 15 %. Dans un paragraphe et jusqu'à l'éphépage. an environ et jusqu'à l'échéance. les investisseurs pourront à tout moment exiger le remboursement anticipé de leurs titres à un prix qui correspondra an niveau qu'at-teindra alors l'indice. Aucun pla-fond piet selen

fond n'est prévu.

Pour ce qui est des warrants en eurofrancs, l'attention se porte principalement sur une émission principalement sur une emission du Crédit lyonnais qui se réfère au cours de l'action Bouygues. L'affaire a ceci d'intéressant que pour la première fois, une société française a autorisé une banque à émettre des bons qui permettront à leurs détenteurs de bénéficier d'une baisse du titre. Offrir sur le marché une des transactions ne signific oas une des transactions ne signifie oas qu'on est d'un avis négatif sur les perspectives de l'action. Trop de sociétés craignent pourtant que ce ne soit perçu comme tel par le public, et s'opposent au lan de ces opérations.

La CEE et ses prêts à l'Est

La Communauté économique européenne cherche à obtenir un crédit bancaire d'une durée qui pourra aller jusqu'à trois ans et dont le produit sera prêté à plu-sieurs des Républiques qui ont suc-cédé à l'Union soviétique. On gnore encore le montant précis de emprunt. Au minimum, si on limite le nombre des bénéficiaires aux seuls pays avec lesquels des contrats de prêts ont déjà été signés, il s'agira de 270 millions d'ècus. Ce volume ira jusqu'à 550 millions, si on y ajoute les

accepté les conditions posées par la Communauté mais qui ne se sont pas encore engagés formellement. Cela porterait à neuf les destina-taires des prêts. Tout semble indiquer qu'il y aura au moins trois absents, dont la Russie, qui se montre plus intransigeante que d'antres dans les négociations menées avec le créancier. Deux prèts dépasseront les 100 millions d'écus, ceux consentis à l'Ukraine (130 millions) et à la Biélorussie (102 millions).

Le chef de file de l'opération sera une des six banques interna-tionales qui ont jusqu'à mercredi pour répondre à un appel d'offre fait par les services de la CEE. Le tout s'inscrit dans le cadre d'un programme d'aide financière de 1,25 milliard, décidé par la Communauté en faveur de l'ex-Union soviétique et dont Moscou devait profiter au premier chef puisqu'il était prévu de réserver à la seule Russie quelque 500 millions d'écus. Ce programme n'a pas encore été entamé.

Des contraintes d'ordre technique expliquent pourquoi la Communauté a retenu une formule de crédit bancaire de préférence à un emprunt obligataire. La mise à disposition des fonds aux différents pays, par exemple, s'étalera sur une période de huit mois. Il serait difficile de satisfaire à une telle exigence si les ressources nécessaires étaient obtenues par l'émission d'obligations dont normalement le règlement aurait dû s'effectuer à une seule date. La décision de ne pas faire directement appel au marché avait été prise voici plus de deux mois (le Monde daté 10-11 mai). Il faut, en tout cas, se garder d'y voir une conséquence des grandes difficultés que connaît le marché des obligations libellées en écus depuis qu'au début de juin les Danois ont refusé de ratifier le traité de Maastricht.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar sous les 5 francs

« A la dérire », « très secoué », les épithètes vont commencer à man-quer pour qualifier le glissement du dollar, que le relèvement du taux d'escompte de la Banque fédé-rale d'Allemagne, annoncé jeudi, a encore un peu plus déprimé. Ce relèvement, en effet, éloigne le moment où l'écart de taux entre New-York et Francfort, actuellement de six points et demi (6,5 %) sur le court terme, commencera à se rétrécir, très probablement par diminution des taux allemands.

Vendredi, la publication des chiffres du commerce extérieur des Etats-Unis n'a rien arrangé : le déficit commercial américain s'est creusé de 4,5 %, passant de 7,06 milliards de dollars en avril à 7,38 milliards en mai, venant de 5,58 milliards en mars et de 4,98 milliards en mai 1991. Les économistes de Wall Street prévoyaient un déficit d'environ 5,6 milliards de dollars en mai 1992. Cette dégradation a été pro-voquée par la faiblesse des exporta-tions et la hausse du coût des laisse pas d'inquiéter, surtout en ce qui concerne les exportations qu'un dollar faible devrait favoriser.

En tout cas, ces deux nouvelles ont un peu plus déprimé la devise américaine qui, à la veille du weekend, était retombée à moins de

1,46 DM, à 2 plennigs de son plus bas cours historique de 1,4430 DM, touché le 11 février 1991. A Paris, le billet vert revenait à 4,93 F, son niveau de la fin

sera défendu

Beaucoup d'opérateurs le voient battre ses records de baisse la semaine prochaine. Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact des élections présidentielles améri-caines. Si le retrait de Ross Peror augmente les chances du président Bush, comme certains le pensent. et peut doper le dollar, l'avancée du démocrate Bill Clinton est diversement appréciée par les milieux financiers, traditionnelle-ment républicains. On y redoute une augmentation des impôts sur les revenus élevés, mais on y note la modération du programme de M. Clinton, avec la possibilité d'une relance de l'économie par stimulation de l'investissement, importations de pétrole. Elle ne- susceptible de déboucher à terme sur un relèvement des taux d'intérêt, donc une remontée du

> En Europe, la hausse du taux d'escompte allemand a encore ren-forcé le mark par rapport aux

taire européen (SME), motivant une augmentation des taux en Italie et en Espagne destinée à renfor cer la lire et la peseta, en condition assez médiocre. A Paris, le cours de la devise allemande est passé au-dessus de 3,38 francs. Le gouverneur de la Banque de France. M. Jacques de Larosière, a réaffirmé sans surprise, que, « au sein du SME, des baisses unilatérales des taux d'intérêt au-delà d'un certain point sont difficiles à envisages sans risques pour la tenue des mon naies. En particulier, le passage au dessous du niveau des taux allemands ne peut être envisagé qu'avec la plus grande prudence et n'est concevable que si les marchés cautionnent une telle évolution. De ce point de vue. il est apparu que l'affermissement du franc constituait un indicateur essentiel pour les autorités monétaires, qui restent

très vigilantes». Voilà qui est clair : le franc sera désendu, et les taux d'intérêt à court terme ne baisseront pas à

F. R.

SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN° 17

MATIÈRES PREMIÈRES

Austérité pour le café de Colombie

Second producteur mondial de café après le Brésil, la Colombie a convaincu ses planteurs, réunis cette semaine à Bogota, d'accepter un plan d'austérité visant principalement à réduire les prix intérieurs. Une mesure qui, trois ans tout juste après l'éclatement de l'accord international (juillet 1989) et la levée des quotas d'exportation, tra-duit la grave déprime de ce mar-ché. Réunis en congrès à Bogota, les producteurs ont accepté de voir le prix d'achat des sacs de 125 kilos d'arabica tomber à 85 000 pesos, soit 700 francs (con-tre 95 000 pesos auparavant). Le manque à gagner est d'ores et déjà estimé à 450 millions de dollars pour les deux prochaines cam-

Venu soutenir les planteurs le 16 juillet, le président de la Répu-blique colombienne, M. César Gaviria, a indiqué que le Fonds national du café, organisme public en quasi faillite – son déficit est de l'ordre de 500 millions de dollars – recevrait 200 millions de dollars. Il cessera en revanche les prêts et les aides à l'amélioration des cultures et devrait licencier 20 % de son personnel d'ici à 1993.

Un aspect important du plan d'austérité est la proposition faite aux planteurs d'arracher 30 000 hectares de caféiers, l'objectif ultérieur étant de reconvertir au total 100 000 hectares. Le gouver-nement n'a pas précisé quelle culture de substitution viendrait remplacer l'arabica, dans un pays réputé pour faire une place non

PRODUITS	COURS DU 17/7
Cuivre h. g. (Louis)	1 338 (+ 30)
Trois mois	Livres/tonne
Aluminium (Lonius)	1 334 (+ 12)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (Loudes)	7 600 (+ 10)
Trois mois	Dollars/tonge
Sucre (Paris)	273,5 (- 16,5)
Octobre	Dollars/tonne
Café (Londra)	782 (+ 6)
Septembre	Dollars/tonne
Cacao (New-York)	961 (- 65)
Septembre	Dollars/tonne
Blé (Chicago)	346 (+ 11)
Septembre	Cents/boisscau
Mais (Chicago)	229 (- 12)
Septembre	Cents/boisecry
Soja (Chicago)	175,5 (- 0,6)
Septembre	Dollars/t. courte

négligeable à la coca et à sa trans-formation en cocaïne. Seul pays d'Amérique du Sud à n'avoir jamais demandé un rééchelonnement de sa dette, la Colombie doit cette performance aux recettes tirées des cultures illicites davantage qu'au café, dont les cours mondiaux sont au plus bas, autour de 760 dollars la tonne.

Vingt millions de planteurs

«L'année qui vient de s'écouler – depuis juin 1991 – restera l'une des plus sombres de son histoire», écrit la revue Marchés tropicaux dans son numéro spécial consacré aux produits de base (1). Rappelant que ce produit agricole fait encore vivre quelque vingt millions de planteurs et a rapporté chaque année environ 10 milliards de dol-lars entre 1987 et 1989, la revue précise que depuis la suspension de l'accord international, les recettes annuelles provenant des exporta-tions de café sont tombées « à envi-ron 6,8 milliards de dollars ».

Pour les pays producteurs du tiers-monde, l'addition est lourde. Dès octobre 1991, le directeur exécutif de l'Organisation internationale du café (OIC), M. Alexandre Beltrao, estimait le manque à gagner à plus de 7 milliards de dollars. Un chiffre porté depuis à 10 milliards de dollars. «En trente troit mois estimait en avril 1992 le 10 milliards de dollars. «En trente trois mois, estimait en avril 1992 le ministre ivoirien chargé des matières premières. M. Alain Gauze, les cours mondiaux ont connu une chute sans précèdent dans une proportion de 30 à 40 %, voire 50 %, entraîment une contraction de 50 % en moyenne des recettes totales d'exportation des 51 pays membres de l'OIC. Les producteurs d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Océanie ont subi une perte annuelle de 3 à 4 milliards de dollars sur leurs revenus, en dépit d'une intensification de 3 % des exportations de café sur un marché non contingenté.» Gagner marché non conlingenté. » Gagner moins en vendant plus, voilà l'il-instration de la fuite en avant à laquelle sont forcés les producteurs, même si la stratégie du chacun pour soi contribue à détériorer encore plus la situation du marché. Mais de quoi souffre le café? Au

vu des statistiques d'offre et de demande, le déséquilibre n'est pas flagrant. Le courtier allemand F.O. Licht prevoit pour 1991/1992 une production globale de 97,3 millions de sass de 60 kilos, dont 70,44 millions de sacs d'ara-Septembre Dollars/t. courte bica et 26,86 millions de sacs de que une nouvelle chute du doilar robusta. Quant à la consommation sur les marchés des changes. Cette mondiale, elle s'établirait d'après aggravation de 4,5 % par rapport

M. Beltrao à 96 millions de sacs, un chiffre incluant les 21 millions de sacs de consommation interne des pays producteurs.

Mais il s'agit là d'un équilibre de façade puisque les stocks mondiaux représentent au moins 38 millions de sacs chez les producteurs et 15 à 18 millions de sacs chez les importateurs. «Si le marché international ne peut-être objectivement qualifié de sur-approvisionné, il est sans aucun doute trop chargé en stocks de tous types, de toutes qualités et origines », écrit Laurent Jacquet dans Marchès tropicaux. Pire des solutions - toutes les autres exceptées, pour parodier une formule célèbre, - un nouvel accord international devrait permettre de contingenter l'offre et de rétablir une équité entre quotas d'arabica (latino-américain) et robusta (à dominante africaine et asiatique). De nouvelles (énièmes!) discussions sont prévues pour la fin du mois, mais le ciment ne prend guère entre producteurs, tant leurs intérêts divergent.

ÉRIC FOTTORINO

lars (35 milliards de francs) en

avril, a annoncé, vendredi 17 juil-let, le département du commerce.

Pour le troisième mois consécutif, le solde de la balance commerciale

américaine se dégrade, alors qu'il n'avait pratiquement pas cessé de s'améliorer de janvier 1991 à

février 1992. En février-1992, le

déficit commercial (3.4 milliards

de dollars) avait même atteint son

Le résultat de mai est le plus

mauvais enregistré depuis novem-bre 1990, où le déficit avait atteint

9,5 milliards de dollars. Il a surpris

les économistes de Wail Street, qui

tablaicat sur un déticil d'environ

5,6 milijarda de dollars, et a provo-

plus bas niveau depuis 1983.

(1) Produits tropicaux 1991-1992. 15 édition. 120 francs.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 JUILLET AU 17 JUILLET 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

Livre S E.U. France frances suisses D.mark belge France belge 1,9508 — 20,2224 76,4526 68,3995 3,3190 60,6428 0,00901 1,9095 — 19,8612 73,2064 66,4319 3,2237 58,8408 0,00901 9,6428 4,9450 — 378,8581 338,2353 14,4122 299,8787 4,4570 9,7022 5,8610 — 371,3619 337,5407 16,3798 290,7031 4,4541 2,5986 1,3000 26,4510 — 89,4665 4,3412 79,3288 1,1789 2,6604 1,3660 26,8845 — 90,7469 4,4936 90,3766 1,1975 2,6509 1,4630 29,5652 111,7737 — 4,8523 88,698 1,3177 2,5154 1,5853 29,6561 140,1977 — 4,8527 88,5733 1,3196 59,2327 31,82 6,1851 22,7086 20,6972 — 18,2717 2,7156 29,3327 31,82 6,1851 22,7086 20,6972 — 18,2717 2,7156 39,3327 31,82 6,1851 12,70876 112,79878 5,47295 — 1,485203 2,7193 3,2156 1,6409 333,46814 1,24414 112,90108 5,47872 — 1,4890093 2165,53 1119,50 224,5608 848,2416 798,3719 36,82376 672,8330 — 220,5608 24,72938 91,58351 23,6936 73,48341 75,56095 0,112393 220,93 125,65 24,72938 91,58389 83,47173 4,85961 73,93351 0,110147

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 juillet, 3,9686 F contre

Très mauvaise météo

Sans doute, ce relevement, aux répercussions limitées, n'affecte-t-il

pas le Lombard. Cette décision

Oui, la Banque fédérale d'Alle-magne (Bundesbank) a relevé son taux d'escompte, le portant de 8 % à 8,75 %, comme on le craignait. Non, elle n'a pes majoré son taux Lombard (véritable taux directeur qui régit le marché interbançaire et qui est resté maintenu aux 9,75% atteints en décembre 1991) comme on le redoutait. Sa décision revêt donc un caractère limité, puisque, sur 211 milliards de marks de concours octroyés par la Banque centrale aux établissements bancaires, 72 milliards seulement (un tiers) sont fournis au taux d'escompte, l'essentiel - suit 139 mil-liards de marks - étant facturé au taux du marché interbancaire, entre 9,60 % et 9,70 %. Le coût des ressources des banques sera major d'environ 500 millions de marks (1,7 milliard de francs), ce qui relèvera, dans des proportions variables, parfois jusqu'à 1 %, le taux des crédits à court terme pour les entreprises (découverts par caisse)

1.0437 F le vendredi 10 juillet 1992.

et les particuliers (crédits à la Atteignant 36,5 milliards de francs en mai

que des importations, en baisse de

1.4 %, à 42,8 milliards. Les expor-

sées par la faiblesse des partenaires

commerciaux des Etats-Unis et

notamment du Japon. L'aéronauti-

que et les produits agricoles ont

tations américaines out été pénali-

Le déficit commercial américain

continue de se creuser

Le déficit commercial des Etats-Unis a atteint 7,38 milliards de dollars en mai (36,5 milliards de francs) contre 7 milliards de dol-rapport à avril, à 35,4 milliards)

représente le minimum de ce que pouvait faire la Bundesbank et le pouvait raire la Bundesoant et le maximum de ce qu'elle osait faire accepter à ses partenaires du groupe des Sept, réunis à Munich il y a à peine huit jours, Mais ce relèvement sonne le glas des timides espoirs d'une baisse des taux en Europe et en France, nourris, semble-t-il, par notre ministre des finances, M. Michel Sapin, peu de temps avant la réunion du groupe des Sept. C'était mal connaître les administrateurs de la Bundesbank, surtout les présidents des banques centrales des Lander, d'une farouche orthodoxie : pour eux, l'inflation, c'est le Diable (der Teufel). Sans doute, le conseil de la Banque centrale était très partagé, comme l'a révélé M. Juergen Moellemann, ministre allemand de l'économie, qui y assistait. Mais la priorité a été donnée à la lutte contre l'inflation, avec le maintien à 3,5 %-5,5 % de la fourchette de croissance de la masse monétaire M 3 en 1992, ce qui est très draconien si on pense que cette masse augmente actuellement de 9 % en

> L'OPE géante du Trésor

Sans doute, le gouvernement allemand et le chancelier Kohl désapprouvent-ils l'attitude de la Banque centrale qui, selon cux, aurait du « attendre » que la surchauffe se ralentisse. Les autorités monétaires, soucieuses de leur crédibilité, en ont juge autrement : ce n'est pas la Wacht am Rhein, c'est la « garde sur le mark!». Personne ne peut leur en vouloir vraiment, même à Paris, où on trouve la facture de la réunification de plus en plus lourde et de plus en plus amère.

ainsi réalisé des performances par-Le signal très clair donné par Francfort - durcissement et vigi-lance - a été reçu cinq sur cinq à Paris, où l'on sait maintenant que, ticulièrement mauvaises. D'autre part, l'augmentation du prix du pétrole a contribué à alourdir le sauf miracle, les taux d'intérêt allecoût des importations. mands pourraient ne pas buisser, au mieux, avant le printemps 1993. Pour les cinq premiers mois de Du coup, les cours du MATIF ont plongé à la verticale, surtout ven-dredi, revenant de 107.46 à 106.08, au plus bas depuis le début l'année, le déficit commercial s'établit à 69,89 milliards, en rythme annuel, contre 65.39 milliards en 1991. Les experts projettent un de l'année et les 105,72 du déficit d'environ 75 milliards de 10 décembre 1991. Le rendement de l'OAT 10 ans remontait de 8,78 % à 8,97 % et les taux à court dollars pour 1992 et d'environ 100 milliards en 1993.

terme passaient au-dessus de 10 %. L'étranger, qui ne compte plus sur une diminution des rendements

et donc sur une hausse des cours, a vendu. Ajoutons-y une rumeur, celle de la publication par le Figaro du samedi d'un sondage reflétant un vote négatif au référendum de septembre sur la ratification du traité de Maastricht, rumeur démentie en sin d'après-midi du vendredi, et on aura une idée de l'état de déliquescence où se trou-vait le marché à la veille du week-end sur le MATIF ou à la Bourse des valeurs (lire page 16).

Pour ne rien arranger, ajoutons une crainte, celle de voir la Bun-desbank relever son taux directeur. le Lombard, d'ici la fin de l'année, si la masse monétaire ne ralentit pas sa croissance. Conjuguée avec les appréhensions sur le référendum de septembre, cette crainte introduit un élément d'incertitude de plus dans un climat qui s'assombrit nettement : avis de coup de vent pour les navigateurs.

Sur le marché obligataire, c'est la trêve estivale des émissions jusqu'au 15 août. En attendant, le Trésor a fait connaître les résultats de son offre d'échange géante, lancée le 19 juin, et qui portent sur 140 milliards de francs d'obligations d'Etat et assimilés : les gestionnaires institutionnels ont apporté 45 milliards de francs de d'échange de 54 %, surprise très agréable pour les services du Trésor, qui tablaient sur un taux de 25 % à 35 %.

En revanche, et comme prévu, les particuliers, qui se voyaient offrir 57 milliards de francs en emprunts d'Etat pour être échanges, n'ont apporté que 2,55 milliards de francs, plus 2,5 milliards de francs de titres nouveaux souscrits directement auprès des intermédiaires financiers (surtout les banques) qui, pour la première fois depuis 1984, pouvaient mettre de tels titres directement à la disposition de leurs clients, personnes physiques. Au total donc, sans les souscriptions nouvelles, l'OPE aura porté effectivement sur 48 milliards de francs, un peu plus de 34 % des titres présentés, ce qui esi. un grand succès.

FRANCOIS RENARD

La Chambre belge des députés vote la ratification du traité de Maastricht

La Chambre beige des députés a voté le projet de loi de ratification du traité de Maastricht, vendredi 17 juillet, par 146 voix contre 33 et 3 abstentions. Les sénateurs se prononceront à la rentrée parlementaire de septembre. La Belgique est le troisième pays européen, après l'Irlande et le Luxembourg, à approuver ces accords.

BRUXELLES

de notre correspondant

Le consensus en faveur de l'Union européenne est tel en Belgique (le Monde daté 21-22 juin) qu'il n'y avait pas de suspense et que les débats, avec seulement quelques dizaines de présents avant le vote, n'ont suscité aucun intérêt dans les médias nationaux. Comme prévu, les partis de la majorité, socialistes et sociaux-chrétiens, ont voté pour, avec le soutien plus ou moins enthousiaste de l'opposition libérale. Les voix hostiles proviennent des partis nationa-listes flamands : Volksunie et, surtout, Vlaams Blok, resolument hostile au vote des étrangers. Une telle mesure risque de faire perdre cerdophones et « est un coin, avec le temps, pour ouvrir des privilèges aux non-Européens ». Sans tenir compte de l'avis consultatif du Conseil d'Etat, le gouvernement a repoussé à

plus tard le débat, qui risque d'être beaucoup plus passionné, sur la réforme constitutionnelle nécessaire pour l'octroi de ce droit.

L'uttime incertitude résidait dans chez les francophones et sept chez les Flamands). Finalement, ils ont voté riamanus). rinaiement, is a déficit contre, en invoquant le a déficit démocratique» perpétué, selon eux, par le traité. Cela n'est pas allé sans discussions ai états d'âme. Une des principales personnalités chez les Verts, le sénateur flamand Ludo Dierickx, nous a annoncé son intention de voter « oui » lors du débat au

Fiers d'abriter le conseil des ministres européens, la Commission et une partie des services du Parlement à Bruxelles, les Belges ont aussi conscience de l'atout que constitue l'ouverture des frontières pour leur pays tourne vers l'exportation. Afin de satisfaire aux critères permettant de figurer parmi les premiers Etats membres aptes à adopter la monnaie unique, ils devront, cependant, remettre de l'ordre dans leurs finances publiques et réduire considé-rablement la dette de l'Etat. Le gouvernement discutera la semaine prochaine d'un projet de budget d'austérité qui risque de mobiliser les syndicats à la rentrée, mais pour l'adoption duquel il fera valoir que les Belges, militants de l'Europe communautaire, doivent être logiques avec cux-mêmes.

Ancien chef de la diplomatie américaine

M. Cyrus Vance représentera le secrétaire général de l'ONU

en Afrique du Sud

L'ancien chef de la diplomatie américaine Cyrus Vance a été nommé représentant spécial pour l'Afrique du Sud du secrétaire général des Nations unies, vendredi 17 juillet, après le vote, par le Conseil de sécurité, de la résolution appelant à la reprise du dialogue (le Mande du 18 juillet).

Dans un communiqué, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a déclaré que M. Vance partirait en début de semaine prochaine pour l'Afrique du Sud. L'ancien secrétaire d'État aura pour mission de recommander des mesures de nature à mettre fin aux violences et créer les conditions propices à la reprise de négociations.

D'autre part, le chef de la police sud-africaine, le général Johan van der Merwe, a annoncé vendredi à Pretoria que soixante-dix-huit peronnes seront inculpées lundi de meurtre, de violence publique ou de ces deux délits, à la suite du massacre le 17 juin dernier de quarante-cinq Noirs dans le ghetto de Boipatong. Dans un premier temps, la police avait annoucé que ces soixante-dix-huit personnes seraient inculpées de violence JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE | publique, sans mentionner le délit de meurtre. - (AFP, Reuter.) Le litige entre les ASSEDIC du Rhône et un élu des Verts

Les milieux politiques lyonnais critiquent la mise en détention de M. Tête

La mise en détention de M. Etienne Tête, conseiller régional (Verts) de Rhône-Alpes (le Monde du 18 juillet), suscite une certaine émotion dans les milieux politiques et judicialres lyonnais, ainsi que des interrogations sur la procédure utilisée dans son cas. A la suite d'une plainte pour « escroquerie » des ASSEDIC du Rhône, M. Etienne Tête avait été déféré en comparution immédiate par le parquet du tribunal de Lyon.

LYON

de notre buresu régional

Du fond de sa cellule de la prison Du fond de sa cellule de la prison Saint-Paul, à Lyon, M. Etieane Tête a fait savoir, vendredi 17 juillet, pur l'intermédiaire d'un de ses avocats, qu'il demandait à être jugé le plus rapidement possible. Tout en clamant son innocence, M. Tête se propose de consigner la somme de 131 000 francs, objet du litige qui l'oppose aux ASSEDIC du Rhône. Cette mise en détention jusqu'à Cette mise en détention jusqu'à l'audience prévue le 23 juillet, où l'affaire sera jugée sur le fond, a suscité l'étonnement des milieux politiques lyonnais. Comme leurs responsables nationaux, les Verts du Rhône, qui estiment qu'il y a « visiblement une distorsion entre le motif invoqué et l'ampleur des mesures prises» coatre M. Tête, exigent sa

différents que M. Gérard Collomb, secrétaire national du PS, ou M. Jean Besson, député (RPR) du Rhòne, se sont eux aussi émus de la Rhòne, se sout eux aussi émus de la a disproportion » entre la nature des faits reprochés à M. Tête et son traitement judiciaire. Les photogra-phies publiées dans la presse locale où l'on voit M. Tête menotté, le visage épuisé à la suite de trente heures de garde à vue, ont également suscité des interrogations sur les conditions offertes aux pho-tographes dans l'enceinte du tribu-nal.

a Je suis perplexe au sujet des conditions d'exposition publique faite, à M. Tête, explique Me André Soulier, membre du bureau national du Parti républicain, qui assume la défense, aux côtés de Me Jean-Marc Bazy, de «ce garçon sans sou ni maille». «Je note, a-t-il ajouté, une asymétrie dans le traitement réservé aux hommes politiques qui, depuis quelques semaines, ont à répondre de faits devant la justice».

La vague d'émotion suscitée par la parution des photographies a éga-lement touché le palais de justice. Au parquet, on avouait même res-sentir un malaise devant ce qu'un magistrat qualifie d'a assassinat médiatique». On défend toutefois la procédure de comparution immédiate utilisée à l'encoutre de M. Tête en relevant qu'elle s'inscrit dans le cadre de la politique définie en début d'année par le procureur de la République, M. Jean-Amédée

M. Henri Enmanuelli susonce son intention de poursuivre en diffis-

EN BREF

Lathoud. Cette politique a pour but de traiter les affaires financières de la même manière que celles qui relèvent du droit commun.

Depuis le début de l'année, on a sinsi vu au tribunal correctionnel des personnes jugées en comparu-tion immédiate pour fraude, banqueroute, ou escroquerie. Leur affaire, qui n'avait pas été instruite par un juge d'instruction, avait été traitée en enquête préliminaire par la section financière de la police judiciaire sous la contrôle de section. judiciaire sous le contrôle du parquet. « C'est une façon de désengor-ger les bureaux des juges d'instruc-tion, note un magistrat, lorsque les faits, aussi graves soient-ils, sont simples. »

simples.»

Quant à l'argument selon lequei cette procédure de comparation immédiate peut léser les droits de la défense, il est vite repoussé. «L'avocat dispose de davantage de temps que lorsqu'il doit défendre son client avant la mise sous mandat de dépôt d'un juge d'instruction. En conflant la décision d'incarcération à trois juges au lieu d'un seul, on applique ainsi une réforme qui est demandée. » Lorsque l'on fait remarquer que, dans l'attente du remarquer que, dans l'attente du jugement, la condamnation déjà subie par M. Tête paraît adminis-trée bien rapidement, la réponse revient, cingiante : « Personne ne réagit lorsque le même phénomène touche des petits délinquants ano-

BRUNO CAUSSÉ

et ROBERT MARMOZ

La réunion à Paris du consortium de la Banque mondiale

La France redevient le deuxième fournisseur d'aide à l'Indonésie

La première réunion du Groupe CGI remplace le Groupe inter-gouconsultatif pour l'Indonésie (CGI) a vernemental pour l'Indonésie (IGGI), eu lieu à Paris, les jeudi 16 et vendredi 17 juillet, sous la présidence de la Banque mondiale, avec la participation de M. Radius Prawiro, ministre indonésien de la coordination des affaires économiques, financières et industrielles. Le Groupe - qui comprend les principaux bailleurs de fonds occidentaux, auxquels s'ajoutent des organisations internationales, des fonds de développement de pays arabes, la Corée du Sud... - a décidé d'accroître les crédits promis pour 4.75 à 4.94 milliards de dollars. Le d'ailleurs profité de son passage à

dont Djakarta avait demandé la dissolution. Il était présidé par les Pays-Bas dont les Indonésiens avaient mal apprécié les critiques après le massacre de civils par l'armée à Timor-Oriental, en novembre dernier.

La participation française à la CGI dépassera cette année les 800 millions de francs. Une augmentation sensible par rapport à 1991-1992 (685 millions de francs), qui fait à nouveau de la France le deuxième pays donateur, après le Japon mais devant les États-Unis. M. Prawiro a

Paris pour s'entretenir avec M. Michel Sapin, ministre de l'éco-nomie et des finances, et Mª Georges Kiejman, ministre délégué aux affaires étrangères, qui se trouvait à Djakarta il y a un mois.

Recevant mercredi à déjeuner M. Prawiro. M. Kiejman avait exprimé sa « satisfaction » devant les « parfaites relations bilatérales et mulilatérales » entre les deux pays soulignant le rôle régional de l'Indonésie, qui « mérite l'ensemble des aides écomiques que lui apportent les pays du CGI». Il avait toutefois mis un bémol à ce satisfecit en ajoutant qu'il était « dommage que ce grand pays, dont l'image économique est si posi-tive, voit son image politique altérée ».

Le drame de Timor, ex-territoire portugais que l'Indonésie n'a toujours pas réussi à intégrer malgré plus de onze années d'occupation musclée, colle au régime du général Suharto. Il était donc inévitable que Me Kiejman l'évoque, déclarant que « l'Indonésie n'a pas encore réussi à maîtriser complètement son développement démocratique». Surpris, non tant par la critique – attendue – que par son ampleur, M. Prawiro répliqua que son gouvernement était «très désolé» de cet incident regrettable, et promit d'envoyer à son hôte un document expliquant le point de vue officiel de Djakarta. Les choses semblent en être restées là, la France, contrairement à d'autres donateurs, dissociant clairement son aide de la question

a Le Portugal menace de bloquer le nouvel accord CEE-ASEAN. -Le Portugal pourrait bloquer le nouvel accord de coopération entre la CEE et l'ASEAN (Association des nations d'Asie du sud-est) si l'Indonésie ne fait pas de progrès en matière de droits de l'homme, a déclaré, vendredi 17 juillet, le porte-parole du ministère des affaires étrangères de Lisbonne. Ce problème devrait être examiné lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, lundi à Bruxelles. - (AFP.)

M[∞] Buchmann estime que « la procédure vise à discréditer les Verts»

mation VSD et le Quetidien de Paris. - Le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emma-M= Andrée Buchmann, portenuelli, a annonce, vendredi 17 juilparole national des Verts, a réagi let, avoir chargé ses avocats de au placement en détention de M. Etienne Tête en nous décla-rant : « Cette volonté de salir poursuivre en diffamation l'hebdomadaire VSD et Le Quotidien de Paris. Les deux articles visés évol'image d'un homme public pose quaient l'affaire André Orta, un trois questions. S'il est juste de comme d'affaires qui avait connu garantir tous ses droits à tout pré-M. Emmanuelli dans ses fonctions venu, qu'il soit anonyme ou qu'll s'appelle Emmanuelli, Tapie ou d'élus des Landes. André Orta a été condamné, en juin 1989, à qua-Léotard, pourquoi réserver un traitre ans de prison ferme sans que le tement infamant à Etlenne Tête? procès ait établi un lien avec un Pourquoi la décision du tribunal éventuel financement politique remet-elle une fois de plus en cause occulte. Rappelant que cette affaire la présomption d'innocence dont west clase pour la justice», le comdoit bénésicier tout prévenu? En muniqué de M. Emmanuelli sonquoi le fait d'être élu constituerait-il ligne que les «allégations» de ces une charge supplémentaire permettant d'exposer Etienne Tête à un deux publications a avaient déjà «La vérité est que dans cette affaire, au-delà d'une personne iournaux ». D La découverte du vires du sida : connue pour son intégrité, la procé-dure employée vise à discréditer un mouvement politique, les Verts», a estimé Mª Buchmann.

Selon le quotidien japonais « Asahi Shimbun »

Honda abandonnerait la Formule 1

Selon le quotidien japonais Asahl Shimbun du samedi 18 juillet, le constructeur automobile Honda abandonnerait la Formule I au terme de la saison 1992. Le journal souligne que, face à la baisse des ventes des voitures particulières aux Etats-Unis et au Japon, Honda risque d'avoir des difficultés à justifier les investissements impor-tants (10 milliards de yens chaque année soit 80 millions de dollars) qu'elle consacre à la Formule 1. La firme s'inquiéterait aussi des limitations imposées aux moteurs de Formule 1. Les résultats de Honda au cours de la saison actuelle avec les deux McLaren qu'elle équipe de ses moteurs, ne sont pas à la hauteur de ses ambitions : Ayrton Senna et Gerhard Berger n'ont gagné que deux Grands Prix, en tout et pour tout à eux deux.

tance dans la décision qui détermi-nera à qui reviennent les royalties et la paternité des tests ». Les habitants des Herbiers (Vendée) pourront voir Basic Instinct. - Le film Basic Instinct, retiré de l'affiche début juin par le

un nouveau rapport américain rejette les revendications françaises. Selon le Washington Post du vendredi 17 juillet, un rapport confidentiel établi à la demande du département américain de la santé par une firme de Chicago spéciali-sée dans les brevets, Allegretti and Witcoff, estime que les arguments français visant à renégocier l'accord franco-américain du 31 mars 1987 sur la répartition des bénéfices des tests de dépistage du sida sont insuffisants (le Monde du 2 avril et celui daté 26-27 avril). Selon le Washington Post, le document, qui « rejette chacune des revendications de la France, en esti-mant que les Etats-Unis ne sont pas obligés de reverser les droits et les royalties aux Français», considère que «l'origine du virus utilisé pour fabriquer un test n'a aucune impor-

maire des Herbiers (Vendée), M= Jeanne Briand, est finalement programmé les 18, 19 et 20 juillet, a annoncé la société UGC qui assure sa distribution. M= Briand. maire de droite sans étiquette, avait soulevé une vive polémique en insistant auprès de l'association Sud-Ciné, qui gère le seul cinéma de sa ville, pour qu'elle renonce à diffuser le film de Paul Verhoeven,

o AFGHANISTAN : le parti chilte Wahdat entre au Couseil exécatif. - Le parti chiite pro-iranien Wahdat a fait son entrée au Conseil exécutif afghan, a annoncé, vendredi 17 juillet, à Kaboul, le premier ministre de transition. M. Abdul Sabur Fareed. - (AFP.)

a CHILL: an dirigeant du mouvement communiste Lautaro a 6té tré. - La police chilienne a annoncé, vendredi 17 juillet, qu'elle avait démantelé une importante cellule du mouvement communiste Lautaro, un des derniers groupes de guérilla du pays. Un dirigeant de ce groupe, M. Pablo Munoz Moya, âgé de vingt et un ans, avait été tué la veille au cours d'un é de coups de feu avec la police, dans la banlieue sud de Santiago, et deux de ses complices ont été arrêtés, a-t-on indiqué de même source. - (UPI.)

☐ MONGOLIE: nouveau premier ministre. - M. Puntsagiin Jasray a été élu, jeudi 16 juillet, premier ministre de Mongolie par le comité central du Parti populaire révolutionnaire (PPRM, ex-communiste). Il a battu de peu le vice-premier ministre sortant, M. Choyjilsurengiyyn Purevdorj. Le chef du gouvernement, M. Dashyn Byambasuren, ne se représentait pas. Économiste réformateur de cinquante ans, M. Jasray - dont la nomination devra être ratifiée par le chef de l'Etat - est un partisan convaince de l'économie de marcht. - (Reuter.)

n PÉROU: le bilan des attentats de Lima s'alourdit. - Vingt personnes ont trouvé la mort dans l'attentat à la voiture piégée perpétré, jeudi 16 juillet, à Lima (le Monde du 18 juillet), et 88 des 250 blessés étaient toujours hospitalisés vendredi, selon un nouveau bilan de la police. Des tracts du mouvement maoiste Sentier lumineux annonçant une « recrudescence des attentats » dans la capitale ont été déconverts dans un commissariat de police contre lequel une autre voiture piégée avait été lancée jeudi, faisant sept blessés. - (AFP.)

Le Monde en vente **EN PROVINCE**

LE SOIR MÊME DE SA PARUTION

Pour connaître la liste des villes servies et des points de vente, vous pouvez consulter notre service minitel

3615 LEMONDE

SOMMAIRE

DATES

Il y a trois cent cinquante ans, la Parlement d'Angleterre..

ÉTRANGER

Les Musulmans, les Serbes et les Croates ont signé un accord de cessez-le-feu en Bosnie-Herzégo-Deux « casques bleus » français ont

été tués en Croatie 3 La Slovaquie proclame sa souverai-Grande-Bretagne : M. John Smith, nouveau chef du Labour...... 4

Russia : le Soviet suprême reprend le contrôle des Izvestia Liban : le scrutin législatif pourrait avoir lieu en août.... En Cisjordanie : le siège de l'univarsită de Naplouse a été levé.... 5 L'enquête sur l'assassinat d'un c beret bleu » au Kurdistan 5 Loin des capitales : « Shanghat renous avec son passé de métro-

POLITIQUE

Le débat sur le rôle de Vichy dans les déportations Point de vue : « Un certain fanatisme », par Jack Lang 6 Livres politiques : «S'abreuver à la source», par André Laurens...... 6

SOCIÉTÉ

Le procès des responsables de la transfusion sanguine...... 7 La lutte contre les filets dérivants inauguration du Musée de Tautavel 7 Le 79- Tour de France : le baroud La fêta des vieux gréements à Défense : la nouvelle organisation des arsenaux

HEURES LOCALES

. L'honneur perdu de Veules-les-Roses · Bordeaux sans vélo Guerre des gymnases à Mont-

CULTURE

Le Festival d'Avignon : Acanthes, pierres chantantes; Octavio Paz en visite; Les suites du conflit des inter-mittents du spectacle 10 et 11 Musiques : dans la Somme, le Festival de Saint-Riquier; la fin des Francofolies de La Rochelle 11

La réforme du statut des dockers

vingt-sept accords paritaires sur la mensualisation ont été signés .. 14 EDF prévoit de commander une nouvelle tranche nucléaire...... 14 La Russia adopte un programme Forte baisse des cours de Philips. 16 Revue des valeurs Crédits, changes, grands mar-

Services

Carnet Météorologie Mots croisés Télévision.... La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahiar

Abonnaments.

Le numéro du « Monde » daté 18 juillet 1992

a été tiré à 480 418 exemplaires.

a Radio-télévision a

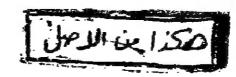
Avec It Monde sur Minitel

Admission:

ENSAE - INT GESTION

36.15 LE MONDE

Tapez RES





B Store of tra - ra I. . . . laiste 5 11 20年 2002年 Grand St. Str. Days mer st.

pen ceres de reseaux torres iones Tra dang ces and both delication SOUCES TO SOUCE STATE OF THE SOU Pour toures .

Senting the sent of the sent o Se lange dans mentrer of a same Sufficient and a supplier of the supplier of t

A L FTEAMARE